Parti Socialiste
Convention nationale
Le Pré Saint-Gervais
28 et 29 juin 1986

Sommaire

Marcel Debarge 2
Jean Poperen 3
Marcel Debarge (Rapport du Secrétariat national aux fédérations) 15
Georges Sarre 24
Paul Quilès 28
Bernard Roman (Nord) 33
Michel Rocard 37
Vote du quitus national 45
Le président (Roger Fajardie) 46
René Souchon 46
Alain Richard 49
Gérard Colomb 53
Louis Mermaz 55
Jean-Pierre Chevènement 59
Jean-Marc Ayrault 67
Pierre Mauroy 71
Martine Buron 78
Laurent Fabius 82
Robert Le Foll 89
Yvette Roudy 91
Gérard Fuchs 94
Paul Dupeyrat 97
Olivier Stirn 98
Henri Fiszbin 102
Le président (Dominique Strauss-Kahn) 108
Denis Pinot 108
Luc Soubré 110
Pierre Bérégovoy 113
Jean-Yves Le Drian 117
Lionel Jospin 120
Jean-Jack Queyranne (Rapport de la Commission des résolutions) 130
Marcel Debarge 133
Didier Motchane 133
Jean Poperen (rapport de la Commission des résolutions sur les élections sénatoriales) 134
Daniel Vaillant (Rapport sur les contentieux) 135
Alain Noël (Premier secrétaire fédéral des Hautes-Alpes) 136

Fondation Jean-Jaurès

Daniel Vaillant 136

Séance du samedi 28 juin 1986 (matinée)

Marcel Debarge

Mes camarades, en tant que maire du Pré Saint-Gervais, je vous souhaite la bienvenue. Je le fais avec joie et amitié. Je suis certain à l'avance et pour cause que nos débats se dérouleront dans une ambiance pleine de chaleur !
(Applaudissements)
Chaque maire est fier, qu'elle soit petite, moyenne ou grande, de sa ville. Je le suis d'autant plus que le Pré Saint-Gervais est la première ville de la région parisienne à être devenue Socialiste. Cela se passait en 1904 et malgré des hauts et des bas, elle n'a cesse de l'être depuis.
Le Pré Saint-Gervais, c'est dans notre région une identification avec le Socialiste éminent qu'était Jean Jaurès qui venait tenir des réunions dans notre commune.
Fidélité aux valeurs du Socialisme, telle a été l'attitude des Socialistes de notre ville depuis quatre vingt deux ans.
Force politique la plus importante de notre ville, tel est l'objectif que nous avons atteint.
Ouverture vers le monde extérieur par un engagement permanent des élus et des militants Socialistes de notre ville, dans les associations, la vie des quartiers, la volonté de concertation permanente et une co-gestion avec les associations pour des équipements municipaux.
Parti vivant dans la ville, dans la mesure où nous nous préoccupons des problèmes de la vie quotidienne des habitants de notre commune dans la mesure où nous cherchons de plus en plus à devenir un parti populaire.
Cela ne se fait pas toujours facilement, mais nous croyons que cela fait partie de notre engagement militant.
Comme dans nos débats de sections, nous avons de la sympathie à l'égard des intervenants qui savent rester brefs, je vais donc limiter mon propos en vous souhaitant encore une fois, au nom des élus et militants Socialistes du Pré Saint-Gervais, la bienvenue au Pré Saint-Gervais. Jacques Delhy, Premier secrétaire fédéral de la Seine Saint-Denis, aura l'occasion d'intervenir pour la fédération dans nos débats.
Mes chers camarades, il m'appartient également en tant que président de cette première séance, de saluer la mémoire d'un certain nombre de nos camarades qui ont disparu.
Parmi eux, et le Premier secrétaire du Parti, Lionel Jospin, l'a fait notamment aux obsèques de deux camarades, il m'appartient de saluer la mémoire de Gaston Defferre et d'Edgar Tailhades. Je vous demande d'observer une minute de silence.
(L'assemblée, debout, observe une minute de silence)
Je vous remercie et je passe la parole à Jean Poperen pour le rapport d'activité.

Fondation Jean Jaurès

Jean Poperen

Mes chers camarades, nous avons pour ces deux journées un ordre du jour assez chargé. Nous devons, en particulier, réfléchir sur la somme des travaux fournis par l'ensemble du Parti en préparation à cette Convention et dont tout à l'heure, tout de suite après moi d'ailleurs, Marcel Debarge, secrétaire aux fédérations, vous rendra compte. C'est l'objet principal de cette Convention.

En même temps, nous versons à cette réflexion commune le résultat des travaux de la Commission chargée d'examiner en profondeur, au fond, les résultats des élections, notamment des élections du 16 mars 1986 et bien sur de celles qui avaient précédé.

Pour ces diverses raisons, et parce qu'aussi nous arrivons aisément à une appréciation commune, je me bornerai à résumer les quelques observations politiques du rapport d'activité. Ce rapport vous sera tout à l'heure distribué, en ce qui concerne l'activité des divers secteurs depuis le Comité directeur qui a suivi les élections du 16 mars.

Vous verrez que dans beaucoup de domaines, le moins qu'on puisse dire est que le Parti n'a pas été inactif. Donc quant à l'appréciation sur notre activité politique, je me bornerai à ces quelques remarques pour pouvoir consacrer l'essentiel de mon intervention de ce début de matinée au compte rendu du travail de la Commission sur le résultat des élections.

Première remarque que nous nous faisons depuis ces trois mois; c'est que nous nous sommes trouvés au lendemain des élections dans une situation nouvelle inédite encore que pas tout à fait imprévue.

Apparemment, la majorité des Français paraît satisfaite de cette situation ; en tout cas, du fait qu'il n'y ait pas de drame politique, je crois que c'est plutôt ainsi qu'il faut interpréter la fameuse réponse à ce qu'on appelle l'appréciation sur la cohabitation où la coexistence, en ce qui nous concerne, Parti Socialiste - nous l'avons dit dès le lendemain de la constitution du gouvernement Chirac - nous ne jouons pas la crise. Nous sommes respectueux des institutions, respectueux aussi de la situation qui s'est créée au lendemain de ces élections même si elle n'est pas ce que nous avions souhaité, pour laquelle nous avions combattu et continuons de combattre même si la majorité est étroite mais enfin, cette situation est.

Mais en même temps, et c'est la deuxième remarque qui s'impose en cette fin juin, Chirac avait annoncé qu'il gouvernerait avec la confiance, le moins que l'on puisse dire c'est que dans les secteurs les plus divers de l'opinion et même des couches socioprofessionnelles de celles dont on aurait attendu qu'elles fussent a priori en confiance avec ce pouvoir, la confiance n'est pas au rendez-vous.

Une des caractéristiques de ces trois mois, sur lesquelles je crois que tous les observateurs sont d'accord, c'est quand même la rapidité de la dégradation de l'image de ce gouvernement et de sa majorité. Si nous y regardons d'un peu plus près, je crois qu'il faut le faire, les raisons de ce retrait du peu de confiance qui existait dès le départ, sont tout à fait claires.

Massivement, les Français condamnent une politique qui est une politique de

Contribution Jean Poperen

régression sociale, d'aggravation des inégalités, de mise en cause des acquis sociaux, de mise en cause aussi de ce puissant secteur public qui est un des éléments de notre vie économique nationale. Les plus récentes enquêtes d'opinion ne laissent aucun doute là-dessus. C'est par des majorités très fortes, souvent de plus des deux tiers, que les Français disent leur désaccord avec cette politique. Ceci étant, observons au passage que la majorité de droite ne prend pas par surprise l'opinion. Elle avait annoncé tout cela, elle avait annoncé qu'elle ferait franchement la politique de la Droite, elle le fait.

Les Français sont-ils inconséquents, du moins une partie d'entre eux qui avaient voté pour cette majorité et se disent mécontents de ces mesures aujourd'hui ? Je crois qu'il faut plus simplement considérer qu'après comme avant le 16 mars, l'élément principal de détermination du jugement, c'est la situation de l'emploi et que là-dessus, d'ores et déjà, l'opinion a le sentiment que ce gouvernement ne marquera pas de résultats décisifs.

Pour y parvenir, il faudrait l'engagement de toutes les forces économiques, et la surprise, peut-être pas pour nous, mais pour la majorité de droite et pour Chirac, est que les chefs d'entreprises, dans leur majorité, ont après le 16 mars l'attitude qu'ils avaient avant. Cela nous pose évidemment la question du rôle respectif des divers agents économiques dans notre économie française contemporaine.

Troisièmement, il faut se demander, en présence de cette dégradation de la situation politique de la majorité et du gouvernement, si à tel ou tel moment Chirac ne serait pas tenté par l'épreuve de force, de brusquer des échéances parce qu'il sentirait d'une certaine façon le terrain se dérober sous ses pieds.

Un certain nombre de critiques venues de la majorité - je pense, il y a trois semaines environ au Conseil national du CDS - montrent que, de divers côtés, cela renâcle déjà très fort. Cependant, souvenons-nous que si nous devons compter avec les fautes et les divisions de nos adversaires, nous ne pouvons pas compter simplement là-dessus.

Essayons d'apprécier - et ce sera ma quatrième remarque l'état exact de l'opinion par rapport à nous, la réalité au moment où nous nous réunissons et les plus récentes élections partielles assez contradictoires, assez équilibrées, même si le sens général nous est plus favorable. Le sens des principales enquêtes d'opinion est que si, déjà, l'opinion se détache assez largement de ce gouvernement, elle n'a pas pour le moment dans sa majorité fait un mouvement vers la Gauche. Soyons donc bien conscients du point où nous en sommes. Nous ne sommes qu'au début d'une évolution. Le changement de vote est le point ultime de l'évolution politique des gens dans la conscience de chacun et de tous, et nous ne sommes qu'au début de cette évolution. Donc, ne forçons pas la cadence ; la période probatoire nécessaire en toutes circonstances, après chaque élection, n'est pas terminée. Mais observons, en même temps, l'évolution plus favorable, et sachons comment nous pouvons montrer concrètement comment tout en respectant la situation du 16 mars, nous menons avec les forces vives profondes du pays l'action contre certains des aspects les plus caractéristiques de la politique de réaction.

Je pense à l'action qu'il nous faudra mener plus vigoureusement encore, même

si le secteur entreprise a déjà fait beaucoup à cet égard, contre la suppression de l'autorisation administrative préalable de licenciement, et les autres mesures que prépare Philippe Séguin, notamment en ce qui concerne les seuils, dans les petites et moyennes entreprises.
Egalement, nous devons faire plus, même si, là aussi, le secrétariat compétent autour de Jean-Jack Queyranne a déjà engagé beaucoup, nous devons faire plus dans la bataille pour le bradage de la 1ère chaîne de télévision, avec l'ensemble des professionnels décidés à défendre ce secteur public de la télévision.
(Applaudissements)
Observons au passage, mais observons quand même qu'il est attristant et même assez scandaleux que sous des prétextes misérables, la direction du Parti Communiste, non seulement refuse de s'associer à cette large campagne qui s'engage, mais donne l'impression qu'elle voudrait la casser. Faudrait-il déjà y voir le prélude à des manœuvres qui conduiraient un jour vers la reprise de la funeste tactique du bonnet blanc/blanc bonnet ? Naturellement, je me garderai de conclure mais, tout de même, je ne pouvais m'abstenir de cette observation.
Quant à nous précisément, renforçons nos efforts pour rassembler ; c'est d'ailleurs, faut-il le rappeler, une des raisons de notre rencontre de ces deux jours. C'est à partir de là, je pense, que nous devons prendre en compte ce qui s'est passé électoralement, et j'en viens donc au rapport sur le travail de la Commission que le Comité directeur avait mise en place dans les jours qui ont suivi les élections du 16 mars.
Connaître les électeurs, comment ils évoluent, quoi de plus important dans une vie politique, démocratique, fondée sur le suffrage universel ? Et quoi de plus important pour le Parti le plus important que nous sommes ?
Nous avons travaillé à partir d'un très grand nombre de documents fournis par un assez grand nombre de fédérations - pas par toutes mais je suis certain que le stimulant de cette séance d'aujourd'hui amènera ceux qui sont simplement en retard à se joindre à ce travail. Il a été mené sous la responsabilité directe de Pierre Martin, délégué général aux élections. Nous avons bénéficié d'un certain nombre de travaux, entre autres ceux de Gérard Le Gall, Directeur général aux études politiques et certaines études et monographies qui n'ont pas toujours été faites à notre initiative mais qui sont très précieuses. Notre sentiment est que ce travail devrait être poursuivi. La Commission souhaite - elle s'est réunie encore hier matin - que vous lui donniez mandat de continuer ce travail, car ce n'est pas, vous vous en doutez bien, un travail académique. Nous ne tenons pas aujourd'hui une séance d'une académie de sciences politiques, même si, d'une certaine façon, nous le sommes et devons l'être. Nous le faisons en perspective de nos batailles politiques à venir, notamment électorales ; je ne rappellerai à personne les échéances, je crois que tout le monde ici doit les connaître, les échéances nationales mais aussi les échéances des élections locales de 1988 et celles de 1989.
D'abord le constat : nous avons à essayer de situer le mouvement réel des forces, et non seulement le mouvement relatif à la participation électoral et le mouvement réel des forces, chers camarades, c'est le mouvement par rapport

Fondation Jean Jaurès

aux électeurs inscrits. Même là, d'ailleurs, il faudrait faire une observation de méthode, c'est que le mouvement des inscriptions est déjà une indication. Nous l'avons, je crois, légèrement amélioré par un énorme effort, avant l'élection du 16 mars, mais nous semble-t-il, pas assez. Alors, si l'on considère les inscrits et puisque notre étude est centrée, cela me parait bien normal étant donné ce que nous sommes et ce qu'est le Parti, sur le Parti Socialiste, celui-ci passe de 1978 à 1986 de 18,6% des inscrits à 23.62, tandis que, je vous le rappelle, il passe par rapport aux suffrages exprimés de 22.8 à 31.4.

Si l'on considère l'ensemble disons Gauche non Communiste avec le MRG, les divers gauche, la progression est de 21.5 à 24.65 sur les inscrits.

Mais c'est l'autre terme à partir duquel doit commencer notre réflexion, tout le monde a remarqué dès le soir du 16 mars évidemment, que dans le même temps le total des voix de gauche évolue de 50,2 à 44% des suffrages exprimés, et de 40,97, quasiment 41 à 33,1% des inscrits.

Le recul des voix de gauche globalement a donc été constant depuis la ligne de sommet de la période 1974 à 1979, en comprenant les élections locales de 1976, 1977 et 1979. Il faut observer qu'évidemment dans l'euphorie du moment nous avons un peu trop laissé de côté, même en juin 1981, le fait que la Gauche globalement recueille moins de voix qu'en mars 1978, et perd plus de 2% par rapport aux inscrits.

A partir de cette vision d'ensemble, notre réflexion : qui perd des voix, et où vont ces voix, y a-t-il un flux dominant de la Gauche vers la Droite globale, le PS est-il une sorte de sas, entre les voix venues du PC, de l'extrême gauche et celles qui viraient vers la Droite ? Il y a-t-il double transfert ? Y a-t-il même modeste un mouvement de sens contraire en sa faveur ? Quelle est la distribution des pertes de la Gauche entre la Droite et l'extrême droite ? Droite dite classique, bien que je n'aime guère l'expression, ce n'est pas le classicisme que je fréquente le plus mais enfin, il faut bien employer un mot...

Première série de considérations, à partir de ces données générales, l'abstentionnisme que l'on appelle de façon un peu barbare, différentiel. A chaque élection, depuis huit ans, l'abstentionnisme à toutes les élections, toutes, l'abstentionnisme a été plus fort qu'aux élections de 1978, l'écart 78-86 pour les abstentions : plus 1,15 ; pour les blancs et nuls plus 1,7, pour la Droite globalement, Droite extrême droite, plus 2,27, pour la Gauche globalement moins 7,87 et pour les écologistes moins 0,8.

A première vue, il ne faut jamais rester en ce domaine à première vue, mais tout de même les chiffres sont assez lourds - il apparaît que la majorité des voix perdues par la Gauche est allée plutôt à la non-expression du suffrage abstentions ou votes nuls, qu'à la Droite.

Et que dans cet abstentionnisme, cela a été très lourdement un abstentionnisme PCF et extrême gauche. Gérard Le Gall, dont j'évoquais les travaux tout à l'heure, signale des points d'augmentation de l'abstention considérable dans des villes à direction Communiste, plus 135% au Mans, plus 80% à Drancy, d'augmentation de l'abstention.

Mais, même ainsi, ne négligeons pas le fait que nous avons pu aussi payer un

assez lourd tribu, et que par exemple, je crois que nous devons dire les choses ici, elles ne sont pour personne éléments de critique, mais seulement de notre réflexion commune, plus 83% de 78 à 86, à Villeneuve d'Ascq, plus 62% à Saint Priest dans le Rhône, plus 52% à Lens.
L'abstentionnisme de gauche est donc fort, il est plutôt un abstentionnisme PCF et extrême gauche, il est important dès 1981, donnée qui compte pour notre réflexion sur ce qui s'est passé ces dernières années, et naturellement il s'accentue en 1986, conforté par la progression des votes nuls.
Deuxième série de considérations en prolongement de cette première, les pertes du Parti Communiste. En deux ans vous le savez, tout le monde le sait, le PCF a perdu près de 10% des inscrits.
En 1978, 5 791 000 voix, en 1986 2 663 000.
En 1981, toutes les études faites par vous, et les autres, dont nous disposons, confirment qu'il y a un partage entre l'abstention et le vote PS. Mais dès ce moment, les voix Communistes et extrême gauche, des différents mouvements gauchistes, passées au PS ne paraissent guère excéder la moitié des pertes de ce secteur d'opinion.
C'est dire que le reste, comme il ne semble pas qu'il y ait eu à ce moment là de mouvement significatif vers la Droite ou l'extrême droite, est donc allé à la non-participation au vote, et pour le moment presque exclusivement à l'abstention.
En 1986, l'évasion se diversifie, abstention, PS, mais aussi cette fois les secteurs Droite, et extrême droite, que nous essaierons d'apprécier dans quel rapport.
Le suffrage global national, pour nous c'est évidemment un élément capital de notre réflexion - des transferts PCF et extrême gauche, vers le PS est difficile, nous en avons encore discuté hier matin en Commission et je ne serais pas un rapporteur honnête si je disais que nous arrivons à une interprétation unanime rigoureuse, mais seulement à constater une tendance.
Mais ces transferts apparaissent sur l'ensemble de la période cette fois, et non plus en 1981, 78, 86, minoritaires par rapport au total des voix perdues par le PC et l'extrême gauche.
Nous varions un peu dans le chiffrage, en ce domaine la rigueur est difficile à atteindre, mais tel est le constat sur lequel nous pouvons travailler.
Cela se trouve éclairé par des remarques faites par certains travaux, sur le rapport qu'il y a entre le mouvement des voix Communistes, le mouvement des voix Socialistes et le mouvement général de la Gauche.
L'écart PCF entre 78 et 86 est dans le secteur où le PC est faible, relativement faible, et le gain Socialiste est là d'environ 3,6%.
Mais là où le Parti Communiste est fort, et justement là où il recule beaucoup, là où il est toujours au-dessus de 30%, où il perd 13,8%, nos gains ne sont que de 3,8, alors que la chute générale de la Gauche est de 11,5, ce qui naturellement ne peut être pour nous qu'un élément de réflexion très sérieux, puisque dans les secteurs de force de ce parti, sa perte est particulièrement importante, mais notre gain à nous est aussi modeste en pourcentages qu'il l'est ailleurs. Et si on pousse les choses, il apparaît que ce sont dans les départements à forte implantation ouvrière du PCF, de solide tradition politique et idéologique du courant

Fondation Jean Jaurès

Communiste, que le passage vers le Parti Socialiste est proportionnellement le moins fort.
Nous le constatons par exemple, si nous regardons ce qui se passe dans le Pas-de-Calais, où le recul par rapport aux inscrits du Parti Communiste est de 12,7 sur l'ensemble de la période 78 à 86, et où sur l'ensemble de la période avec probablement les effets d'un changement de mode de scrutin, qui dans ce cas précis, où nous avions une situation un peu monopolistique par l'autre mode de scrutin, le Parti Socialiste lui-même fléchit de 0,4, le PS est en gros étale, il y a moins 12,7 à côté.
En Seine-Saint-Denis où les progrès Socialistes sont importants, ils sont de 4,8, mais le recul Communiste est de 16,8. Nous avons regardé par exemple, mais on aurait pu prendre beaucoup d'autres exemples, la troisième circonscription de la Moselle, circonscription également industrielle ouvrière, où le Parti Socialiste gagne 0,5 sur la période 78-86, c'est le solde de son gain sur les huit ans, et où le Parti Communiste perd 17,8. Et nos camarades par rapport aux quartiers de fort vote Communiste à Toulouse, dans le Puy de Dôme, font les mêmes observations.
Alors, il y a déchet important à l'intérieur de la Gauche. Un des éléments d'explication je l'avançais tout à l'heure, la non-participation à l'expression du suffrage.
Mais, il nous faut regarder vers la Droite, et l'extrême droite, et donc une troisième série de considération, examiner le mouvement des voix du Front National.
D'abord qu'une chose soit bien claire, parce qu'il ne faudrait pas que la considération mineure gâche l'autre, la majorité de l'électorat Front National vient de la Droite, il est l'expression extrême du mouvement global de radicalisation de la Droite, dont les progrès du RPR, la montée des ultra de l'UDF, Léotard, Madelin, Millon, la force du club de l'horloge, tout ce que nous avons vécu depuis cinq ans, sont d'autres manifestations.
Cependant force est de constater que sur ce fond général, valable pratiquement dans tout le pays, car il s'est, au sens scientifique du terme, nationalisé, il est présent à peu près partout maintenant, il y a des pointes qui apparaissent grossièrement comme la résultante de deux composantes : fort taux de chômage, notamment de jeunes, forte présence immigrée.
Là il faut être très lucide sur certaines explications, comme il se trouve que des zones de forte implantation de la Gauche en raison de leur caractéristique socio-économique, sont celles où bien souvent le chômage est le plus durement ressenti, comme il se trouve pour la même raison que c'est là plutôt que sont venus des travailleurs immigrés, naturellement on est tenté de faire la simple adéquation votes de gauche et notamment Communistes mais aussi Socialistes, et poussée du Front National.
Ce n'est qu'une minorité d'électeurs de gauche qui se porte vers le Front National, mais dans certains cas, le pourcentage devient très élevé.
Je vous renvoie par exemple à une étude que sans doute beaucoup d'entre vous ont lue, parue dans un grand quotidien du soir - c'est son titre -, le 11 juin 1986,

Fondation Jean Jaurès

sous le titre "La preuve par Vitrolles", qui était l'étude dans une ville moyenne de l'agglomération marseillaise du mécanisme du vote de gauche pour Le Pen, dans une cité qui est une cité à dominante de gauche, mais à dominante Socialiste.
Peut-on chiffrer au travers des études ce que j'évoque ici, au travers des sondages sortis des urnes, et notamment celui de l'IFOP effectué le jour même du 16 mars ? Disons qu'à notre avis, globalement, mais vous sentez bien qu'il y a des points - nous le savons, nous sommes un certain nombre ici à bien le savoir - qui sont très au-dessus, mais en gros, on peut chiffrer de l'ordre du quart des voix du Front National celles qui sont d'origine de gauche, un peu plus semble-t-il d'origine Communiste, mais ne nous rassurons pas trop aisément sur le dos des autres, si j'ose dire, pour une part de notre propre électorat de 81.
Cela m'amène - c'est forcément le cœur du sujet - à considérer comment on peut apprécier l'électorat Socialiste de 86, en tenant compte de tous les facteurs évoqués, des mouvements divers, en tenant compte, c'est une remarque que je tiens à livrer parce que parfois, on en tient le plus grand compte sur le terrain, et beaucoup moins dans nos instances nationales où, chacun le sait, nous sommes sous le signe de l'idéologie, du rôle de ce qu'il faut appeler, ce qui n'a d'ailleurs, à mon avis rien du tout de dégradant, les personnalités, le poids de tel ou tel dans les résultats obtenus, y compris avec un mode de scrutin qui était moins directement majoritaire.
D'abord, le Parti Socialiste absorbe dès 81 pour l'essentiel - l'expression "absorber" ne doit être prise par personne, notamment à côté de nous, en mauvaise part, c'est un constat que nous essayons de faire scientifique - absorbe en 81 pour l'essentiel, en 86 plus complètement, les voix des divers gauche, MRG, près de 2 points.
Donc, il faut l'intégrer dans notre calcul d'ensemble, quand on apprécie ce que sont les voix de 1986 par rapport à 1981, et surtout par rapport à 1978.
Y a-t-il des échanges avec la Droite dite classique ? Pour l'extrême droite, je n'y reviens pas, j'en ai parlé, je n'allonge pas.
La progression de la Droite UDF et RPR aux dépens du PS semble assez régionalisée. Elle est forte par exemple, incontestablement, dans toute une série de départements du Sud-Ouest où nous avons une sorte d'électorat de centre, de tempérament modérément opposant, volontiers centre-droit quand le gouvernement est de gauche ou de centre-gauche, et volontiers centre-gauche quand le gouvernement est de droite et même franchement de droite.
Par ailleurs, le glissement général du Sud-Est vers l'ensemble droite/extrême droite a, certes, bénéficié d'abord au Front National dans ces départements - je pense au Var, aux Alpes-Maritimes et, dans une large mesure aussi, aux Bouches-du-Rhône - mais il a bénéficié à des hommes dont, d'ailleurs, le voisinage avec l'extrême droite est très évident, je pense à Léotard, à Médecin, voire à Gaudin lui-même.
En sens inverse - c'est pourquoi le solde n'est pas facile à apprécier parce que département par département ou canton par canton des phénomènes apparaissent - un mouvement de fond, perceptible dans l'Est, éclatant dans l'Ouest, où il est

stimulé par une vigoureuse modernisation économique sur laquelle nous avons parfois fait des réserves quant aux modalités, mais qui est une donnée incontestable du changement de ces régions, s'observe en faveur de la Gauche Socialiste - Socialiste, bien sûr - avec sans doute, parallèlement à ces modifications de structures économiques, un double mécanisme d'évolution d'un électoral de culture chrétienne vers la Gauche, peut-être d'ailleurs parallèle à un mouvement de sens contraire d'une certaine déchristianisation.
En tout cas, si on considère la Bretagne, le mouvement est véritablement spectaculaire. En moins de vingt ans (référence 1967), 21ème dans le classement des votes en faveur du PS en 1967, la Bretagne est, en 1986, au 4ème rang et elle passe de 2,3 à 37% des suffrages exprimés en faveur du PS.
(Applaudissements)
Si tout le monde fait cela, si tout ceux qui sont derrière deviennent 4èmes, vous voyez à peu près ce que peut être la suite...
Naturellement, il faut ajouter aux remarques que je viens de faire concernant ces régions, et notamment la Bretagne - mais on le retrouve un peu dans les autres régions voisines, moins nettement - dans un contexte de net affrontement gauche/droite, l'absorption des suffrages Communistes par le Parti Socialiste qui a été plus importante qu'elle ne l'a été dans d'autres régions.
Parallèlement à cette poussée sur le long terme, régionalisée, poussée de sens contraire, on observe - et plusieurs des comptes rendus qui nous ont été faits confirment une impression que nous avions globalement - qu'une partie, une petite frange de l'électorat giscardien de 1981 paraît, au dernier moment, avoir choisi le vote PS le 16 mars 1986, notamment à partir des critères d'efficacité économique dont nous étions en train, à ce moment, d'administrer la démonstration. Les centres-villes "bourgeois" - je mets des guillemets - se sont parfois "dégelés" pour le PS. C'est vrai à Toulouse, dont j'avais dit ce qui se passait par contre dans les quartiers à dominante Communiste, c'est vrai à Strasbourg, de façon éclatante, c'est vrai aussi pour une large part à Paris, et cela donc au moment où le PS ne parvenait pas à fixer tous ses acquis populaires de 1981.
Au total, l'observation de ces divers mouvements, ce que nous constatons dans la région parisienne, nous amène à penser qu'il y a eu sur nos franges centre-gauche et centre, sur l'ensemble de la période 1978-1986, des mouvements complexes, mais qui ne sont qu'assez peu à notre déficit, ce qui veut dire que notre déficit, puisqu'il y en a un petit, entre 1981 et 1986, il faut évidemment le chercher ailleurs et bien être conscient, en tout cas, compte tenu de cette situation étale de ce côté de l'opinion publique, que le mouvement par rapport au secteur d'influence PC/extrême gauche, lui, est moins favorable que nous ne l'avions parfois apprécié, notamment depuis 1981.
Je terminerai à cet égard en évoquant ce que nous amène à constater l'évolution des choses dans l'ensemble des départements de la région parisienne, car la géographie des pertes de la Gauche non-Communiste, c'est-à-dire essentiellement du PS, par rapport au 1er tour des présidentielles de 1981 - qui n'a pas été notre niveau le plus élevé - apparaît parallèle à la géographie

d'influence Communiste.
C'est ainsi que, par rapport à cette consultation, sur les inscrits, notre fléchissement est de 3 points dans le Val-de-Marne et la Seine Saint-Denis, 2,4 dans le Val d'Oise et dans l'Essonne, 2,1 en Seine-et-Marne, seulement 0,6 dans les Hauts-de-Seine, étal dans les Yvelines, + 0,4 à Paris. Même si nous faisons la part - je l'ai faite moi-même tout à l'heure - du rôle de telle ou telle personnalité du mouvement Socialiste, pour Paris, pour les Yvelines, pour d'autres peut-être, il reste qu'il y a là un mouvement de fond qui doit retenir notre réflexion.
En conclusion de ce constat et avant d'esquisser quelques réflexions pour la suite, le PS gagne donc, mais il ne gagne pas seulement, il fixe : 5 points environ par rapport aux inscrits sur les huit années 1978-1986. Mais, ce faisant, il ne fixe qu'une minorité des pertes subies par les autres secteurs importants de la Gauche.
En fait, les choses paraissent avoir évolué en deux temps entre 1981 et 1986. De 1981 à 1984, la Gauche semble avoir assez continûment cédé du terrain dans les divers milieux sociaux, et cela pour deux raisons principales.
- Les réformes que nous réalisions étaient considérées comme allant de soi, attendues, et donc sur le moment - j'ai dit tout à l'heure, au début de mon intervention, que peut-être les choses étaient en train d'évoluer - n'ont pas été portées à notre crédit, tandis que nous avons subi durement dans l'opinion les effets, le choc des deux plans de rigueur.
Dans le courant de 1985, progressivement, nous nous redressons, nous commençons à récolter les fruits de notre politique économique. Ce redressement, pour réel et important qu'il a été, n'a pas été suffisant, car surtout il a été relativement important dans les milieux sociaux relativement épargnés par la crise, il a été très insuffisant et parfois nul dans les milieux les plus directement atteints.
L'évolution est donc beaucoup plus complexe que ce qui a pu être parfois envisagé d'un glissement général, global, et somme toute assez massif, du corps électoral de la Gauche vers la Droite, qui d'ailleurs concrétiserait la soi-disant évolution à droite de l'ensemble de la société française sur laquelle théorise Marchais, ce qui naturellement l'arrange bien et le dispense d'autres interrogations, et cela à la grande joie des idéologues de la nouvelle droite.
En fait, retenons bien que la Droite dite classique gagne au total peu sur la Gauche et qu'elle cède à l'extrême droite.
Le phénomène majeur c'est donc, du point de vue de nos pertes, d'abord une démotivation qui a conduit une partie de cet électorat de gauche, y compris une petite partie du nôtre, à être hors du vote, et en second lieu, prolongeant celui-là, dans le même sens, un vote protestataire vers le Front National, dont il apparaît qu'une partie est rattrapable ; c'est là, bien sur aussi, un élément de réflexion.
Alors, à partir de là, quelle est la part des causes strictement politiques, immédiates, conjoncturelles, qui tiennent toutes plus ou moins aux conditions de l'exercice du pouvoir, et quelle est la part de causes plus structurelles qui tiennent aux évolutions de la société en profondeur, à son évolution en durée ?
Quelques notations auxquelles est arrivée la Commission, allant au-delà de la

simple comptabilisation des résultats.
D'abord, la mobilité.
La mobilité de notre société, c'est un facteur essentiel, nous a-t-il semblé, de la société française, comme d'ailleurs des autres grandes sociétés industrielles maintenant.
Mobilité géographique en premier lieu. Il n'y a plus de régions stables, ou plus guère, et il n'y a plus guère de quartiers stables. Des régions changent parce que leur composition sociologique évolue. Sans tout ramener à un élément d'explication unique, il apparaît, par exemple, que le poids des rentiers aisés dans la région Provence-Côte d'Azur est, pour une part, une explication du mouvement qui s'est produit de ce côté vers droite/ extrême droite. La Vallée moyenne de la Loire a subi cette même dérive. Les ZUP des proches banlieues sont souvent devenues des zones de transit, d'où part vers les banlieues de lotissement individuel le salariat moyen ou modeste et où se concentrent, en revanche, les pauvres.
Mobilité socioprofessionnelle, déjà ressentie dans les années 60, les années de la croissance, mais qui s'est accentuée sous les effets contraires de la crise.
Rétractation du prolétariat traditionnel fortement concentré, organisé, base d'une gauche coutumière.
Poids relatif des petites et moyennes entreprises, souvent éphémère, mais de toute façon déstructurant et qui s'est alourdi, et pas seulement du fait du tertiaire.
Le pourcentage des non-actifs augmente. La perte de l'emploi, prolongée ou renouvelée, n'est plus une mobilité vers une rupture avec le milieu social, et en partie politique si elle se prolonge.
Le chômage est facteur de déstructuration sociale, voire de marginalisation.
Par ailleurs, la situation de ceux qui ont terminé leur vie de travail, retraités, doit être considérée puisqu'ils sont proportionnellement de plus en plus nombreux et pesants dans le corps électoral.
Traditionnellement, dans la plupart des zones à forte concentration industrielle, la retraite n'était pas nécessairement la rupture avec le milieu social salarié ; elle le devient plus souvent dès lors que la retraite, intervenue prématurément sous l'effet de la crise, casse la vie professionnelle.
A l'inverse, beaucoup de retraités plus aisés changent de résidence, mais le retour au pays, qui était une réinsertion dans une autre structure forte, est moins fréquent que jadis.
A partir de là, deuxième série de remarques de notre Commission : des structures qui s'affaissent.
La mobilité géographique et sociale, la différenciation creusée entre actifs et non-actifs ont à l'extrême rompu les solidarités sociales, elles les ont en tout cas relâchées. La conscience de cette solidarité, qu'on a pu appeler sommairement, dans ce qu'on considère aujourd'hui comme le jargon, mais qui dit bien ce qu'il veut dire, conscience de classe, s'est de ce fait affaiblie. La cohésion idéologique est ébranlée et peut-être n'en avons-nous pas mesuré tout le risque.
Dans les secteurs les plus défavorisés des banlieues, là où, sous les effets du

Fondation Jean-Jaurès

chômage - du chômage des jeunes surtout - il y a cet affaiblissement, c'est le sentiment d'une exclusion de l'ensemble du corps social, voire un sentiment de rejet.
La marginalisation sociale et culturelle prépare évidemment la marginalisation politique et celle-ci pousse au non-vote, ou au moins au vote protestataire, hier pour la Gauche, quand nous étions dans l'opposition -et plutôt pour le Parti Communiste et l'extrême gauche - quand nous étions au pouvoir et même maintenant que la Gauche paraît institutionnellement davantage en mesure de gérer, pour le Front National.
Le tissu social se relâche, le tissu politique se déchire, les structures d'encadrement s'affaiblissent, les structures politiques, mais plus généralement la plupart des structures de groupes ; je crois d'ailleurs que l'autre Commission, celle sur laquelle va rapporter Marcel Debarge, a abouti aux mêmes conclusions sur l'affaiblissement, l'affaissement des diverses structures associatives.
Risquerons-nous la remarque que dans beaucoup de cas celles qui paraissent aujourd'hui les plus vigoureuses sont celles qui sont liées aux activités de 3ème âge ?... Les actifs des grandes agglomérations sont de moins en moins disponibles, c'est une donnée de fait. La cité-dortoir est de plus en plus souvent une cite-passoire
Et au-delà, dans un rayon de 10 , 15 kilomètres parfois autour des grandes villes, plus loin dans l'agglomération parisienne, une nouvelle couronne se dresse, de petits lotissement greffés sur des communes rurales , hospitalières à l'individualisme, et là, les bourgeons d'une nouvelle forme de vie sociale n'ont pas poussé encore.
Qu'on lise à nouveau cette passionnante étude que j'évoquais tout à l'heure sur Vitrolles et dont le commentateur, celui qui le présente dans le journal en question conclut: c'est bien la désagrégation du tissu social qui alimente le vote d'extrême droite dans des conditions comme celles-là.
Notons au passage que, au stade actuel, et avant de nouvelles évolutions prometteuses vers une plus grande diffusion, miniaturisation des techniques, la toute puissance du phénomène télévisuel pèse dans le même sens.
C'est le véhicule individuel d'une culture de masse.
Pour terminer, quelques esquisses politiques ?
Bien entendu, notre grande mutation sociale, nos grandes mutations sociales, elles sont en partie hypothéquées par la question du travail et du temps de travail.
Le travail pour tous et le temps de travail moins long, sont les deux directions de réponses connexes d'ailleurs solidaires à certaines des interrogations de fond que nous posons ici. Et dont les réponses ne peuvent pas être strictement et étroitement politiques. Mais le politique n'est jamais tout à fait innocent de ce qui arrive quand il s'agit de politique. Il faut donc quand même s'interroger sur ce qu'a pu être, ce que peut être notre part de responsabilité plus directement politique.
Si on prend l'exemple de ce qui s'est passé du côté Communiste, naturellement son encadrement politique dont l'affaissement est manifeste, a souffert des

mouvements de fond de notre société que je viens d'évoquer assez longuement.
Mais pour autant, il a aussi souffert de la gymnastique incohérente de la direction Communiste.
Nous, Socialistes, nous nous sommes efforcés depuis les années maintenant 1981 - parce qu'on en parle plutôt depuis 1981 mais je crois avant – d'introduire dans le comportement de la Gauche plus de sérieux, plus de cohérence, et on nous en sait gré.
En même temps, vous le savez bien, et on l'a assez vécu pendant ces 5 ans et c'est toujours vrai, on ne nous passe rien. Et on ne nous passera rien.
Alors la prise de distance de certaines forces sociales, à l'égard du combat de la Gauche, a-t-elle des causes qui tiendrait à nous ?
On ne peut pas ne pas avancer au début d'une session consacrée à notre réflexion de fond. Le net fléchissement du vote Socialiste chez les ouvriers que nous avons enregistré, le maintien du vote chez les inactifs et les retraités nous posent à l'évidence des questions graves.
A-t-on tenu compte aux Socialistes, à la Gauche en général, de la rigueur ? On voit bien que la réponse d'ailleurs n'épuise pas tous les sujets et ne nous conduira pas à trancher qu'il fallait faire autrement.
La répartition des charges de la rigueur, les miettes de notre effort pour redistribuer les sacrifices doit être prise en considération.
Le temps qui nous a manqué pour tirer parti contre le chômage des résultats justement de la rigueur et de l'assainissement économique.
Notre difficulté à surmonter les résistances des structures établies dominantes pour l'accomplissement d'une partie de notre projet dans différents domaines.
Tous ces constats d'aujourd'hui devraient être approfondis dans nos réponses, elles compteront pour l'avenir.
Il faut que nos idées bougent au rythme des événements et des bouleversement des notre temps. Etre nous-mêmes, c'est évidemment être la Gauche d'aujourd'hui. Mais être la Gauche d'aujourd'hui, c'est d'abord être la Gauche.
(Applaudissements)
… Et qui pourrait encore douter - mais d'ailleurs personne n'en doutait j'en suis sûr, avant, après trois mois de gouvernement Chirac/Léotard de la réalité de la cohabitation gauche/droite ?
Or, voilà que l'électorat, et c'est mon ultime remarque, notre ultime remarque de méthode, dans cette société plus mobile, plus mouvante est lui aussi moins stable, plus mouvant disent certains, plus volatile… il paraît que c'est le mot scientifique et je m'empresse de l'utiliser, mais cela veut bien dire ce que cela veut dire… n'est point fixé. Cela peut bouger plus.
Des forces passées en réserve - la fameuse masse abstentionniste - peut redevenir disponible.
Comment peut-elle le devenir ?
L'affaiblissement des autres structures politiques de la Gauche dans le reste du paysage politique laisse des zones en déshérence sur nos deux ailes… alors soyons plus hardis et confiants, plus que d'autres.
Socialistes de 1986, nous sommes en phase avec la société française

d’aujourd’hui. Vivons la pleinement en comprenant son mouvement pour mieux expliquer, pour mieux l’exprimer et, s’il se peut, la préparer.
(Applaudissements)

Marcel Debarge (Rapport du Secrétariat national aux fédérations)

Mes camarades, il y a déjà à cette tribune, un certain nombre d’inscriptions spontanées. Je vais donc faire appel aux camarades qui désirent intervenir dans le débat, qui couvrira à la fois les deux rapports et la situation politique.
Au bout d’une demi-heure, je demanderai la formation d’un petit groupe de travail. Il y a déjà une trentaine d’inscriptions spontanées. Ce groupe de travail sera chargé d’étudier la répartition habituelle et la durée des interventions.
Je demanderai aux sections qui veulent s’inscrire qu’elles se dirigent vers le bureau de cette Convention et en particulier vers notre camarade Seligmann. Le petit groupe de travail sera animé comme nous avons l’habitude de le faire.
Je cède la présidence à notre camarade Jacques Delhy, Premier secrétaire général de la fédération de la Seine Saint-Denis.
(Applaudissements)
(Jacques Delhy remplace Marcel Debarge à la présidence)

Cher(e)s camarades, mon intervention à cette tribune de la Convention nationale représente le travail de plus d’un millier de sections qui se sont livrées à une réflexion autour de thèmes très larges que le Bureau exécutif leur a adressé sous la forme de deux questionnaires.
Le premier groupe de questions consistait à dégager des éléments d’analyse de notre société actuelle afin de mieux appréhender la réalité dans toute sa complexité.
Le second appelait les sections à faire des propositions concrètes de fonctionnement en vue d’étendre l’influence de notre parti.
Si la méthode a, dans un premier temps, quelque peu dérouté, cette initiative a été jugée intéressante car elle correspond aussi à l’attente de nos adhérents de contribuer le plus directement possible au renforcement de notre Parti et à l’actualisation de notre projet.
Je vous livre aujourd’hui la synthèse de ces travaux en y joignant les réflexions menées par une commission "structure" mise en place par le Bureau exécutif. Cette commission s’est réunie six fois.
Si on peut se réjouir de la participation de l’ensemble du Parti à cette réflexion, ne vous attendez cependant pas à ce que je vous livre un projet tout "ficelé" ni des recettes magiques. Notre ambition en lançant cette grande consultation était d’ouvrir les débats lors de cette Convention nationale ordinaire.
Ces débats seront sans doute alimentés par les pistes que je vais vous livrer, animés par des suggestions faites par certains et controversées par d’autres. Certaines dispositions pratiques ou même expérimentales pourront être retenues en faisant l’objet d’une résolution, mais le terme de nos échanges aboutira

Fondation Jean-Jaurès

logiquement lors de notre prochain Congrès.
Le temps qui nous reste devant être mis à profit pour définir les moyens adaptés à cette volonté que nous avons de reconquérir le pouvoir et de le garder pour faire avancer notre idéal.
Première série de questions : une société en mutation.
L'état actuel de notre société semble marqué par le vieillissement de la population, de nouvelles formes d'interventions de la jeunesse, plus marquées par le cri du cœur que par l'engagement politique, l'insertion sociale et culturelle difficile des femmes, signes d'une société quelque peu déstructurée. Deux causes principales à cela : le dépérissement du tissu rural allant de pair avec l'hypertrophie urbaine, le déplacement de l'activité du primaire et du secondaire vers le tertiaire et la transformation de l'activité industrielle elle-même. Ce dernier phénomène affaiblit l'analyse marxiste traditionnelle des grands affrontements de classe mais n'en abolit pas la réalité : la Droite se charge d'ailleurs de nous rappeler l'existence de groupes sociaux aux intérêts contradictoires. Mais leurs contours sont plus flous et donc difficiles à définir. Ceux qui s'y essaient se partagent entre deux analyses.
La première : une société duale : d'un côté la fortune ou l'emploi, de l'autre la précarité.
La seconde : l'émergence d'une grande classe moyenne constituée pour l'essentiel de petits et moyens salariés bordée d'un côté par un nouveau "lumpenprolétariat", et de l'autre par le groupe dominant des décideurs.
On doit se méfier désormais des explications totalisantes : la société devenant plus complexe, nos analyses doivent être plus souples, plus imaginatives. Notre réflexion consiste d'ailleurs moins à dépeindre l'ensemble de la société qu'à mettre en évidence un phénomène : la montée subie ou assumée de l'individualisme.
Mobilité et insécurité professionnelles, destruction des solidarités rurales, augmentation du nombre des inactifs, urbanisation désocialisante, réduction du noyau familial et apparition massive de la famille monoparentale, élévation du niveau culturel, développement des loisirs individuels (télé, chaîne hi-fi, minitel), substitution de l'écrit et du contact direct par le téléphone, développement de l'assistanat, tous ces phénomènes aboutissant à une exaspération des individualismes jugée dangereuse politiquement et socialement.
Politiquement, parce que cette société fragilisée est génératrice d'insécurité et parce que l'uniformisation, la "médiatisation" culturelle, accentuent sa réceptivité à l'idéologie dominante libérale, du "battant", du "gagnant" ; socialement, parce que nous vivons dans une société dure qui fabrique des exclus. Trois sphères d'exclusion peuvent être identifiées : économique, géographique et culturelle, étant entendu que les handicaps se cumulent généralement.
La première cause de cette marginalisation, c'est le chômage et en particulier le chômage des jeunes, mais il ne faut pas oublier tous les autres exclus : les retraités, les handicapés, les ruraux qui restent dans une campagne désertifiée,

Fondation Jean Jaurès

les immigrés qui ne s'intègrent pas au monde culturel dominant.
Le risque d'une rupture des équilibres sociaux existe avec ses accompagnateurs : fléaux sociaux de toutes sortes, avec le racisme. Ce risque se traduit par une dépolitisation, une tendance à l'abstention ou des choix dangereux tel Le Pen.
De plus, l'action syndicale est aussi handicapée par le chômage, par la perte de confiance dans l'action collective, par un syndicalisme "a deux vitesses" replié sur les grosses entreprises et la fonction publique, par les rivalités intersyndicales néfastes et la non-intégration des chômeurs. Il est peut-être souhaitable que le syndicalisme puisse devenir aussi, au sein de l'entreprise, une force de proposition. Peut-être également peut-on exprimer l'idée selon laquelle le syndicalisme, s'il est ou s'il doit être indépendant, ne peut être neutre dans le choix politique.
(Applaudissements)
Nous n'avons pas pu inverser les réflexes "naturels" de la population : "on a voté pour eux, qu'ils se débrouillent", "les reformes de gauche vont de soi mais ils ne font pas assez", ces remarques soulignent que les Français, se livrant à une sorte d'étude comparative du type "Que choisir ?", ont "consommé la Gauche" avant d'aller voir un autre rayon.
L'idée s'impose donc qu'un pouvoir de gauche ne peut exister et surtout subsister que dans une relation privilégiée avec le citoyen et avec des relais populaires. Pour cela, il doit dire la vérité, expliquer sans relâche même et surtout quand c'est difficile, être transparent et enfin être à l'écoute des citoyens.
D'ou l'idée, peut-être un peu contradictoire avec celle d'un projet, qu'il importe moins de donner des réponses à tout, que de garder le contact avec les réalités quotidiennes, l'évolution des mentalités, d'apporter des réponses aux questions que se posent les gens.
Pour autant les Socialistes restent attaches à leurs valeurs en sachant quelles doivent s'enrichir de cette évolution sociale - leurs valeurs, les Socialistes y tiennent parce qu'elles offrent la seule perspective d'évolution harmonieuse de la société et qu'elles sont novatrices.
(Applaudissements)
Apres avoir intégré l'héritage de la révolution (démocratie, liberté, égalité, fraternité, droits de l'Homme), celui du mouvement ouvrier (justice sociale, démocratie économique, solidarité nationale et internationale), il est vrai que nous devons aujourd'hui faire un double travail, de prise en compte des nouveaux enjeux et de traduction de nos valeurs traditionnelles dans la réalité de l'époque, mieux appréhender les nouvelles questions qui s'imposent a nous comme les progrès scientifiques : mères porteuses, informatique, communication, etc.
A l'individualisme ambiant doit répondre le souci de l'épanouissement de l'individu par l'égalité devant la formation, la santé, le travail, la culture.
A l'exaspération des corporatismes doit répondre notre volonté de faire prévaloir l'intérêt collectif et l'affirmation du rôle de l'Etat. Au préalable, nous devons mesurer l'impact insuffisant de nos grandes reformes (décentralisation, sécurité sociale, lois Auroux) pour rechercher les formes d'une vie démocratique plus

Fondation Jean Jaurès

proche des gens.
A la crise, aux marginalisations, au racisme, doivent répondre notre volonté d'aller vers le partage du travail, notre refus de la pauvreté, notre exigence de solidarité et de fraternité.
(Applaudissements)
Enfin les socialistes ne sont pas indifférents aux drames qui se jouent hors de nos frontières. Ils veulent construire l'Europe, agir pour la paix, mobiliser l'opinion pour l'aide au tiers-monde et mieux intégrer cette réalité dans notre réflexion économique.
Mais l'actualisation de nos valeurs est aussi un enjeu du débat politique. Des lors que nous avons reconnu l'économie mixte, le rôle de l'entreprise, la nécessité d'un contrat social, à condition que nous sachions créer un rapport de force favorable, connaître aussi la compétition internationale, nous ne pouvons laisser à la Droite le monopole, l'initiative plus apparente que réelle de la responsabilité.
Mais nous devons également faire l'effort d'actualisation et d'explication nécessaire pour contrecarrer la dénaturation, opérée par nos adversaires, de l'égalité, de la laïcité. Quant à la liberté, son sens réel, tel qu'il est défini dans le préambule de la constitution de 1946, doit être restitué.
Enfin, tout cela ne servirait à rien si nous n'arrivions pas à transmettre nos valeurs aux jeunes. Cela suppose d'être mieux à l'écoute de leurs préoccupations et de parler un langage clair, actuel, en prise avec leurs réalités. Répondre politiquement au "cri du cœur" que j'évoquais précédemment.
(Applaudissements)
La vie du Parti.
Aujourd'hui, notre démarche consiste, en partant de ce qui existe, à réfléchir aux initiatives susceptibles de favoriser une mise en harmonie encore plus complète du Parti et de la société dont nous sommes partie prenante. Cette nécessaire actualisation doit être conçue et réalisée par étapes, en réaffirmant le rôle des formations politiques et, en particulier celui d'un Parti Socialiste organisé, en fonction d'objectifs politiques précis.
Si nous voulons que notre réflexion aboutisse à des propositions constructives, concrètes et réalistes, nous devons, impérativement, nous livrer à un inventaire honnête de nos faiblesses et, définir, dans le cadre des règles démocratiques que notre Parti s'est fixé... avec l'adoption éventuelle de nouvelles dispositions statutaires, les activités nouvelles que nous souhaitons développer.
Un décalage, constat évident, existe entre notre nombre d'adhérents et notre influence électorale. Il faut réduire cet écart, cela est souhaitable et il nous faut agir individuellement et collectivement en ce sens, tout en sachant, sans vouloir pour autant freiner les enthousiasmes, qu'il n'existe pas dans ce domaine une potion magique.
L'action de chaque fédération est différente, l'activité de chaque section est variable. Cela tient le plus souvent, aux conditions d'implantation des Socialistes, parfois à l'histoire, et aux traditions.
Telle fédération, telle section, en fonction de sa force électorale, de son

Fondation Jean-Jaurès

implantation cantonale ou municipale, aura des possibilités et des activités inégales.
L'accession de militants à des fonctions électives, l'importance et le nombre de celles-ci peuvent en effet amener une présence politique prenant des formes différentes sur le terrain.
Le Parti sait, de plus en plus, semble-t-il, conjuguer le fait national avec le fait régional, départemental, local, même si cela ne se fait pas, parfois, sans difficultés.
La vie du Parti implique également l'existence des courants en son sein. Le Parti Socialiste, depuis Epinay et avec les étapes importantes qui ont suivi, est un parti qui rassemble des hommes et des femmes venant d'horizons divers se situant dans la famille Socialiste.
La possibilité de s'exprimer est donnée à chaque courant qui doit néanmoins, veiller à ne pas se comporter de façon fractionnelle ou figée.
Ainsi ne doit-on pas condamner, de façon souvent hâtive, l'existence de ces courants qui permettent le débat dans un grand parti démocratique, qualité dont peu d'organisations peuvent se prévaloir. A charge pour nous de fournir toutes les explications utiles, surtout aux nouveaux adhérents qui semblent parfois quelque peu déroutés.
En effet, le sentiment qui domine chez les Socialistes, c'est que leur Parti bénéficie d'un atout pour renforcer son influence : une vie démocratique interne qui mériterait d'être mieux connue.
Les militants Socialistes sont fiers d'appartenir à un parti de débats et s'ils souhaitent à la quasi-unanimité une plus grande ouverture, ils se défient d'une organisation qui deviendrait un vague rassemblement de sympathisants. A cet égard, la majorité des sections font état de certaines conditions garantes, du maintien et du respect de nos garde-fous statutaires et politiques. Elles insistent notamment sur la nécessité de l'existence des courants, qui ont pour fonction de contribuer à un bouillonnement d'idées dans l'esprit de construire et de servir le Socialisme.
(Applaudissements)
Il ne s'agit pas de diluer nos convictions. Il faut conserver notre identité en définissant clairement notre ambition de couvrir un espace politique allant du centre gauche au PC.
En 1981, le Parti Socialiste a gagné, mais la France n'est pas devenue soudainement Socialiste. Il faut donc poursuivre l'effort d'avant 1981 en prenant bien évidemment en compte les préoccupations de nos contemporains, qui devront se traduire par des thèmes mobilisateurs, bien définis, réalisables et non démagogiques.
Il faut maintenant créer une dynamique pour provoquer les adhésions, elles peuvent se faire à partir des erreurs de la Droite (privatisation de TF1, suppression de l'autorisation préalable de licenciement...) Et également naître de l'adhésion à ce que nous représentons comme alternative politique.
Un effort tout particulier doit être fait en direction des jeunes et des femmes car il existe toujours un réel décalage entre la composition des sections et la place

Fondation Jean Jaurès

réelle de ces deux catégories dans notre société.
Il faut également encourager la création et le renforcement des sections d'entreprise et réaliser une meilleure intégration de cette structure à la vie du Parti afin d'améliorer notre implantation dans le monde du travail. Le Parti Socialiste reste peu influent dans les entreprises privées. Ce n'est pas une particularité du PS. Car on retrouve la même caractéristique dans le mouvement syndical. Cela ne dispense pas le PS de faire un effort privilégie en direction du secteur prive notamment les PME/PMI. Pour pallier l'isolement des militants travaillant dans les PME, il faut faciliter la création de groupes Socialistes multi-entreprises ou de GSE par "sites" regroupant les militants soit par profession, soit par lieu géographique. Dans le même esprit, il serait bon de constituer des structures de coordination spécifiques pour certains grands centres d'activité industrielle (exemple : Fos-sur-Mer) ou territoriale (exemple : La Défense).
Cet effort de mobilisation doit se faire dans les meilleures conditions. De ce point de vue, de très nombreuses sections insistent sur la nécessité de développer la formation de leurs animateurs. Ainsi, hors campagne électorale, les sections seraient en mesure de devenir de vraies "écoles du Socialisme". En effet, l'activité et l'animation des sections se trouveraient valorisées si elles étaient en mesure de remplir cette mission de formation de leurs adhérents. Sur ce point, une suggestion a été émise de créer une structure géographique permettant le regroupement de sections rurales, au niveau cantonal autour de quelques animateurs.
Dans de nombreuses sections ou des adhésions en nombre important se produisent, un effort très particulier doit être effectué en leur direction. En effet, si toutes les adhésions faites au cours de ces 15 dernières années s'étaient maintenues dans le Parti, nous aurions résolu pour partie notre décalage entre notre nombre de voix aux élections et celui de nos adhérents.
Il y a donc une action permanente à mener pour maintenir dans nos rangs les nouveaux adhérents (une démarche en direction d'anciens n'étant pas exclue). Chaque section et fédération doit déterminer par des assemblées de nouveaux adhérents, les modalités et la forme de ces actions, mais on peut penser que des réunions de sections attrayantes permettant et suscitant la participation du plus grand nombre de nouveaux adhérents seraient une première étape intéressante.
A noter, en ce qui concerne les adhérents, qu'un suivi administratif est nécessaire (bien des adhérents sont perdus dans le Parti pour un simple changement de domicile par exemple). En outre la majorité des sections font état de l'obstacle matériel à l'adhésion particulièrement ressenti par les jeunes et les couples. La disparité des cotisations parfois excessive serait peut-être à étudier.
En outre, un certain nombre vont plus loin lorsqu'elles affirment qu'il est normal qu'un nouvel adhèrent coûte au Parti avant de lui rapporter. En effet, l'effort devrait porter sur la fourniture d'un matériel de formation et d'informations. Exemple : abonnement gratuit d'un an à l'Unité et à PS Info plus des brochures et documents de base à défaut de pouvoir bénéficier d'un support plus adéquat.
Pour favoriser l'adhésion, il faut organiser un certain type d'animations

attractives qui mettent en confiance, du type fêtes et banquets républicains. Il s'agit en fait, et surtout, de diversifier les formes d'actions : tables rondes, colloques, séances de réflexions autour d'un thème mobilisateur ou d'une personnalité, activités de groupe avec les familles.
On souhaite également une plus grande intégration de la vie des sections à la vie locale. Assez souvent, cette prise en compte des problèmes locaux existe la ou les Conseils municipaux sont majoritairement Socialistes et la ou le maire est Socialiste, ce qui n'est pas le cas partout ailleurs, d'ou parfois une déconnexion des sections locales avec les problèmes concrets.
Outre le travail militant ponctuel et traditionnel, les sections préconisent la relance des travaux en commissions pour un plein épanouissement et une meilleure utilisation des compétences de leurs adhérents.
C'est de la qualité de notre accueil et de notre capacité à intégrer les nouveaux adhérents que dépend notre ambition conjointe de faire adhérer et de motiver suffisamment les nouveaux adhérents pour qu'ils restent non seulement adhérents, mais membres actifs de la communauté Socialiste.
(Applaudissements)
Pour la quasi-unanimité des sections, cet effort de mobilisation passe par un plus grand investissement, voire même des prises de responsabilités des Socialistes dans les associations, dans les comités de défense et de quartier. Prosélytisme encourage statutairement et collectivement dont on continue malheureusement a se défier au moment de l'engagement personnel.
La vie du Parti est en effet pour partie liée à l'intérêt que celui-ci porte a la vie associative et sociale. D'ou l'importance de cet engagement des militants Socialistes dans les associations et les syndicats.
Cette ouverture, cette convergence dans les engagements, doivent faire du Parti une sorte de lieu privilégie, relais politique de la vie quotidienne des Françaises et des Français. En fait, il faut un parti encore plus populaire.
(Applaudissements)
Les plus "entreprenants" parlent même de créer des associations à partir de faits très actuels, susceptibles de rencontrer une adhésion massive.
D'autres camarades suggèrent de faire participer les associations à l'élaboration de nos projets, en organisant des discussions préalables dans le cadre de commissions extra-municipales, par exemple.
Les "inventifs" vont jusqu'a envisager la création d'un réseau de services culturels (spectacles, tourisme, loisirs à tarifs réduits). La réflexion n'a pas été suffisamment poussée pour aboutir, mais on sent naître derrière ces velléités, des envies ou se conjugueraient un esprit de solidarité pour un meilleur aménagement du temps libre, tout cela étant entrepris dans le cadre d'une mission éducative et philanthropique du type "bourse à idées" : professeur de piano donnerait une heure de cours contre une heure d'initiation a la menuiserie, etc. Travailleurs manuels et intellectuels, femmes au foyer, femmes au travail, jeunes et moins jeunes échangeraient compétence, art, amour d'un savoir faire. Autrement dit, une nouvelle forme de convivialité est à inventer. Les Socialistes n'ont pas l'air effrayés a l'idée d'en saisir l'opportunité.

Fondation Jean Jaurès

Il reste à trouver des formes attrayantes pour que la vie associative et communale et la vie de section s'enrichissent d'une véritable inter-pénétration.
Le chapitre suivant est intitulé : un parti doit être un lieu culturel.
Nous pensons que dans la société française actuelle, un plus large espace peut et doit être occupé par notre Parti. Nous en avons la volonté. Cet espace nous revient dans la mesure ou le Parti Socialiste représente la plus grande force politique du pays. En outre l'électorat de gauche a besoin d'un parti de rassemblement. Nous avons l'ambition de le devenir plus encore. Pour se faire nous sommes dans un premier temps amenés à nous prononcer soit pour le renforcement d'un parti démocratique de débats et d'actions, soit pour le développement d'un réseau nouveau qui permettrait d'ouvrir notre organisation. Voici à priori deux thèses difficilement conciliables. Cependant dans l'absolu on ne peut distinguer le débat d'idées, de la nécessaire prise du pouvoir, d'ou la nécessité a la fois de nous ouvrir vers l'extérieur, avec le souci constant de maintenir et d'améliorer voire même d'instaurer un type de rapports fondés sur le dialogue et la convivialité entre notre organisation et le peuple français tout en maintenant une cohérence interne, garante de nos valeurs, de notre idéal. A vouloir trop nous disperser nous risquerions la mésaventure politique.
La solution semble résider dans la formule proposée par une majorité de sections, d'ouvrir le plus souvent possible leurs réunions à des sympathisants, des responsables de la vie associative, de la vie sociale acceptant par la même non seulement le dialogue mais le débat. Etant bien entendu que certaines réunions continueraient de concerner strictement les adhérents, notamment au moment des votes de Congrès et de désignation des candidats aux élections.
(Applaudissements)
Cette proposition, si elle implique une reconnaissance peut-être forte du rôle des responsables fédéraux et de sections, semble correspondre à l'aspiration des militants Socialistes de rendre plus attractives leurs manifestations et de faire de leur parti un véritable lieu de rencontre.
Il faut en effet qu'un parti soit un lieu culturel, c'est à dire en situation, sinon il ne capte pas.
<u>Des propositions</u>
Deux reformes statutaires ont été proposées : l'une concerne la représentation au sein des organismes de direction, la seconde consisterait à revoir la formulation des statuts a propos de l'engagement associatif et syndical.
C'est dans un esprit d'ouverture et pour illustrer cette volonté qu'un certain nombre de propositions ont été émises. Tout d'abord au plan national.
Deux suggestions.
La première consisterait à ouvrir, sans en instaurer statutairement l'obligation, le Comité directeur, en invitant des personnalités représentatives du monde syndical, associatif ou humanitaire. Celles-ci ne prendraient nullement part aux votes, mais au titre d'observateurs pourraient tout à la fois interpeller cette instance dirigeante de notre Parti, et prendre acte des débats menés en son sein sur des sujets les concernant particulièrement. Ces responsables d'un secteur déterminé de la vie sociale pourraient poser toutes les questions sur lesquelles ils

souhaiteraient voir notre Parti s'exprimer. Outre l'intérêt intellectuel, politique et humain de ce type "d'audition", on mesure l'impact d'une telle formule originale et vivante. Cette formule, si elle devait être retenue, impliquerait de travailler davantage en commissions à l'intérieur du Comité directeur. Des rapporteurs seraient alors chargés de rendre compte en séance plénière de leurs travaux. Ce travail de synthèse aurait lieu en présence de la presse. Il faut aussi savoir que cette formule limiterait probablement la durée des débats de politique générale. L'ouverture de cette instance à la presse et la présence d'acteurs sociaux et autres contribueraient largement a une meilleure connaissance de notre Parti.
(Applaudissements)
La seconde suggestion concernant l'amélioration de notre fonctionnement au niveau national a également pour objet de faire de notre Parti un lieu de rencontres de différentes cultures en créant des commissions mixtes composées d'experts et de militants de base avec la participation active des militants de tous les secteurs de notre parti. De ce point de vue le rapprochement et l'articulation systématique du travail des militants du secteur "études" et du secteur "entreprises" peut favoriser grandement cette évolution. Il faut en tout cas éviter à tout prix la coupure des "experts" du reste du Parti.
Sur le plan fédéral et régional, un certain nombre de suggestions méritent d'être citées.
Le première concerne les sympathisants. Ils sont nombreux et si notre objectif doit être de les transformer en adhérents, pour bon nombre d'entre eux et pour des raisons diverses, la démarche de l'adhésion ne s'effectue pas encore ou ne s'effectuera pas. Il faut cependant prendre toutes les mesures utiles nous permettant de conserver le contact, pas seulement au moment d'une échéance électorale, contact à travers des structures souples, du style "les amis du Parti Socialiste", ou encore a travers l'organisation de manifestations auxquelles ils seraient invités. De ce point de vue, il s'agit de réfléchir à des formules adéquates qui nous permettraient de garder un contact avec le comité de soutien électoral par exemple. La réalisation pratique de ce projet sera possible si au préalable un fichier des sympathisants est établi, permettant ainsi l'envoi d'invitations et même d'informations.
Une seconde suggestion concernant les fédérations, préconise la constitution de commissions de réflexion, mais surtout d'intervention économique associant élus et militants. Trop souvent en effet, l'action des uns et des autres se fait en ordre dispersé, ce type de structures peut également être créée a l'échelon des régions. Le Conseil régional existe depuis peu. Face à ce nouveau pouvoir, il est utile que nos élus puissent s'appuyer chaque fois que c'est nécessaire sur un secteur "entreprises" dynamique. Pour une bonne coordination, pourquoi ne pas prévoir, par exemple, deux journées de travail par an, regroupant les élus concernés et les Secrétaires fédéraux.
<u>Des propositions pour rendre plus attractive la vie des sections</u>
Au niveau des sections, deux grandes priorités se dégagent : mobiliser et former. C'est ainsi que la propension va aux rencontres périodiques entre les militants et

les sympathisants, notamment par l'ouverture d'un certain nombre de réunions jusqu'ici réservées aux seuls adhérents. Il s'agit de trouver un juste équilibre entre, ne pas abandonner les sympathisants dans l'intervalle de deux campagnes électorales et ne pas les lasser en les sollicitant trop souvent. On peut envisager également l'organisation de petites réunions amicales autour d'un pot en présence des élus, ce type de contact direct est important surtout en milieu rural.
La création de clubs a été évoquée par différents camarades. Ces clubs sont des lieux de réflexion et peuvent correspondre à des ambitions, dirons-nous diverses.
Il semble que le Parti, tout en étant attentif à ce qui se passe dans son environnement, ne doit pas s'en émouvoir outre-mesure. L'essentiel c'est que le Parti Socialiste soit suffisamment fort, et il n'y a pas de raison qu'il ne le soit pas, pour que les décisions le concernant tant au niveau des options politiques que le choix des hommes, se prennent en son sein.
(Applaudissements)
La seconde priorité que j'évoquerai ici est la formation. Elle a fait l'objet d'un grand nombre de propositions. J'en ai déjà évoqué quelques-unes en vous disant que les sections souhaitaient devenir de véritables écoles du Socialisme pour leurs nouveaux adhérents. Cet objectif peut être atteint si les responsables de notre Parti bénéficient d'une formation solide. Un effort considérable de formation reste a faire en direction des militants. Outre une formation théorique, une formation pratique doit intervenir de plus en plus.
Le rapport que je viens de vous présenter correspond a la fois à une réflexion collective et au dépouillement le plus large des réponses que nous avons reçues des sections. A travers toutes les suggestions, toutes les approches parfois différentes concernant la vie et le fonctionnement de notre parti, une volonté commune semble se dégager : renforcer le Parti Socialiste.
(Applaudissements).

Le président - Merci, Marcel.
Je vous demande, chers camarades, de ne pas circuler dans les travées et de ne pas multiplier les discussions, les camarades, notamment ceux qui sont au fond de la salle, se plaignent de n'entendre qu'un brouhaha.
Pour la clarté et la bonne tenue des débats, il faut que chacun fasse un effort pour se tenir tranquille ; on perdra chacun moins d'énergie.
La parole est à Georges Sarre, pour dix minutes.

Georges Sarre

Chers camarades, c'est notre premier rencontre depuis le 16 mars, heureuse occasion pour faire le point entre nous, puisque l'actualité politique alterne entre l'annonce des projets de démolition du gouvernement, ils sont dangereux et nombreux, la riposte du Parti Socialiste est notre force, les sondages, les hypothèses diverses et variées sur la durée et les aléas de la coexistence.
Chers camarades, la Droite voudrait décrocher le gros lot, je veux dire la présidence de la République, et nombre de Socialistes croient au fond d'eux-mêmes qu'après 1986, la belle est gagnable, probable, que le retour dans

Fondation Jean Jaurès

l’opposition n’aura été finalement que de courte durée.
Attention, camarades, l’engourdissement, la facilité, l’optimisme ne font pas une politique et ne garantissent pas le succès. Le Parti Socialiste ne peut pas revenir au pouvoir en s’adossant à son bilan et aussi parce que la Droite aurait échoué au gouvernement. Il faut autre chose en plus, car enfin, le Parti Socialiste ne peut pas se satisfaire de rassembler autour de lui les formations ou les sensibilités qui récusent le pouvoir actuel. Nous ne réussirons pas avec le cartel ou le rassemblement des "non". Pour que le Parti Socialiste soit un grand parti et que la Gauche revienne au pouvoir et le garde durablement, il doit impérativement inscrire son action dans un projet à longue portée, ni opportunisme, chers camarades, ni dogmatisme. Une chose est claire : la vocation naturelle, la raison d’être d’un Parti Socialiste digne de ce nom, c’est d’être le porteur d’un projet, un projet dans le sens où nous l’entendons.
Ce sont des valeurs partagées, c’est une manière de voir l’avenir, et surtout une stratégie pour que ce choix, pour que ces valeurs se fraient leur chemin dans la réalité d’aujourd’hui, dans le rapport des forces d’aujourd’hui.
C’est un projet globalisant, qui trace une perspective, exprime quelques traits forts autour de quoi les choses s’ordonnent.
Notre raison d’être, c’est de nous identifier à ce projet.
Il nous distingue bien plus que la déclaration de principe. Aussi, j’estime bien plus utile, pour les Socialistes, de débattre de notre projet plutôt que d’actualiser la déclaration de principe.
Camarades, ne faisons pas flèche de tout bois pour réussir un coup médiatique dans la course au modernisme. Pour faire moderne, au train où vont certains, l’actualisation de l’Internationale ou de la chanson "Le temps des cerises", voire de la Marseillaise, sera à l’ordre du jour de notre prochain Congrès.
Identifions-nous à un projet. C’est notre première raison d’être, parce qu’on ne va pas durablement se contenter de critiquer la Droite.
Je vous interroge. Nous nous opposons à la privatisation de TF1, aux dénationalisations mais que ferons-nous demain quand nous retrouverons le pouvoir ? Il faudra bien le dire, et le plus tôt sera le mieux.
Un projet incarne aussi le lien entre les institutions politiques et les forces du pays, les forces sociales. Nous sommes en tant que Parti l’outil par lequel les salariés et plus largement les actifs peuvent viser une exigence très forte d’égalité sociale ou culturelle, de libération, de solidarité. C’est vrai des jeunes qui ont envie d’inscrire leur avenir dans une perspective d’ensemble, c’est vrai des femmes qui veulent réaliser leur projet de libération, de pleine responsabilité, c’est vrai des créateurs dans tous les domaines, de la culture, de l’industrie, de la recherche.
Chers camarades, comment être à la hauteur d’une si grande ambition ?
Il nous faut être un parti populaire, un parti populaire et de gouvernement, un parti de débat.
Un parti populaire : je ne crois pas que notre Parti soit évidemment ouvert et réservé à une élite, mais de par son recrutement, sa composition, constatons-le - et le rapport de Marcel Debarge le confirmait - il n’est pas à l’image de notre

peuple, il n'y a pas véritablement osmose.
Faire un parti populaire appelle un effort soutenu et massif pour un recrutement large, pour réduire l'écart entre le nombre de nos électeurs et le nombre de nos adhérents.
Ce sera un gage d'efficacité, de démocratie, et j'en sur, ce sera un gage de victoire électorale.
Chers camarades, visons le Parti de masse : l'adhésion au parti doit être un point de départ et non l'achèvement d'une longue maturation : en entrant au Parti Socialiste, on n'entre pas dans une congrégation !
Un effort particulier doit être engagé pour accueillir, faire participer et entraîner les nouveaux adhérents. Mille et une façons existent pour rendre attractives et conviviales les sections et fédérations du Parti Socialiste. Michel Souchon en dira quelques mots tout à l'heure.
C'est vrai dans les sections locales, c'est vrai aussi dans les sections d'entreprise où un grand travail nous attend, il n'y a pas de parti populaire sans recrutement dans les entreprises, dans les bureaux, sur les lieux de travail. Il y a là un vaste espace à remplir, l'enjeu est important, stratégique.
Pour l'atteindre, cela exige de notre Parti qu'il fasse effort et qu'il soit autre chose qu'une bonne et belle machine électorale. Cela suppose aussi que les sections d'entreprise cessent d'être cloisonnées, séparées du Parti, de ses instances, comme elles le sont trop souvent aujourd'hui.
Un parti de masse, c'est un parti qui attire et qui recrute chez les jeunes, un parti qui leur fait confiance et surtout, nous ne devons pas faire l'impasse sur les jeunes gens de la deuxième génération de l'immigration.
(Applaudissements)
Il faut, en priorité, faire lever une génération de militants et de responsables chez les jeunes immigrés. C'est un enjeu pour notre Parti, c'est un enjeu pour l'intégration, c'est une chance pour la France et, par parenthèse, c'est la seule réponse efficace au scandaleux projet du gouvernement Chirac !
(Applaudissements)
Un parti de masse, c'est aussi un parti qui forme ses militants et qui permet à ceux qui viennent des milieux populaires et qui n'ont pas fait d'études supérieures d'accéder aux responsabilités locales, départementales et nationales. Dans ce domaine, nous avons encore à faire.
Les élus et les dirigeants d'un grand parti de gauche devraient, dans leur majorité, avoir un profil sensiblement différent de ceux des autres formations politiques. Un parti de gouvernement, maintenant, cela signifie une chose simple : la période 1981-1986 a permis d'ébaucher les grandes réformes nécessaires. Ce n'est pas un éphémère passage et nous sommes par voie de conséquence entrés dans la sphère du pouvoir.
Enfin, la Gauche peut sortir de son impuissance et son accession au gouvernement n'est plus irruption inattendue. Donc, chers camarades, notre projet, notre programme en tient compte. Il s'agit d'être prêts, mais les difficultés rencontrées durant cinq ans ne peuvent servir de prétexte pour escamoter notre projet, céder à l'opportunisme et diluer notre identité.

Collection Jean Jaurès

Notre ambition proclamée, à en croire certains, serait de hisser la France au niveau des démocraties anglo-saxonnes. Disons clairement les choses, un parti de gouvernement ne doit pas être une configuration floue, sans principe et sans projet, un rassemblement attrape-tout, sans étoile polaire et sans ordre de marche. La différence entre les deux tient principalement dans la notion de projet. Notre Parti se définit par ses orientations et non pas selon les vents et les modes. Il parie sur l'intelligence et la volonté des hommes à maîtriser leur destin. Le choix de la raison l'emporte sur le culte du spontané, le citoyen sur l'individu, et c'est le projet que porte le Parti qui fait la différence.

Certes, on a beau affirmer qu'on ne veut pas d'un parti démocrate à l'américaine, que le Parti Socialiste a fait son Bad-Godesberg en choisissant la rigueur économique, ou encore que la social-démocratie en France n'est pas possible, nous ne voyons pas clairement ce que certains veulent et recherchent, et si dans les faits, il ne subordonne pas tout aux considérations électorales, qui ont une réelle importance, mais qui ne peuvent tout justifier pour tout vouloir. Ce serait, par ailleurs, le plus sûr moyen de perdre la prochaine bataille électorale.

Nous éviterons les deux écueils, non pas en nous repliant sur nous-mêmes, sur la doctrine, en resserrant les rangs autour du drapeau, mais en expliquant cette notion de parti populaire et de gouvernement, cette notion de parti de débat.

Un parti de débat, depuis 1981, des discussions dans notre Parti ont eu lieu mais le fait d'être dans la majorité, d'être la majorité n'a pas permis autant que nécessaire d'aller au fond des choses. Maintenant, c'est possible et souhaitable. Le débat, et ce serait de circonstances, c'est l'oxygène du Parti. Il faut donc que l'air entre, circule, pour que toutes les sections vivent et participent.

Le Parti a vocation à rester un lieu de réflexions, de discussions, de conscientisation où s'élabore le projet.

Dans nos sections, les militants sont des citoyens et ils débattent des enjeux politiques, ils font de la politique ; c'est la tradition républicaine, c'est la tradition Socialiste et, croyez le bien et partagez le, elle en vaut bien d'autre ; pourquoi aller chercher ailleurs des modèles ? C'est en nous-mêmes que nous retrouverons les sources de notre action.

Une majorité de camarades, et nous nous en réjouissons, reconnaissent et apprécient l'existence et le rôle des courants de pensée, mais il ne faut pas dire tout et son contraire, les courants de pensée n'ont un véritable sens et intérêt que s'ils enrichissent les débats de leur pensée.

(Applaudissements)

J'ai vu récemment une camarade regretter qu'il n'y ait plus de mobilité, à ses yeux, au sein du Parti Socialiste. Et si c'était vrai, le fixisme mériterait en effet d'être combattu, et reconnaissons-le, les courants perdent beaucoup d'intérêt dès lors qu'ils servent de refuge et d'alibi aux arrière-pensées, mais les courants retrouvent leur véritable fonction s'ils proposent à tout le Parti une contribution pour une ligne politique ou pour un projet et ils le font vraiment s'ils se remettent en cause et s'ils acceptent de fragiliser momentanément leur position de pouvoir.

Fondation Jean Jaurès

Et je pense qu'après mars 1986, la règle de vie entre nous pourrait s'énoncer ainsi : qui se ressemble, s'assemble. J'incline pour ma part au rassemblement nécessaire.
Et l'organisation du Parti Socialiste en courant de pensée, peut faciliter la mutation du Parti, en Parti de rassemblement de la Gauche, sachons nous ouvrir, que chacun puisse venir dans le Parti pour y retrouver sa place, pour y trouver sa place, avec son passé, et son identité. Dès maintenant nous avons les atouts pour réussir, en notre sein, une sensibilité Communiste unitaire qui sera, je l'espère, bientôt prête à nous rejoindre pour une étape nouvelle, pour refonder, recomposer avec nous la Gauche française. Le même raisonnement pour la sensibilité radicale ou gaulliste de gauche.
Notre Parti doit également ouvrir la discussion avec ceux qui désireraient être plus considérés, je pense à de petites formations, comme le PSU, le PAC, les gaullistes de gauche, et je crois aux clubs.
Le Parti peut tisser des liens avec ceux qui nous sont proches, les sympathisants et de nombreuses solutions existent.
L'alliance avec le Parti Communiste, réalité politique et historique, ne dépend pas vraiment de nous, maintenons notre cap, soyons Socialistes et laissons les choses se faire, mais beaucoup de Communistes sont troublés, et je veux terminer là-dessus.
Certains veulent mener le combat à l'intérieur, d'autres se mettent en retrait, enfin certains quittent leur Parti. A ceux-là, notamment, qui ne veulent pas rejoindre le Parti Socialiste, maintenant parce qu'ils le voient toujours à travers un prisme déformant, je dis que nous avons la volonté, s'ils le peuvent et s'ils le veulent, de créer aux côtés du Parti Socialiste, un pôle progressiste, et je dirai, chers camarades, que toutes ces formations, toutes ces sensibilités attendent du Parti Socialiste des propositions claires,: sommes-nous pour une fédération ? Sommes-nous pour une confédération ?
Il faudra très vite répondre pour que les choses se mettent en place.
Voilà, chers camarades, quelques-unes des perspectives que nous proposons pour que le Parti Socialiste assure et réussisse sa mutation, pour s'adapter à la nouvelle situation des années à venir, je l'espère et je le crois pour la victoire en 1988.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Je passe la parole à Paul Quilès, pour dix minutes et ensuite ce sera Bernard Roman.

Paul Quilès

Chers camarades, cela fait donc 100 jours que la Droite est revenue au pouvoir 100 jours, je pense que c'est suffisant pour porter un jugement sur les actes, sur les intentions de ceux qui ont la responsabilité du gouvernement.
La Droite nous dit bien entendu : ne nous jugez pas trop vite, il nous faut un an, que notre politique se traduise dans les faits.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Et pourtant, sachant que dans notre monde médiatique il faut vite produire des résultats, elle cherche à s'approprier les retombées positives de la bonne gestion Socialiste, en matière de prix, en matière de commerce extérieur, et même en matière de pouvoir d'achat.
Car, c'est vrai que nous avons laissé la société française dans un meilleur état que nous ne l'avions trouvé, lisez par exemple, pour vous en convaincre si c'est nécessaire le rapport de la Commission des comptes de la nation, qui a été publié le 24 juin.
Mais il est un problème qui demeure et auquel l'opinion est particulièrement sensible, c'est bien entendu le chômage. Les résultats que nous avons obtenus, sont appréciables, mais ils ne sont pas suffisants. Or, il se trouve que la politique engagée depuis trois mois, risque d'être dramatique avec la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, le gel des salaires, et donc la stagnation probable de l'activité, avec la priorité donnée aux catégories privilégiées, et c'est finalement la cohésion nationale elle-même qui est en jeu.
Cette politique compromet les formes de redressement économique et de modernisation, certes parfois critiquées par les travailleurs, mais qui en avaient admis le bien fondé, pourquoi justement ? Parce qu'ils savaient que le fruit des efforts que nous demandions à tous, était destiné au pays tout entier, et non à quelques-uns.
Et je pense que le reproche, le plus dur, que l'on puisse faire aujourd'hui à la Droite c'est bien qu'elle risque par sa politique de déchirer le tissu social.
Raison de plus pour continuer à parler comme nous le faisons souvent, de rassemblement. Bien entendu personne parmi nous ne songe à une illusoire union nationale, personne ne veut rassembler pour rassembler, mais nous savons tous qu'un pays n'est fort que lorsqu'il peut compter sur toutes ses forces.
Nous savons que la France ne conservera son rang et sa vocation que si elle réconcilie les Français dans l'effort. Dans notre pays, plus que dans d'autres peut-être, la cohésion nationale, la cohésion sociale est un facteur indispensable de la réussite économique.
Il ne peut y avoir, chers camarades, de France qui gagne sans une France vraiment solidaire.
Ce thème du rassemblement n'est pas aussi évident qu'on pourrait le penser, pour un parti qui s'attache à analyser la société, ses inégalités, ses divisions et ses classes sociales.
Mais faire cette analyse ne doit pas conduire systématiquement et en permanence à tenir un discours d'affrontement, certes les terrains de désaccord avec la Droite sont clairs, nous les connaissons, domaine économique, social, culturel, la politique de recherche, la part d'autonomie et des responsabilités données aux citoyens et aux travailleurs, et nous savons aussi comment qualifier une politique qui d'un côté supprime l'impôt sur les grandes fortunes, décrète une amnistie fiscale et douanière pour les capitaux sortis illégalement de France, rétablit l'anonymat sur l'or, abroge la loi Quillot, et de l'autre côté supprime l'autorisation administrative de licenciement, gèle les salaires du secteur public, bloque les allocations versées aux handicapés, supprime la revalorisation des

pensions de retraite, cette politique c'est bien une politique de classe, et il faut le dire.
Mais pouvons-nous, dans le même temps que nous dénonçons cette politique de classe, lui opposer une autre politique de classe ?
C'est ce que suggère par exemple un texte dont on parle en ce moment, la déclaration de principe du Parti Socialiste. Je crois que maintenant chacun est d'accord pour revenir sur certaines formulations un peu raides, tant mieux !
Mais il faut aussi s'interroger sur la pertinence de concepts qui ne tiennent pas compte de l'évolution de la société, et de la place que souhaite occuper le Parti Socialiste,
Ainsi vous vous en souvenez, nous avons inventé la notion de front de classe, pour élargir la notion de classe ouvrière, indissociable de la naissance du Socialisme. Eh bien, si l'on ne clarifie pas les choses, on risque de se retrouver avec un concept aux contours trop flous, ou trop précis, et les conséquences sur notre ligne politique ne sont pas négligeables. Ainsi, les contours sont trop flous, si le front de classe rassemble tous les Français, sauf quelques capitalistes. C'est à peu près la vision du Parti Communiste, la fameuse union du peuple de France, qui tend à faire de quelques-uns des boucs émissaires, et même s'il est vrai que certains sont particulièrement privilégiés, le problème, me semble-t-il, est plus compliqué qu'une telle vision de la vie sociale et politique dans notre pays et ce n'est pas crédible.
Les contours au contraire sont trop précis, si le front de classe exclut certaines classes et catégories sociales. Cette exclusion à priori crée un malaise, que nous avons connu, dans nos relations avec les chefs d'entreprise, mais aussi avec les cadres, ou les commerçants.
On le sait, ces catégories ne votent pas majoritairement à gauche, sauf peut-être les cadres en 1981, mais il faut savoir et nous l'oublions peut-être un peu trop, que l'homme regarde toujours vers la catégorie qui hiérarchiquement est supérieure, prenez dans l'entreprise, l'ouvrier regarde vers l'agent de maîtrise, l'agent de maîtrise vers le cadre moyen, le cadre moyen vers le cadre supérieur, et le cadre supérieur parfois vers le chef d'entreprise. C'est bien cette catégorie hiérarchiquement supérieure qu'ils cherchent, qu'ils espèrent atteindre et toute exclusion à priori risque donc d'être mal perçue par ceux-là même à qui nous souhaitons nous adresser.
C'est pour cela que nous devons dire que notre projet concerne tous les Français, bien sûr la politique de solidarité et de lutte contre les inégalités touche matériellement certaines catégories plus que d'autres, mais il ne faut pas oublier qu'à l'intérieur de catégories qui votent plutôt à gauche, il peut arriver que la solidarité doive aussi s'exercer, et je pense à la lutte contre les corporatismes, à laquelle nous avons été confrontés parfois durement, quand nous étions au pouvoir.
La question de fond est donc bien aujourd'hui qu'il ne paraît plus possible d'affirmer péremptoirement que c'est l'existence sociale des hommes qui détermine la confiance, selon la fameuse formule de Marx, en partie oui, mais pas uniquement.

Quand nous parlons des travailleurs, n'oublions pas les autres, les vingt millions d'inactifs de plus de 18 ans. Pensons, par exemple, aux personnes âgées. Nous avons fait un énorme effort pendant cinq ans, tant sur le plan quantitatif qu'avec le niveau des retraites, le minimum vieillesse, l'allocation logement, que sur le plan qualitatif avec le développement des services de soins à domicile, des aides ménagères, d'amélioration de l'accueil dans des structures médico-sociales spécialisées, et malgré cela, malgré tout ce travail, c'est dans cette catégorie que nos résultats le 16 mars ont été les plus médiocres. Pensons aussi aux jeunes. Ils avaient de 13 à 18 ans en 1981. Ils se sont éveillés à la vie politique avec le Socialisme au pouvoir. Nous leur avons permis de respirer, si je puis dire, un air de liberté avec les radios libres, la fête de la musique, un air de liberté dont ils perçoivent peut-être mieux la saveur aujourd'hui grâce à Messieurs Pasqua et Pandraud, et malgré cela, nous les avons trop rarement trouvés a nos côtés durant ces cinq années.

Autant de phénomènes, chers camarades, que nous devons analyser pour en comprendre les raisons, mais en ne limitant pas notre travail à une analyse faisant exclusivement référence aux classes. Souvenons-nous, par exemple, des jeunes, puisque je viens d'en parler, et de leur mode d'identification culturelle, avec le rock, la moto, les opérations de solidarité, ce qui est autre chose qu'un simple mode d'identification sociale.

Cette question est importante et je pense qu'elle mérite mieux que les procès d'intention entamés ici ou là. Plutôt que de jouer sur les mots ou avec les mots, ayons le courage d'aborder de face le vrai problème qui est simple, au moins dans son énoncé : comment rassembler autour de nous, tout en conservant notre identité Socialiste, une identité complète puisqu'elle s'est forgée à travers des apports successifs, par la conjonction de l'idéal du mouvement ouvrier, de l'humanisme laïque, de la tradition démocratique des républicains, sans oublier l'apport des chrétiens.

C'est ce qui explique pourquoi notre identité s'est définie par des valeurs telles que la solidarité avec les plus démunis, la promotion de l'égalité des chances, l'élargissement des espaces de liberté, le respect des différences, autant de valeurs qui se réfèrent à une double volonté que nous partageons qui constitue notre raison d'être ensemble, la volonté d'émanciper l'homme et celle de développer la démocratie.

Eh bien, réaffirmons ces valeurs qui constituent le fondement de notre identité Socialiste ; combattons au nom même de ces valeurs le projet de la Droite dont j'ai dit qu'il risquait de déstructurer la société française en accroissant les inégalités, en prônant l'élitisme et parfois même l'égoïsme. Elaborons nos propositions pour demain, mais aussi pour tout de suite, car nous avons été au pouvoir et on attend de nous des contre-propositions, je pense notamment en matière d'emploi, de solidarité, de justice.

Quant à nos propositions pour demain, qu'on les appelle projet, programme ou plate-forme, n'oublions pas de les intégrer dans la formidable évolution technologique qui va transformer le monde du travail dans les quinze prochaines années.

On nous dit, par exemple, qu'un Français sur 4 devrait travailler à son domicile en l'an 2000...
Pensons également aux nouvelles possibilités de communication que va permettre la télématique et au bouleversement des mentalités que cela risque d'entraîner.
Il nous faut enfin proposer une culture moderne, prenant en compte les aspirations des couches montantes de la société.
Nous parlons beaucoup de modernisation de l'industrie, de l'agriculture, de l'administration, mais avons-nous bien réalisé combien les conditions de travail ont déjà changé, combien les modes d'encadrement et l'intérêt au travail se modifient ?
Examinez la rapide dévalorisation des diplômes universitaires trop généraux par rapport aux diplômes d'ingénieurs - cela n'est pas nouveau - mais surtout par rapport aux BTS, ou aux diplômes d'IUT, regardez la demande énorme à laquelle la réponse est encore trop faible de formations post-scolaires, de formations continues. Il y a là, me semble-t-il, les ferments d'une nouvelle culture technique qui est en train de se développer. Sachons y être attentifs.
Mais la modernisation doit aussi toucher le débat politique. Le décalage est parfois réel entre les aspirations de la société et certains modes d'expression du monde politique.
Pour ce qui nous concerne, des efforts sont à faire et je crois que chacun ici, en est bien conscient.
Je souhaite que les réponses apportées par les sections et les fédérations au questionnaire préparatoire de cette Convention soient utiles à cet égard, car nous avons besoin d'un Parti Socialiste fort, plus nombreux, mieux en prise sur la société civile.
Souvenons-nous que les adhérents du Parti Socialiste ne représentent que 2% de l'électorat Socialiste. Parmi les 98% restants qui sont des sympathisants potentiels, combien viendront vers nous ? Si nous faisons les gestes qu'ils attendent, si nous savons rendre nos sections plus accueillantes, peut-être 1, 2, 3% d'entre eux ? Ce serait d'ailleurs considérable parce que cela porterait les effectifs de notre Parti à 400 ou 500 000 adhérents. Mais, même ainsi, il resterait encore plus de 95% de sympathisants, des sympathisants que nous ignorons trop souvent en les cantonnant dans la participation à nos comités de soutien lors des campagnes électorales.
Des initiatives sont prises, ici ou là, et des associations se sont créées avec comme objectif de mieux faire participer les sympathisants à la vie politique et de mieux connaître leurs préoccupations. Plutôt que de regarder ces initiatives d'un air suspicieux, pourquoi ne pas les encourager, et même les généraliser ?
(Quelques applaudissements)
Bien entendu, il ne s'agit en aucune façon de concurrencer le Parti Socialiste, qui doit conserver intégralement les prérogatives qui sont les siennes.
Un Parti Socialiste fort, ce doit être aussi un parti uni malgré sa diversité.
Réjouissons-nous de voir que l'on vient vers nous d'horizons très variés et ne nous étonnons pas que cela entretienne cette diversité qui, à vrai dire, est inscrite

dans la constitution même du Parti Socialiste d'Epinay avec le système de la proportionnelle et des courants de pensée.
Ce système a fait ses preuves et il a permis au PS de se développer pendant dix ans. Mais, depuis 1981, il n'est pas évident qu'il fonctionne de façon harmonieuse et que les courants correspondent toujours à des courants de pensée... Je souhaite que ce problème, qui empoisonne souvent la vie du Parti à ses différents niveaux, particulièrement aux niveaux local et départemental, soit sérieusement posé à l'occasion du prochain Congrès.
J'ai fait une proposition de modification des statuts dont je n'affirme pas qu'elle soit la réponse absolue à ces difficultés, mais ce que je sais, c'est que le système des courants, dont je crois connaître toutes les subtilités et tout l'intérêt, ne doit pas devenir source de sclérose pour notre Parti.
(Applaudissements)
Voilà, chers camarades, ce que je souhaitais vous dire. Permettez-moi d'ajouter pour conclure que, dans cette Convention, nous ne devons être ni trop modestes, car on attend beaucoup du PS dans le pays, à gauche bien sûr, mais également déjà parmi les déçus du libéralisme, ni trop ambitieux, car les évolutions dont nous parlons ne se feront pas en un jour.
Mais si toutes les énergies se conjuguent, si nous savons présenter l'image d'un parti ouvert, attirant, utilisant un langage non codé, si nous exerçons notre rôle d'opposants fermement mais sans agressivité, tout en préparant notre retour au pouvoir, alors, chers camarades, nous devons être confiants. Je suis sur que c'est avec optimisme que nous pouvons envisager l'avenir.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Paul.
La parole est à Bernard Roman pour dix minutes, ensuite ce sera la dernière intervention de la matinée, celle de Michel Rocard, pour une demi-heure. Et après l'intervention de Michel Rocard, avant de lever la séance pour ce matin, nous procéderons au vote du quitus.

Bernard Roman (Nord)

Chers camarades, cette Convention nationale est aussi le lieu d'écoute des délégués des fédérations et c'est au nom de l'ensemble des militants de la fédération du Nord que je veux m'exprimer devant vous. Je le ferai sans oublier que je suis aussi membre de la Direction nationale, siégeant à cette Direction nationale au nom du sous-courant B, et je m'efforcerai dans mon intervention de ne pas mélanger les genres et de faire la part de la contribution géographique et de la contribution de sensibilité.
Je dis contribution géographique, car la fédération du Nord, au cours de sa Convention, a dégagé un certain nombre d'idées-forces dans une unanimité rarement rencontrée au cours de ces dernières années.
Elle l'a fait en réaffirmant clairement, dans le texte d'une contribution que je dépose sur le bureau de notre Convention nationale, sa volonté de participer à l'élargissement et à la modernisation de notre Parti autour d'un projet de

Fondation Jean Jaurès

transformation sociale bâti sur nos valeurs, sur les valeurs de gauche.
Elle l'a fait en disant clairement que, Parti de gouvernement, nous entendons rester à gauche et nous situer résolument dans l'opposition.
Elle l'a fait, enfin, en mesurant combien le débat qui s'ouvre dans notre Parti et dont cette Convention n'est que la première petite étape, est capital pour notre avenir, celui du Socialisme et de la Gauche dans notre pays.
En effet, il est clair pour tous, mes camarades, que cette Convention a un enjeu qui dépasse largement le cadre des Conventions ordinaires de notre Parti. Elle est la première étape d'un débat qui se prolongera et dont je suis persuadé, pour ma part, qu'il nous conduira à un grand Congrès de notre Parti.
Dans ma fédération, nous avions été de ceux qui, lors des débats du Congrès de Toulouse, avaient souhaité qu'un Congrès extraordinaire soit convoqué après les élections. Quelques-uns craignaient, c'est vrai, à l'époque, les troubles d'une cohabitation dont nous ne cernions pas bien les contours.
Le Congrès de Toulouse n'a pas retenu le principe de ce Congrès extraordinaire, mais chacun sent bien aujourd'hui que les questions qui servent de support au débat de notre Convention sont les mêmes que celles qui justifiaient notre demande de Congrès il y a quelques mois. Chacun sans bien aussi que jamais depuis quinze ans nous n'avons eu autant besoin de ce débat étouffé par la force des choses dans notre Parti pendant cinq ans de gouvernement.
Notre Congrès d'Epinay avait été l'occasion de fixer un programme et d'arrêter notre stratégie : changer la vie grâce à l'union de la Gauche, telle était, au lendemain d'Epinay, la démarche de tous les Socialistes.
Notre programme, mes camarades, complété par nos réflexions, par le programme commun, enrichi de toutes nos réflexions jusqu'en 1981, des assises aux propositions de François Mitterrand, en passant par le projet Socialiste, notre programme a été confronté à la gestion des affaires du pays durant une législature. Une étape a été franchie et, aujourd'hui, une nouvelle étape doit être proposée au pays.
Certains pourraient être tentés, en le faisant, de s'éloigner de notre nature profonde de Parti de transformation sociale, pour ne retenir, sous couvert de notre culture de gouvernement, que notre capacité à bien gérer. C'est là l'un des risques auxquels il nous faudra veiller scrupuleusement.
Mes camarades, il ne s'agit pas aujourd'hui de redéfinir le Socialisme, il s'agit de le reformuler, et je crains dans ce contexte certains abandons qui laisseraient le champ libre à toutes les interprétations.
Je n'ai jamais été, pour ma part, un fervent admirateur de Marx, mais force est de reconnaître aujourd'hui que le libéralisme remet à l'ordre du jour un certain nombre de concepts qui nous rappellent étrangement l'analyse marxiste... (applaudissements)... non comme une référence dogmatique, mais comme une approche éthique.
Mes camarades, qui peut nier aujourd'hui que le premier Parti de classe en France, c'est la Droite ?
(Quelques applaudissements)
Disons-nous autre chose en condamnant les politiques affairistes, la suppression

de l'impôt sur les grandes fortunes, où l'amnistie fiscale pour les fraudeurs ? Qui peut nier aujourd'hui que le libéralisme redonne toute sa vigueur à des concepts aussi fort que l'appropriation du pouvoir, ou l'appropriation du savoir, avec les projets Devaquet sur l'université ou la privatisation de TF1 ?
Mes chers camarades, dans un département comme celui que je représente ici, dans un département comme le Nord, l'ennemi, c'est le libéralisme, car il signifie l'écrasement et la mort des industries traditionnelles, et l'exemple très actuel des chantiers navals de la Normed est là pour en témoigner, il signifie le nivellement par le bas et donc l'accentuation des handicaps en ce qui concerne la santé, l'éducation, la culture, il signifie enfin l'exclusion, la marginalisation massive de milliers de familles sacrifiées par la crise.
Chaque révolution industrielle, chaque crise gérée par la Droite a toujours sacrifié une génération. C'est ce que les Socialistes ont cherché à éviter entre 1981 et 1986, en mettant en place les outils d'insertion, de régulation, de lutte contre les inégalités. On ne l'a pas assez mesuré, mes camarades, mais c'était là une façon de commencer à changer la vie, et de le faire dans une cohérence d'analyse que nous devons garder à l'esprit.
Alors, c'est vrai, il y a des mots qui vieillissent, il nous faut les changer, il y a aussi des concepts qui ont été dépassés par les faits eux-mêmes, et il nous faut le reconnaître. Mais il y a pour nous l'impérative nécessité d'une cohérence et d'une clarté idéologique, et chacun sent bien que c'est là que se situe l'enjeu essentiel du débat qui s'engage.
Voilà pour le projet, mes camarades.
Quant à notre stratégie d'union de la Gauche, elle a vécu, dans les faits comme dans les esprits. Il nous faut maintenant rassembler, d'autres l'ont dit avant moi, autour de nous, tous ceux qui veulent participer à la mise en œuvre d'une alternance à gauche dans notre pays. Cela sous-tend les débats de notre Convention.
Il nous faut élargir, devenir un vaste Parti puissant, capable de devenir l'axe de cette alternance à gauche.
Il est clair que ce problème est d'abord lié au précédent, à celui de notre ancrage politique. Notre élargissement, notre capacité à devenir un grand Parti de rassemblement à gauche, dépendent, certes, de nos tarifs de cotisation, de notre façon d'organiser nos réunions, mais cela dépend avant tout de notre discours, de notre ancrage politique, de notre projet et de notre capacité à les faire partager.
L'histoire est là pour en faire la démonstration, mes camarades, et c'est en rassemblant à gauche, que le Parti s'élargira au centre et en aucun cas le contraire.
(Applaudissements)
… Et les nécessités politiques nous conduisent à réfléchir, mes camarades, sur les formes de ce rassemblement. Elles ne nous épargneront pas le débat sur le fonctionnements de notre Parti.
Lorsque nous posons le problème du fonctionnement du Parti, ça n'est pas l'existence des courants de pensée qui est en cause. Ils ont montré qu'ils

Fondation Jean Jaurès

pouvaient être un ferment intéressant de notre combat. C'est leur caractère figé et le risque qu'ils font courir au Parti, d'un étouffement du débat
Plus de 30% des Socialistes ont adhéré après le Congrès de Metz. Des milliers de nouveaux adhérents nous rejoignent aujourd'hui. C'est dans un débat d'idées et non dans un rapport de pouvoir que ces camarades veulent se déterminer.
(Applaudissements)
Dans la période qui s'ouvre, il nous appartient aussi de favoriser la remise en cause de frontières, à l'intérieur même du Parti, afin qu'elles ne deviennent jamais des lignes de démarcation.
Je me plais à raconter une histoire dont je ne souhaiterais pas qu'elle devienne un jour une histoire vraie.
J'ai un fils qui est né en 1979 et dans 4 Congrès, statutairement, il pourra adhérer au Parti Socialiste.
Si les choses étaient figées, comme certaines pratiques pourraient le laisser craindre, on lui demanderai, le jour de son arrivée dans sa section: qu'est-ce que tu a voté à Metz ? Et il serait bien obligé de répondre: je n'étais pas encore né à Metz.
Voilà, de manière caricaturale, ce que nous devons empêcher, sans angélisme et sans utopie.
Les courants de pensée sont une réalité, une richesse de notre Parti. Ils deviennent un frein lorsqu'ils sont tout, sauf des courants d'idées. Or, force est de reconnaître, mes camarades, que de l'eau est passé sous les ponts depuis 7 ans. Au-delà de nos histoires respectives, un certain nombre de nos clivages ont été mis à mal par des faits eux-mêmes. Il faut le reconnaître et le marquer dans une redéfinition de nos courants de pensée qui s'imposent aujourd'hui.
Enfin, je terminerai, car il est au centre du débat, y compris dans notre fédération, par le problème de notre candidat aux futures élections présidentielles.
Ce problème semble agiter beaucoup, tant dans notre Parti qu'au dehors. Là encore, mes camardes, évitons les faux débats. Ce problème ne me trouble pas et ne semble pas troubler les 15 000 militants de la fédération du Nord. Nous avons la chance, c'est vrai, de disposer dans notre Parti de 5 ou 6 camarades susceptibles de postuler un jour à cette candidature. Leurs ambitions sont légitimes, et la force du rythme présidentiel de nos institutions donne un poids évidemment à leurs prises de position.
Nous avons, en outre, la chance d'avoir, avec François Mitterrand à l'Elysée, un Président de la République qui affirme clairement qu'il est un Président de la République de gauche face à un gouvernement… (applaudissements)… qui s'affirme chaque jour plus à droite. Alors avançons, forts de ces atouts, confortons notre position, élargissons-nous chaque jour. Tout peut arriver, à tout moment, chacun le sent bien.
Aujourd'hui je pense, pour ma part, que François Mitterrand serait notre meilleur candidat… (applaudissements)… pour demain. Mais je ne vois aucune raison de nous prononcer aujourd'hui, sinon pour dire que notre meilleur candidat, sera celui que le Parti, dans son ensemble, estimera le plus apte à nous

Fondation Jean Jaurès

conduire à la victoire. Et dans ce cas, mes camarades, le Premier secrétaire du Nord, au nom de sa fédération, se refuse à exclure quelque hypothèse que ce soit: dans le Nord, les militants n'ont qu'un seul favori, le Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Je termine en vous disant que toute notre énergie, tout notre dynamisme, toute notre réflexion doivent tendre vers la reconquête.
C'est en tout cas sur ces bases et à cette tache que s'engagent les 15 000 militants de la fédération du Nord dans le cadre des travaux de cette Convention.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au dernier orateur de la matinée, Michel Rocard pour 30 minutes.

Michel Rocard

Mes chers camardes, Felipe Gonzalez et le Parti Socialistes ouvrier espagnol ont gagné. Donc, c'est possible.
Comme vous le savez, je reviens avec notre Premier secrétaire, Lionel Jospin du Congrès de l'Internationale Socialiste à Lima. Et j'en avais profité pour découvrir deux pays: l'Argentine et le Brésil.
Vous n'imaginez pas, camarades, l'immense attente de tous ces pays et de tous ces peuples, vis-à-vis de nous européens.
La vieille Europe se sent décadente et ne renouvelle plus ses générations.
Mais qui pourtant inventa les droits de l'Homme ? Et la liberté comme principe constitutionnel ? Peut-elle aider le monde à assurer la paix ?
Peut-elle aider le tiers-monde ? A échapper au dilemme Communiste ? Ou à la domination américaine ?
Plus que jamais, mon sentiment est que oui. Que l'Europe est capable de délivrer ce message sous la condition impérative que la Franc en soit l'une des inspiratrices.
Or, nous avons un gouvernement qui ne se sent guère européen, qui n'a chargé personne de centraliser les politiques européennes de la France. Pour qui le tiers-monde n'existe pas, à lire sa plateforme… Vous vous souvenez… Et qui, ce gouvernement a enlevé l'Amérique latine hélas des compétences de notre ministère de la Coopération.
Ces hommes organisent le repli frileux de la France dans ses frontières, au moment même où plus nettement que jamais à l'extérieur, se jouent nos chances d'avenir. Et d'abord pour une raison majeure que vous sentez tous, qui est que quand il y a économie commune dans un marché commun, c'est à l'évidence au niveau commun, ce qui veut dire communautaire et c'est ici que se joue notre principal enjeu: la lutte contre le chômage et c'est ici que se définissent ses instruments.
Vous m'avez déjà compris, je suis sur des ces deux évidences, contradictoires que je rappelle d'école pour nous, une obligation toute simple, une obligation de vaincre.

Fondation Jean-Jaurès

Nous n'avons pas le droit de laisser la Droite s'installer au pouvoir. Nous avons le devoir de préparer toutes les échéances qui s'annoncent sous un seul angle: celui de la reconquête du pouvoir et, en fait, c'est l'objet de notre Convention.
Mais voilà, notre Parti Socialiste a derrière lui une longue histoire, histoire parfois douloureuse.
Nous tenons Convention parce que nos statuts le veulent une fois tous les 6 mois. Notre unité enfin refaite à Toulouse. Nous en sommes tous très fiers. Nous savons cependant qu'il faut toujours la consolider.
Nous avons vu récemment à l'occasion des sénatoriales, dans trois ou quatre fédérations, et je veux dire d'abord que ce tout petit nombre par rapport à une centaine de fédérations, ce tout petit nombre, c'est un immense progrès quand même. Nous avons vu des camarades proclamer que le camarade Untel ne saurait être candidat du Parti à cause qu'il a émis, il y a 7 ans. Roman avait raison sur ce genre de sujet à l'instant. A quoi sert, camarades, de faire la synthèse en Congrès si on ne la fait pas dans les amitiés et les confiances ?
Le Parti veut son unité. Il y est attaché. Que personne ne s'en exclut par réflexe claniste. Qui se donne le droit de rejeter les autres pourrait bien être rejeté soi-même. Il y a une vérité d'évidence, c'est que tous ensemble, nous ne serons pas de trop d'ailleurs, c'est tous ensemble que nous gagnerons !
(Applaudissements)
Toujours est-il que nous voici en Convention avec, en ordre du jour, les moyens de renforcer le Parti pour les combats de l'avenir ?
Et par devers nous, directement, presque secrètement le sentiment que c'est difficile. L'impression se serait fait jour ici ou là. Elle est même passée plus ou moins dans quelques commentaires de presse, et nous serions, de ce fait, devenus timides. Les Socialistes français timides ?
Allons bon, c'est nouveau cela !
Il serait triste, mes camarades, que ceci soit une Convention pour rien. J'avais des craintes quand j'écrivais ce propos. Je ne l'ai déjà plus en ayant entendu la qualité tout à fait inhabituelle dans nos travaux des deux grands rapports introductifs: celui de Jean Poperen, et celui de Marcel Debarge.
(Rires et mouvements divers)
Mais en tout cas, nous avons tous ici le devoir, au fond, de faire que cette Convention ne soit pas une occasion fâcheusement perdue car ce n'est pas le travail qui manque. Et c'est pour qu'il n'en soit rien que je voudrais - ce sera parfois caricatural pour être rapide - évoquer rapidement les trois types de problèmes qui sont à notre ordre du jour.
Faire du PS une force d'alternance à gauche, ouvrir plus largement notre Parti sur la société, actualiser notre projet face aux réalités de cette fin de 20ème siècle.
Faire du Parti Socialiste la grande force d'alternance à gauche, l'excellent rapport de Jean Poperen est en fait une grande étude sociologique-politique.
(Applaudissements dans la salle)
Qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse… Ce n'est tout de même pas ma faute s'il a été bon !
Cela amène une évidence que je partage… encore une autre complicité… vous

prendrez cela comme vous voudrez.
Le Parti Socialiste ne peut plus se concevoir comme l'arme d'une coalition. Il nous faut le construire comme la force de rassemblement de toute la Gauche.
La Droite est largement majoritaire dans le pays: 55%.
Mais ce score - nous venons de l'apprendre dans le détail - est largement dû aux incertitudes.
La Droite classique ne nous a pris que très peu de voix.
Mais l'abstention et le vote nul, beaucoup, et le Front National un peu. Et notre spectaculaire progression à nous Socialistes, n'a pas suffi à compenser l'effondrement des radicaux de gauche, du PSU, de l'extrême gauche, des écologistes et surtout du Parti Communiste.
Cela camarades nous crée des devoirs de trois ordres.
Accueillir parmi nous des militants à sensibilité Communiste. Au-delà de quelques élus, c'est toute une fraction du peuple de France, c'est toute une culture à qui nous devons savoir parler.
Nous n'avons rien à céder sur le fond idéologique. Les erreurs immenses du mouvement Communiste international sont trop évidentes.
Mais nous devons et nous pouvons aider à la conversion d'un choix révolutionnaire impuissant en un choix de transformation sociale progressive, d'un choix de transformation sociale par le seul canal de l'Etat conduit par le Parti, en un droit de transformation par les négociations politiques et conduites par les forces sociales organisées de la société civile. L'Etat ne jouant q'un rôle d'orientation et d'impulsion. Et déjà, souvenez-vous en, la synthèse de Jean Jaurès en 1905 esquissait ces perspectives là et pas d'autres. Et cela est d'autant plus nécessaire qu'il nous faut - deuxième devoir - découlant de cette analyse - ramener à gauche une forte partie de l'électorat populaire.
Pour combattre l'influence du Front National, pour sensibiliser à nos propositions les jeunes en difficultés, les chômeurs, pour donner un espoir aux victimes de la modernisation, un immense travail est à faire.
Nos camarades de sensibilité Communiste y sont plus entraînés que nous ; nous le savons.
Accroître notre présence dans les cités HLM, assumer ces fonctions modestes mais décisives d'assistance et d'encadrement social suivis à la base, tout cela fait partie de ces taches que nous avons ici ou là trop délaissées, et il faudrait s'assurer - la question vient d'ailleurs d'être posée, je la repose - que le prix de nos cotisations n'est pas un obstacle à l'adhésion ; j'ai, là-dessus, un doute sérieux.
Troisième devoir : nous ouvrir plus correctement et plus concrètement à une présence radicale. Eh oui, voilà qui fait mal ici ou là. Et pourtant, le courant radical est une donnée permanente de la Gauche française. Dans notre pays, les compétitions électorales sont sans pitié, c'est vrai, c'est pourtant notre responsabilité que d'assumer la Gauche française telle qu'elle est ; certains Radicaux songent à rejoindre nos rangs, ils hésitent d'ailleurs. J'en ai parlé avec des amis : Michel Crépeau, François Doubin et Jean Béranger, sénateur des Yvelines. Ne brusquons pas leur réflexion, mais essayons, mes camarades,

Fondation Jean-Jaurès

d'être capables de les assurer que s'ils nous rejoignent, ils n'y perdront pas leur identité, bien au contraire, et qu'ils enrichiront le potentiel et le rayonnement commun.
Deuxième groupe de problèmes : ouvrir plus largement notre Parti sur la société. Le rapport de la Commission qui vient d'être présenté par Marcel dit ici des choses qui me paraissent décisives.
Il était urgent de compléter notre réflexion collective par de la bonne sociologie et le travail est bien engagé. Là aussi, je ré-insiste sur un facteur qui nous concerne tous et dont plusieurs ont déjà parlé - je pense à Paul Quilès à l'instant - bien que nous soyons un des partis les plus importants de l'International Socialiste en Europe, nous battons, vous le savez, le triste record du plus faible nombre de militants par rapport à nos électeurs. On dit couramment qu'il est chez nous de 2% ; grattez un peu les chiffres, si c'était 2% vraiment, ce serait déjà pas si mal. En tout cas, ce qu'il faut savoir, c'est que ce nombre se situe entre 8 et 11% en Allemagne, en Autriche, aux Pays Bas, en Suède et même en Italie - ce n'est donc pas une difficulté latine.
Il nous est très difficile, dans ces conditions, de créer dans l'opinion des confiances vraiment durables, et il découle de cela plusieurs directions de travail.
Développer nos liens avec les sympathisants. Première direction de travail. Nous assistons aujourd'hui, par exemple, à une multiplication de clubs, à gauche comme à droite et dans tous les mouvements. Mes camarades, c'est une tradition de notre histoire, glorieusement illustrée par le Club des Cordeliers, ou, plus récemment, par le Club Jean Moulin, et cela traduit un besoin de débat, un besoin de participation politique qui ne s'accommode pas bien des lourdeurs des partis organisés et qui entend discuter des idées et des projets sans pour autant entrer dans la compétition.
Je crois que comme d'autres ici - Georges Sarre le disait à l'instant d'ailleurs - le temps est venu de reconnaître ces clubs du moins ce qu'ils souhaitent, comme une forme utile d'organisation de la mouvance socialisante. Pourquoi ne pas établir avec certains des liens réguliers ? Pourquoi ne pas retrouver cette formule heureuse des clubs associés, dont beaucoup d'entre vous se souviennent, qui s'était révélée tout à fait positive il y a quinze ans ?
Plus généralement, nos sympathisants doivent être plus régulièrement conviés à nos débats, à nos manifestations, à nos fêtes. J'ai entendu des camarades évoquer le mécanisme des primaires américaines. Il faut réfléchir à cette direction. Je ne suis pas sur que le Parti soit prêt aujourd'hui, mais pourquoi pas, en tout cas une association systématique de nos sympathisants à nos débats, même sans droit de vote, pour le moment.
Et puis, la profonde crise du mouvement syndical ne doit pas nous faire oublier, au contraire, que la consultation systématique des partenaires syndicaux, mutualistes, coopératifs, associatifs, est une obligation militante pour un Socialiste. Je crois même, qu'elle est encore dans nos statuts; si on n'a pas eu l'imprudence de l'y enlever, elle y est depuis 1905.
Des réunions élargies à leur endroit doivent être multipliées. Nous vivons

actuellement sous le gouvernement le plus à droite que la France ait connu depuis quarante ans. L'alignement en moins de cent jours, cela, il fallait tout de même le faire, de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, de l'amnistie aux fraudeurs, de la baisse de l'impôt sur les hauts revenus, de l'anonymat sur l'or, de la vente à l'encan de TF1, de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, pour ne citer que cela - je pourrais tenir un quart d'heure ! - nous ouvre un champ immense de reconquête de l'opinion. Encore faut-il s'adresser à elle, multiplier les initiatives et les réunions élargies.

Deuxième direction de travail : mieux inscrire le Parti dans la vie sociale. Nous avons là un handicap historique. Notre parti ne s'est pas construit autour d'un rapport privilégié avec les organisations syndicales, c'est vrai. C'est vrai, c'est tragique et nous payons toujours aussi bien la charte d'Amiens que la Commune. Mais, ce ne doit pas être un alibi. Notre présence, dans la vie sociale et notamment associative doit être plus forte, qu'il s'agisse de questions de logements, de vie de quartier, d'environnement, de défense des minorités, de sport ou de loisirs. Parce que notre projet n'est pas seulement, et cela, François Mitterrand l'avait déjà dit très fortement en 1974, et nous l'avons commencé avec la décentralisation, la conquête du pouvoir, mais sa redistribution permanente dans l'ensemble du corps social.

Nos maires doivent multiplier les cas de gestion d'équipements collectifs par les usagers, et nous avons à faciliter cette relation entre l'engagement politique et l'engagement syndical ou associatif. Par exemple, pourquoi ne pas traiter sérieusement le problème de la double cotisation, syndicale et politique ? Pourquoi ne pas prendre en compte le temps passé comme responsable syndical ou associatif, dans la durée d'adhésion nécessaire au Parti pour y postuler soit une responsabilité, soit un mandat ?

Ce sont des questions mais nous avons aujourd'hui devoir d'y réfléchir.

Troisième direction de travail, du même ordre d'idée : faire évoluer nos attitudes.

Cela aussi résulte de ces travaux collectifs si je les ai bien écoutés. Notre langage est souvent très militaire : mobilisation, lutte, combat, et, naturellement, il y a des moments où il faut se battre ; cela va même venir. Mais, mes camarades, si notre image se réduit à cela, elle ne sera guère rayonnante. Et pourtant, chacun sait bien qu'une insertion profonde dans les milieux populaires se fait davantage aussi par la solidarité, par la convivialité, par la fête. C'est une pratique sociale, gardons l'équilibre de ces images et n'oublions jamais non plus - ce n'est pas le plus facile à dire mais j'y tiens - que quand nous discutons ou polémiquons avec la Droite, ce n'est pas pour la convaincre. Vous serez, je pense, d'accord avec moi, qu'il y aura là un rêve imbécile. Quand nous discutons avec la Droite, c'est pour convaincre exclusivement les observateurs hésitants de la discussion. Dès lors, tout ce qui relève du sectarisme, de l'excessive sûreté de soi ou de la revanche, ou même de l'insulte, nous dessert gravement. Je veux dire ici qu'il m'arrive d'y penser parfois avec tristesse lors de certaines séances télévisées de l'Assemblée Nationale.

Fondation Jean Jaurès

Troisième problème à l'ordre du jour : actualiser notre projet.
Je crois utile et sans doute féconde l'entreprise engagée par certains d'entre nous pour réhabiliter la République utile et féconde. Je n'arrive pourtant pas à me convaincre que cela suffise à définir le Socialisme d'aujourd'hui.
Notre ambition ne vise pas seulement un mode d'organisation des pouvoirs publics ; elle vise une transformation sociale permanente, par la négociation collective, en même temps que par le jeu institutionnel. Il me semble d'ailleurs que Lionel Jospin, quand il a ouvert la réflexion sur ce sujet, sur la déclaration de principe dans Le Monde, visait plus loin, et je pense qu'il avait raison. Nous n'avons aujourd'hui, à l'évidence, mes camarades, pas le temps d'aller au fond des choses, et il faudra continuer en ce sens.
Je vais donc seulement me limiter aux quelques remarques qui me paraissent les plus essentielles à la définition de notre identité.
Première remarque : la notion de programme est en crise.
Les Français se méfient maintenant - ils ont de bonnes raisons - des gens qui promettent trop. Chirac est en train de l'apprendre à ses dépens. L'étude de l'opinion est en train de devenir une science, une discipline relativement précise et l'on sait de mieux en mieux ce que les Français attendent de leur gouvernement. Ils ne croient guère à ces catalogues de promesse dont on recherche ensuite la réalisation dans des périodes souvent fort différentes de ce qu'étaient les périodes pendant lesquelles on écrivait les catalogues. Non, les Français attendent d'abord des réactions efficaces à l'événement nouveau, imprévu, dont la fréquence et la gravité sont la caractéristique majeure de la vie politique, qu'il s'agisse du prix du pétrole, du coût du dollar qui joue au yo-yo, des attentats terroristes, des grosses intempéries ou des scandales financiers tout ce qu'on n'attend pas, mais qui fait la vie politique.
Pour ce faire, c'est surtout une façon de gouverner qu'attendent nos concitoyens. Rien ne les irrite plus que la suffisance gouvernementale. La politique ne peut pas tout faire et ils le savent bien. Il y a dès lors pour les responsables, pour les partis politiques, une conscience nécessaire de nos limites et ce que j'oserais appeler - j'espère ne pas heurter - une obligation de modestie qui est devenue une des conditions de la confiance. D'ailleurs, la politique n'est pas responsable du bonheur des Français, mais seulement des conditions économiques et sociales minimum de ce bonheur ce qui n'est déjà pas mal.
L'opinion attend aussi, et de manière impérieuse, qu'on ne lui raconte pas d'histoires, qu'on lui dise la vérité. Elle demande aussi que les gouvernements conservent le sens du long terme, le sens de l'action dans la durée, de la nécessité de préparer le paysage à ce 21ème siècle qui s'annonce assez redoutable, il faut bien le dire.
Et les Français attendent enfin que, si j'ose dire, - c'est compliqué, cela, mais tout de même... - l'on ne gouverne pas trop, que l'on respecte leur autonomie, leur liberté d'agir, de négocier, et de contracter, leur liberté de s'organiser et de créer.
En fait, mes camarades, nos propositions sur le contenu, les mesures à prendre ne seront adoptées par l'opinion qu'en fonction de la morale politique dont nous

Fondation Jean Jaurès

donnerons l'exemple.
Quant à nos propositions elles-mêmes, elles devront prendre dès lors, moins la forme de suggestions quasi administratives : baisser tel impôt, taxer telle activité, créer des filières de formation, etc., que la forme de critères de décisions que nous nous imposerions à nous-mêmes dans l'exercice du gouvernement et que nous soumettrons à l'opinion.
C'est ainsi, et ce sera mon dernier point, qu'il nous faut réfléchir à nos fameuses valeurs. Nous en parlons beaucoup et c'est bien. C'est bon que nous nous sentions enracinés dans une éthique politique forte, mais reconnaissez que nous ne les avons pas encore définies, cernées d'une manière tellement précises, ces valeurs.
Je crains, à cet égard, une logomachie moralisante, le discours creux qui, par son souffle peut permettre n'importe quoi - d'une certaine façon, les inquiétudes que juste avant moi, Bernard Roman exprimait à cette tribune sont à peu près les mêmes.
J'ai soumis au Congrès de l'International Socialiste une esquisse d'un projet de développement exprimé en forme de valeur du Socialisme démocratique. Je ne la reprendrai pas ici, ce ne serait pas le propos, mais comme le débat s'ouvre chez nous, il me semble que sans préjuger des réponses que nous serons capables d'apporter ensemble à certaines questions décisives, on peut poser au moins ces questions décisives que nous ne pouvons plus et ne devons plus éluder.
La plus fondamentale de nos valeurs, la première, c'est la liberté. Les Socialistes ont été tout au long de l'histoire en tête du mouvement pour les libertés publiques, du mouvement pour les droits de l'Homme. Or, l'histoire nous a appris durement mais nettement qu'il y a un rapport entre la liberté politique et la liberté économique.
On ne connaît pas de société sans marché qui soit politiquement libre. Sommes-nous capables, dans l'état actuel de nos réflexions, de définir ce lien et d'en fixer les limites ?
Notre deuxième valeur, c'est la démocratie. En fait, elle se confond largement avec la première, avec la liberté. Elle y ajoute explicitement la compétition, la compétition politique, le pluralisme des partis. Même remarque mes camarades là encore, compétition politique et compétition économique vont de pair, et nous le savons tellement que nous savons que faute de cela les conflits sociaux tournent à l'explosion. Est-ce que seulement nous en sommes d'accord entre nous ?
Un souvenir au passage : notre vieille controverse sur le plan et le marché a été durement tranchée par les faits. Mais jamais nous n'avons enregistré la sanction des faits dans une écriture collective de parti. Y serions-nous prêts ? Cela me paraît faire partie de l'écriture de nos valeurs.
Notre troisième valeur est la solidarité. Ne concerne-t-elle que la répartition du revenu ou touche-t-elle aussi la répartition du savoir et du pouvoir ? Les filières scolaires égalisantes ou élitistes ? Est-elle une société d'individus ou précisément de groupes sociaux ? Et je retrouve une autre question de Bernard

Fondation Jean-Jaurès

Roman à l'instant.
Pour mettre en œuvre cette solidarité mes camarades, maintenant que la machine de l'Etat est en crise, plaçons-nous l'essentiel de nos espérances dans l'appareil de l'Etat, sécurité sociale comprise, ou admettons-nous que des formes mutualistes et même autogestionnaires doivent y contribuer de plus en plus ?
Notre quatrième valeur de référence, je crois qu'on peut la baptiser la primauté du droit. Et cela est hors de doute dans toute l'organisation de la société civile. Mais la grande controverse avec le libéralisme, c'est justement ici qu'elle prend place, car à nos yeux, mais sommes-nous prêts à l'écrire, précisément cette primauté du droit vaut aussi peut-être même surtout dans le champ économique.
Qu'il faille moraliser la concurrence, fixer des limites à la concentration, respecter un droit du travail, organiser certains marchés, réglementer les circuits de financement, appuyer la création d'entreprise, injecter l'avenir dans le présent par la recherche scientifique et par l'encouragement à l'investissement, tout cela suppose des règles et surtout pas le laisser faire.
Sommes-nous capables de définir avec précision maintenant ces règles du jeu avec clarté au moins, ces règles du jeu qui à mon sens définissent et distinguent le Socialisme démocratique du Communisme par la liberté et par le marché, mais aussi du capitalisme par le triomphe du droit sur le pouvoir des puissants ?
(Applaudissements)
Cinquième valeur, car à mes yeux c'en est une bien que nous ne l'ayons pas encore dénommée telle, et je vous en fais la proposition : la décentralisation.
Pourquoi Gaston Defferre en notre nom à tous, et avec ne l'oublions pas ce que nous disions en campagne, et nous le croyons suffisamment avec notre fierté à tous, a-t-il commencé cette immense réforme de la décentralisation sinon parce que nous sentions tous qu'au cœur de la crise du monde actuel, se situe justement la crise de l'appareil central de l'Etat sous la forme que nous lui connaissons aujourd'hui. Mais nous n'avons encore décentralisé, il fallait bien commencer, que du pouvoir administratif vers les collectivités territoriales. Notre vision exprimée à Valence - il faut rappeler aussi qu'il y a eu aussi de bons éléments dans ce Congrès de Valence - notre vision de l'évolution de la société par le compromis social et la négociation collective, sommes-nous mes camarades, capables de la pousser jusqu'à ce que le contrat se substitue beaucoup plus qu'aujourd'hui à la loi et au règlement ?
Le Socialisme exige de meilleures règles du jeu et surtout pas plus d'administration, peut-être même moins, si nous définissons les vraies bonnes règles du jeu.
Avons-nous tiré toutes les conséquences politiques de la décentralisation ?
Sixième valeur, dernière dans l'état actuel de notre inventaire : la maîtrise du brevet technique. Le Socialisme est né d'une pensée technicienne, fortement technicienne. L'économie à la technique, au service des hommes, devait permettre de faire travailler les machines à leur place, de limiter la peine des hommes et d'améliorer leur épanouissement. Mais nous vivons, mes camarades, tragiquement, au moment où ce rêve commence à se réaliser à travers l'automatisation et où il devient cauchemar, cauchemar car nous ne savons pas

organiser le partage du travail, ni des richesses créées par les robots.
Face au chômage de longue durée, nous l'avons dit à Toulouse, le minimum social garanti est une nécessité bien sur et un pilotage économique plus dynamique est une autre nécessité tout aussi essentielle, mais faut-il remettre en chantier toute notre réflexion sur le travail et le temps libéré dans la société ?
Mes camarades, que nous soyons en état de proposer aux Français un petit nombre d'orientations majeures et claires sur ces différents points, et nos concitoyens auront davantage avec nous le sentiment de savoir où ils vont. La condition du retour vers la victoire, je crois qu'elle est là, et cela revient à dire, tout simplement, que nous avons du pain sur la planche, que la Convention d'aujourd'hui fixe explicitement ses axes d'action et de réflexion, comme objectif de travail du Parti pour les deux ans qui viennent, et pour aujourd'hui, nous aurons rempli notre mission.
Le Pré Saint-Gervais aura été une étape utile dans la vie du Parti, mais de toute façon, avec Marcel Debarge à la mairie, nous n'avions pas d'inquiétudes en arrivant !
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci, Michel Rocard.
Des informations pour la poursuite de nos travaux.
Avant de lever la séance, je l'avais dit tout à l'heure, il faut que nous procédions au vote du quitus national.

Vote du quitus national

Les camarades qui ont un mandat de délégué, carton rouge à la main, s'il vous plaît.
Pour simplifier la procédure du vote, qui s'abstient, sur le vote du quitus de la direction ?
Je n'en vois pas.
Qui vote contre ?
1 vote contre.
Qui refuse de prendre part au vote ?
Personne.
Pour ?
Tous, je présume.
Merci, camarades. Le vote est acquis. A l'unanimité, moins une voix contre.
(Applaudissements)
La séance reprendra à 14 h 45, sous la présidence de Roger Fajardie.
Les trois camarades qui interviendront en premier sont : René Souchon, Alain Richard et Gérard Colomb.
La séance est levée.

Parti Socialiste
Convention nationale
Le Pré Saint-Gervais

Fondation Jean Jaurès

28 et 29 juin 1986

Séance du samedi 28 juin 1986 (après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Roger Fajardie.

Le président (Roger Fajardie)

Il est impératif de commencer maintenant avec les camarades présents et je demande à René Souchon de venir à la tribune. Ce sera ensuite Alain Richard.

René Souchon

Mes chers camarades, je ne suis pas ceux qui demandent la parole à tous les Congrès ou à toutes les Conventions et si j'éprouve le besoin de le faire aujourd'hui, c'est qu'au moment où notre Parti se cherche, désire évoluer, se moderniser, il existe un enjeu essentiel à côté duquel nous risquons de passer une nouvelle fois, une nouvelle fois car jusqu'à présent nous n'avons pas pris en compte ce dont je veux parler, c'est-à-dire le monde rural avec ses problèmes.

Dès lors que je viens de prononcer ce mot de "rural", la majorité sans doute pense agriculture. Nous vivons, en effet, sur des schémas, des clichés qui font que la confusion entre "rural" et agriculture" est totale ou presque.

La vérité, mes chers camarades, est différente. Le monde rural si l'on prend en compte tous les français qui vivent dans des petites îles de moins de 2000 habitants, ce sont 17 millions de français, je dis bien 17 millions de français et du point de vue de la superficie 90% du territoire.

Les agriculteurs, eux, ne sont que 4 millions sur ces 17 millions. Ils sont donc devenus minoritaires dans le monde rural. Voilà un élément nouveau qui doit modifier profondément notre approche à la fois sur le plan politique et sur le plan économique. Il y a en effet, une nouvelle sociologie du monde rural. Ce monde rural, il est fait d'artisans, de commerçants, d'employés, d'ouvriers, de fonctionnaires qui ont une conscience forte de leur identité. Ils savent qu'ils sont des ruraux et ils sont préoccupés par le dépérissement de la plupart des zones rurales car c'est à terme leur emploi, leur existence même qui est en jeu. Ils sont donc très attentifs à ce qui se passe et en particulier aux pôles de développement, que l'on constate ici ou là et qui vont a contrario de l'évolution générale car le monde rural bouge et les Socialistes ne peuvent pas l'ignorer. Ils le peuvent d'autant moins que le mouvement se fait sur la base de nos valeurs les plus traditionnelles, et les plus fondamentales, celles que nous avons dans l'évolution en cours besoin de retrouver.

L'analyse des zones de développement du monde rural fait apparaître un certain nombre de constantes. On remarque tout d'abord qu'il y a au départ du monde du développement, une prise de conscience collective de toute une population que les choses doivent évoluer et que le mécanisme de dépérissement doit être stoppé par la prise en main par les autochtones de leur destin et de leur avenir.

C'est souvent un élu, le maire, qui est à l'origine de ce déclic mais c'est parfois

Fondation Jean Jaurès

un président d'association. On note ensuite que le développement se fait à partir des hommes et des femmes du pays, de leur projet et de la valorisation des ressources locales. Cette démarche est celle de l'auto développement. Elle inclut, de plus, que l'on fasse une approche globale des projets en laissant de côté la classique approche sectorielle.
En effet, il faut tout à la fois traiter de l'agriculture, du commerce, de l'artisanat, du tourisme, des services publics, etc.
Autrement dit, alors que les politiques d'aménagement du territoire mises en place par la Droite, dans les années 1960 ont fait partout la preuve de leur inefficacité, un monde rural est en train de découvrir un modèle original de développement basé sur une démarche ascendante qui rendent meilleures les capacités des hommes et des femmes du terroir.

Le président - Veux-tu t'arrêter une seconde.
Ecoutez, camarades, c'est complètement impossible de travailler dans ces conditions et le bruit qui règne dans la salle est complètement désobligeant à l'égard de René Souchon qui vous parle de problèmes intéressants.
Je vous prie de l'écouter dans le silence.
Asseyez-vous.
(Applaudissements)
Applaudissez-le mais soyez silencieux et ce sera très bien ainsi.
Réservez votre tension à René Souchon tout seul.

René Souchon - Tout part en effet de la population locale dans cette démarche de développement nouvelle alors que dans la politique traditionnelle de l'aménagement du territoire, tout part de Paris pour venir se plaquer sur la réalité locale et ce type de greffe ne prend pratiquement jamais.
Mais, mes chers camarades, il y a derrière l'auto développement - et c'est ce qui me paraît fondamental - tout un projet de société qui se dessine et qui ne peut laisser sans réaction notre Parti. C'est d'abord une nouvelle approche sociale, avec la volonté de ne laisser personne à côté du développement.
L'auto développement ne s'accommode pas des exclus. C'est aussi une nouvelle approche économique avec le refus de la soumission à la fatalité et au déterminisme économique. L'auto développement est souvent une insulte au modèle macro-économique dominant. C'est ainsi que l'on voit des productions abandonnées depuis longtemps, car elles ne s'intègrent pas dans une filière nationale ou internationale de production, retrouver un intérêt une rentabilité économique au niveau du cadre régional.
Ce projet de société, elle le retrouve aussi à travers l'identité culturelle : c'est en puisant aux sources de l'identité locale que nombre de pays en développement ont trouvé le dynamisme nécessaire.
Les Socialistes peuvent retrouver dans l'auto développement tout un patrimoine de valeurs jusqu'à présent négligées. Il faut cesser de dire : le monde rural, ce sont les agriculteurs, ils votent à droite, donc on ne s'en occupe pas.
(Applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Aujourd'hui, le monde rural c'est tout autre chose et la prise en compte de ces problèmes est importante. C'est un enjeu politique d'abord il y a plus de députés ruraux, y compris au Parti Socialiste, que de députés urbains et il pourrait y en avoir beaucoup plus encore demain si nous savons répondre aux aspirations des ruraux.

L'auto développement, tel que je l'ai décrit est assumé actuellement par aucun parti politique. Or, le terrain nous est a priori favorable, car chacun sent bien, même confusément, que seuls les Socialistes peuvent prendre en compte ce développement qui part des hommes du pays et des ressources du pays et qui laisse libre cours à leur imagination, à leur esprit d'initiative.

L'enjeu est aussi politique et social ; il faut cesser de considérer comme marginales les multiples réalisations de ce domaine.

Il ne s'agit pas non plus d'un dualisme, car le développement local fait largement appel à l'innovation technologique et à la recherche, dans la recherche des couples produit/marché.

L'enjeu, c'est encore la gestion de l'espace : si le développement local ne fait pas tout, la majorité du territoire rural français sera livré à la friche ou à la forêt. Cela, la population ne le tolère pas et quel est l'Etat qui pourrait accepter un tel gâchis au niveau de l'utilisation de l'espace ?

Ira t-on vers le versement d'indemnités pour l'entretien de la nature, comme on en parle de plus en plus à droite ?

Valorisera t-on la parution d'activités économiques performantes grâce à des technologies appropriées et surtout des complémentarités qui deviennent de plus en plus évidentes entre agriculture, foret, tourisme, artisanat ?

L'enjeu, c'est aussi celui de nouvelles relations entre agriculture, agricole et rural ; il faut que l'agriculture sorte de son cillement et se rende compte que ses chances résident dans une bonne intégration dans le milieu rural, non pas pour l'absorber, mais pour tirer parti de toutes les complémentarités qui se présentent dans ce milieu.

Si l'agriculture reste isolée dans une approche sectorielle, ce sont 300 à 350 000 exploitations qui subsisteront en France, dans quelques années, les plus productives, les plus performantes. Par contre, une bonne intégration au monde rural dont l'agriculture est un sous-ensemble, peut permettre à 600 000 exploitations de plus de vivre en devenant des exploitations rurales plus que des exploitations agricoles où l'on fera autant de tourisme, de forêt que d'agriculture.

Un dernier enjeu, c'est celui de la réussite de la décentralisation. On est très loin d'avoir tiré toutes les conséquences de la nouvelle répartition des pouvoirs accordés aux différentes collectivités.

Le développement local trouve son expression dans la contractualisation avec le département, la région ou l'Etat, une contractualisation qui peut et doit permettre aux projets locaux de voir le jour, car elle aura pu prendre en ce compte la valeur de tel ou tel projet, parce que la contractualisation, c'est la possibilité de mettre en œuvre des politiques différenciées, bien adaptées à la réalité du terrain.

Si vous doutez, mes chers camarades, et vous avez l'air de douter de la valeur de

Fondation Jean-Jaurès

toutes ces théories, je peux vous répondre que je les ai testées sur le terrain lors des dernières élections législatives et que peut-être j'aurais dû commencer par cela, j'aurais eu plus d'attention de la part de l'assemblée !
Dans un département entièrement rural, marqué traditionnellement à droite, il y a trois élus Socialistes au Conseil général, j'ai développé ces idées : auto développement, politique globale, politique différenciée, diversification de l'agriculture, complémentarité agriculture, forêt tourisme, et le résultat a été spectaculaire : 35,5% des voix dans le Cantal, l'un des départements le plus à droite de notre pays.
(Applaudissements)
Avec dans la zone rurale, mes chers camarades, un niveau au moins égal à celui de 1981 et le plus souvent supérieur et je n'ai développé que les idées que je viens d'exprimer ici.
Alors, si cela marche dans le Cantal, cela doit marcher partout en France dans les zones rurales et je me mets aujourd'hui à la disposition du Secrétariat national, bien sûr, à la disposition des fédérations pour essayer dans tous les départements intéressés d'en faire la preuve.
Mais il ne faut plus que le Parti Socialiste ignore le monde rural et laisse à d'autres moins bien armés le soin d'assumer la mutation en cours et le développement futur.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie d'autant plus René Souchon qu'il s'est exprimé le premier et dans des conditions que vous avez, pour beaucoup d'entre vous, rendues très difficiles. Je vous recommande d'être plus sages pour la suite.
La parole est pour six minutes à Alain Richard.

Alain Richard

Cette Convention a l'avantage de nous permettre de parler à la tribune d'un sujet qui est traité abondamment dans toutes nos Conventions et nos Congrès mais ailleurs qu'à la tribune : les résultats électoraux, les comportements électoraux, les stratégies électorales. Là, je crois qu'il y a vraiment matière à réflexion et je voudrais partir du travail de la Commission "élections" pour soumettre quelques suggestions et quelques réflexions pour l'action du Parti.
Vu l'heure digestive et compte tenu de la température, je pense qu'il n'y a pas de risques de mouvements de salle si je dis que le rapport présenté par Jean Poperen est un bon rapport.
(Applaudissements)
Il serait d'autant plus injustifié que quiconque participe à un mouvement de salle que c'est vraiment un rapport collectif et que Jean Poperen a bien réuni les éléments de réflexion de tous les membres de la Commission. Chacun de nous y retrouve les apports qui lui sont propres. Ma première suggestion consistera à souhaiter que ce travail continue. Nous n'avons pas fini, il faut approfondir, mieux différencier, ne serait-ce que par région, ou catégorie sociale, ou zone d'ages, ce que sont les votes de masse, parce que le vote, même si c'est la fin

Fondation Jean Jaurès

d'un processus, c'est la mission finale et nous devons arriver à en savoir plus. Je pense que ce pourrait être l'objet de programmes de travail, si la direction du Parti en est d'accord, soit de la même Commission prolongée parce qu'on se trouve en général bien ensemble et qu'on répugne toujours à se quitter, soit d'une Commission du Comité directeur si, comme je l'espère, la proposition présentée par Debarge tout à l'heure d'organiser mieux, de façon plus méthodique, les travaux du Comité directeur, était suivie d'effet.

En tout cas, je voudrais insister sur un principe, c'est que ce travail d'analyse de ce qui se passe sur le plan électoral, c'est vraiment notre travail à nous ; il faut bien sûr s'entourer d'experts professionnels et travailler en confiance avec les hommes d'analyse qui nous aiment bien parce que nous sommes en général des interlocuteurs aptes au dialogue, mais je crois qu'il faut assumer nous-mêmes et non pas sous-traiter ce travail de recherche qui est stratégique pour l'avenir du Parti.

La deuxième remarque, pour poursuivre cette réflexion, c'est de répéter que les votes changent parce que la France bouge. Il faut rabâcher là-dessus parce que nos habitudes de travail communes font beaucoup de place à la permanence et à l'habitude ; or, nous sommes le Parti du mouvement, c'est notre travail de bien voir la France qui bouge, les gens ne vivent plus de la même façon, n'habitent plus les mêmes maisons, ni les mêmes villes ou les mêmes villages, ils ne travaillent plus dans les mêmes métiers, n'ont plus les mêmes relations de travail, ils n'apprennent plus les mêmes choses, ils ne discutent plus de la même façon. C'est donc logique qu'ils ne votent plus de la même façon ou avec les mêmes motivations.

C'est cela, le troisième point sur lequel je veux insister : notre problème, c'est aussi et surtout de comprendre ce qui est en amont du vote, quelles motivations et quelles attentes déterminent les choix politiques, les choix civiques dans la France de 1986 et des années qui viennent. Prenons conscience qu'il y aura de moins en moins de votes automatiques, de votes de disciplines par famille, par groupe social, par ensemble professionnel, par contrée. L'électeur prend de plus en plus d'autonomie, se détermine lui-même à chaque consultation ; l'électorat se segmentera de plus en plus, il y aura de plus en plus des mouvements d'apesanteur ou de plus en plus de mobilité.

Pour gagner notre influence majoritaire, il faut non seulement analyser comment les gens votent, mais pourquoi ils votent. Nous avons à progresser dans le domaine des études de comportements.

Nous ne pouvons pas en rester à mettre en relations le vote avec les catégories professionnelles, au sens statistique, avec le niveau de revenu, ou avec l'âge, il faut intégrer des variables qui sont la situation et l'insertion sociale des gens, leur pratique professionnelle, leur style de vie, le milieu relations où ils se trouvent, il faut reprendre aussi une réflexion en profondeur sur les attentes des gens devant la chose publique dont nous voyons tous qu'elle a profondément changé.

Trois exemples qui viennent à l'esprit : les nouvelles entreprises, qui se sont créées pendant que nous étions au pouvoir, dans un contexte de dynamisme

économique et social, les lois que nous avons faites, sur les propositions sur le travail préparatoire de Delors, de Badinter, de Fabius, pour faciliter la création des entreprises et tout l'effort que nous avons fait pour que les gens prennent des initiatives économiques, est-ce qu'on pense que les gens qui dirigent ces entreprises et les gens qui y travaillent, ont les mêmes comportements sociaux qu'ailleurs ?

Il est bien évident que les participants de ces nouvelles entreprises sont situés face à la vie politique de façon nouvelle, ils ont des interrogations, des demandes leur vote n'est pas acquis, à droite ou à gauche, et s'il ne l'est pas, il est de notre devoir de mieux comprendre ce qui les détermine.

Second exemple, les nouveaux choix d'habitat, sous nos yeux la France se déplace, René Souchon disait à l'instant que le monde rural, les communes de moins de 2000 habitants c'était plus de 30% de la population française, mais j'ajoute que c'est un pourcentage qui augmente, la France se re-ruralise, parce que les choix de résidence et les choix de mode de vie se transforment.

Quel est le contexte de ces nouveaux villages et de ces nouveaux quartiers périphériques ? Quel est le type de convivialité et de relations sociales qui s'y pose avec par exemple le problème de vie culturelle et de vie, relations, mais aussi de sécurité. Comment est-ce que nous pouvons rapprocher ces nouveaux facteurs de vie collective ? Je pense à l'histoire des foyers ruraux et des comportements politiques, nous voyons tous dans les secteurs que nous représentons que des zones qui ont le même type de logements, les mêmes catégories sociaux professionnelles, les mêmes niveaux d'âge, ont des votes substantiellement différents, avec des écarts sur le vote Socialiste qui peuvent être de 10%, cela prouve que le contexte de relations locales, l'ambiance, qui s'est créée dans un groupe de résidences, a une importance énorme, dans les comportements politiques. C'est à nous de nous en saisir aussi.

Troisième exemple : les très jeunes et la vie politique. J'ai été tout à fait frappé dans les semaines qui précédaient le 16 mars par cette espèce d'engagement spontané que j'ai senti dans le CES que fréquente mon fils. C'est évidemment un endroit où il n'y a pas de militants, où il n'y a pas de support local d'engagement, il s'est répandu dans un lieu comme celui-là le sentiment complètement spontané dans les dernières semaines que quelque chose se jouait pour ces adolescents, qu'ils avaient à prendre parti. Des badges "je réfléchis", "je vote Parti Socialiste", se sont répandus dans les dernières semaines comme des petits pains, quand on pense à cette génération, il faut savoir que les petits pains se multiplient beaucoup.

Dans toutes ces réalités du quotidien, il y a des potentialités de développement politique pour nous. Si nous voulons nos 40%, notre vocation majoritaire, notre travail de maintenant c'est d'étudier ces potentialités et de les mettre en valeur.

Mais ne prenons pas le problème en universitaire, il ne s'agit pas de faire une thèse collectivement, il faut d'abord agir, et se situer concrètement, si on veut éviter que la Droite s'enracine en faisant régresser tout le pays. Il est à l'ordre du jour de renforcer notre identité, et notre image par les valeurs et les aspirations collectives de progrès et d'émancipation qui font notre identité.

Fondation Jean Jaurès

Ayant déjà à quelques reprises soulevé plus ou moins à propos le problème d'identification soit par les thèmes de progrès, soit par la représentation de groupes sociaux, je ne reprends pas ce thème aujourd'hui.
Mais je pense que notre réflexion a évolué et qu'aujourd'hui le Parti se vit d'abord comme un parti d'expression de valeurs, de projets progressistes beaucoup plus que comme un parti de représentation sociale, il faut que l'on en tire toutes les conséquences.
Il faut en particulier qu'on exprime de plus en plus fort le thème de la société... (inaudible)… sur le problème de la sécurité, se mêle sur le terrain devant nous une lutte entre le rationnel et les pulsions primaires, le choix d'une société rassemblée, un choix que nous devons continuer à affirmer, qui sera de mieux en mieux attendu, si nous gardons un langage simple et concret.
J'ai été frappé des conditions dans lesquelles nous avons fait passer notre message, dans un climat très difficile, sur les lois contre le terrorisme. Notre message : nous voulons lutter contre le terrorisme, nous n'accepterons pas n'importe quel moyen pour le faire; a été entendu, on ne nous fait pas de cadeaux sur ce sujet, mais nous sommes en progrès là-dessus.
(Applaudissements)
Mais soyons aussi audacieux pour favoriser les propositions d'actions qui viennent s'exprimer autour de nous, il faut entendre avec spontanéité des gens qui ont des projets, qui ont engagé des actions, qui les motivent, venir prendre contact avec nous dans les départements, en disant : "on n'est pas Socialiste, mais il n'y a que vous avec qui on peut discuter sérieusement".
L'un des enjeux de la meilleure organisation, thème de cette Convention de notre parti, c'est justement de pouvoir assumer ce contact, ces occasions de propositions collectives pour lesquelles nous sommes devenus l'interlocuteur de milliers de gens.
C'est beaucoup de travail, je suis conscient qu'il y a un petit problème de crédibilité à nous entendre tous autant que nous sommes passer à la tribune, pour égrener les résolutions "il faut entreprendre ceci ","il faut s'organiser pour cela", "au travail camarades". Nous sommes le 28 juin, il fait 21 et quelques degrés, nous avons tous envie de vacances, nous n'allons pas commencer tout de suite les devoirs de vacances, c'est là-dessus que je voudrais terminer, parce qu'indépendamment du thermomètre et du bruit ambiant, il y a, je crois, quelque chose de positif et de nouveau dans l'ambiance de cette Convention, la cordialité, l'écoute réciproque, l'ouverture et l'imagination sont, me semble-t-il, des meilleurs.
(Applaudissements)
On arrive à intéresser la Convention, modestement, autrement qu'en disant des méchancetés aux autres !
Je pense que c'est là aussi un motif d'optimisme sur les performances que peut atteindre le Parti dans les responsabilités qui sont maintenant les siennes. Comme toute entreprise, les résultats seront meilleurs si tous les participants de l'entreprise sont pleinement motivés, si chacun se sent à part entière dans l'effort collectif. C'est là me semble-t-il que nous réalisons le premier succès de

Fondation Jean Jaurès

cette Convention, montrer un parti à l'aise avec lui-même, sûr de sa fraternité. C'est un premier succès, à nous de faire qu'il nous prépare d'autres victoires.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gérard Colomb, cinq minutes, ensuite Louis Mermaz.

Gérard Colomb

Mes chers camarades, la première tâche pour les Socialistes réunis aujourd'hui est peut-être d'abord de définir clairement ce que nous attendons de cette Convention.
De tous côtés, on convie le Parti Socialiste à poursuivre sa modernisation. Au sein de notre Parti nombreux sont les militants qui appellent de leurs vœux une redéfinition de nos valeurs, ne serait-ce que pour tenir compte des enseignements que nous ont apportés cinq ans de gestion gouvernementale.
(Applaudissements)
Il est vrai que des adaptations sont nécessaires. Pour qui rêvait avant 1981 d'une rupture avec le capitalisme, réalisée dans les trois mois, d'une autogestion généralisée, doublée d'une croissance douce, il peut y avoir quelque urgence à réajuster la théorie au vue de la pratique.
L'exercice du pouvoir a en effet servi de révélateur brutal à certaines de nos chimères. C'est par conséquent un exercice salutaire que de réexaminer nos analyses au regard de l'action menée au cours des cinq dernières années.
Mais il ne faudrait pas que dans un retour de balancier total, on passe soudain de l'utopie à la soumission la plus plate face aux contraintes de la réalité.
(Applaudissements)
Il y aurait quelque ironie si le Parti Socialiste après avoir abordé l'exercice du pouvoir avec une culture d'opposition abordait maintenant l'opposition avec comme seul souci de se voir délivrer par l'establishment un brevet de culture majoritaire.
(Applaudissements)
Or, ne nous y trompons pas, le changement auquel tant de sirènes appellent le Parti Socialiste ne consiste pas à abandonner les excès qui avaient pu être ceux d'un Socialisme un peu coupé des réalités, il vise à l'abandon du Socialisme lui-même, présenté comme incapable désormais de prendre en compte l'évolution de la société moderne.
Devons-nous céder à cette pression ?
Pour nous, je crois que les choses sont claires. Autant nous jugeons impérieux de réexaminer ce qui dans nos idées d'avant 81 s'est révélé à l'évidence source de blocage et d'inadaptation, autant nous nous refuserons à nous abandonner à cet aire du temps qui voudrait accréditer l'idée qu'il faudrait ranger au placard de l'archaïsme toute volonté de transformer notre société pour se contenter désormais d'une gestion au jour le jour.
(Applaudissements)
Adaptation du Parti Socialiste à la réalité, oui, prise en compte de la modernité,

Fondation Jean Jaurès

oui, ralliement à l'idéologie gestionnaire, non !
(Applaudissements)
Il est vrai que les choses ont changé, il est vrai que depuis les années 70 où s'est formée la pensée du nouveau Parti Socialiste, après Epinay, les problèmes se sont totalement transformés, il s'agissait hier où la croissance continue des 30 glorieuses avait fini par sembler naturelle, d'empêcher que la société de surconsommation ne finisse par déshumaniser notre société dans le seul culte de l'objet, d'où les notions d'aliénation alors à la mode, d'où l'importance des changements qualitatifs par rapport aux seuls changements quantitatifs.
Il s'agit aujourd'hui de retrouver les voies d'une croissance cassées par la crise, une compétitivité en recul dans nos sociétés européennes par rapport aux Etats Unis, au Japon, mais aussi par rapport aux nouveaux pays industrialisés.
Il s'agit surtout de savoir si l'obtention de cette compétitivité nouvelle, doit forcément se traduire par un solde social important.
C'est là en effet, le clivage majeur aujourd'hui entre les forces de gauche, et les forces de droite ; pour la Droite point de problème, on ne pourra renouer avec la croissance qu'à partir du moment où l'on reviendra sur toute une série d'acquis sociaux, qui constituent, dit-elle, autant de rigidités, d'obstacles à la compétitivité des entreprises.
Le maître mot ne peut donc être que déréglementation et diminution du niveau des protections sociales. Cela se traduira certes par le recul et la marginalisation de toute une partie de la société, mais c'est là un phénomène que la Droite juge inévitable. Vouloir y remédier, dit-elle, ne ferait même que renforcer les problèmes. D'où, par exemple, cette phrase de Milton Friedman qui résume la philosophie de ce courant de pensée : "les pauvres, la meilleure chose qu'on puisse faire pour eux, c'est de les laisser tranquilles".
Force est de constater que sauf à perdre son âme, la Gauche ne saurait guère s'aligner sur de telles théories, ce qui rend donc totalement illusoire cette politique du centre que l'on voudrait parfois nous présenter comme étant seule capable d'offrir un look nouveau. Accepterait-elle d'ailleurs cette marginalisation d'une partie de notre Société ? La Gauche, en effet, ne peut espérer réaliser son programme et parvenir à nouveau au pouvoir que par l'union de toutes les couches salariées que certaines couches soient marginalisées, écrasées économiquement, en venant durablement à se détourner des élections ou s'abandonner aux idéologies perverses que nous voyons fleurir actuellement, et c'est la possibilité pour la Gauche même de revenir au pouvoir qui se trouvera remise en cause.
On pourra peut-être, dans cette hypothèse, continuer à connaître certaines formes d'alternance politique, mais dans un cadre alors tellement étroit que seule changerait la tonalité un peu plus sociale ou beaucoup plus conservatrice de ce qui serait finalement une même politique.
Sauf donc à abandonner le Socialisme - et pour notre part nous ne seront jamais de ceux qui se contenteront d'un vague radicalisme ou d'un pâle républicanisme - les militants Socialistes se doivent de commencer à apporter une réponse au défi social que nous pose la mutation technologique en cours.

C’est à la lumière de cette volonté de résorber le fossé qui commence à nouveau à se creuser à l’intérieur de notre pays que nous devons redéfinir nos positions et que nous devons définir pour l’année 2000 un projet de société qui nous permette de conjuguer d’une même voix à la fois la nécessité de la compétitivité économique, mais en même temps un haut niveau de protection sociale.
Mes chers amis, nous n’avons pas à nous poser le problème de l’alternative entre compétitivité économique et haut niveau social, nous avons à dire que, pour l’avenir de la France, il faut conjuguer les deux d’une même voix.
(Applaudissements)

Le président - La parole à Louis Mermaz, ensuite à Jean-Pierre Chevènement.

Louis Mermaz

Chers camarades, un parti qui réussit à discuter dans une telle chaleur est un grand parti !
(Rires et applaudissements)
Mais je pense soudain à Pierre Mendès France qui, il y a bientôt vingt ans, déclarait à Grenoble, en plein hiver, après avoir fermé tous les radiateurs, qu’au-dessus de 17°, le cerveau ne travaillait plus !
(Rires)
Alors, j’espère que nous surmonterons cette température.
Oui, le goût d’une majorité de Français pour la cohabitation, dont on parle tant, ne tient certainement pas seulement a un désir de tranquillité publique qui se serait emparé de nos concitoyens, résulte encore moins d’un raisonnement sur le fonctionnement des institutions. Je crois qu’il faut voir dans ce goût pour la cohabitation à la fois comme un regret de ce qu’ont représenté et fait les Socialistes, mais aussi, déjà, comme une hésitation de beaucoup face à ce que fait ou à ce que ne fait pas la Droite.
Les Socialistes, après cinq ans d’exercice du pouvoir, auront dans le fond réussi à lever deux interdits et à se laver d’une sorte de malédiction historique.
Oui, désormais, ils ne seront plus dominés à gauche par "l’autre". Le problème semble historiquement réglé.
Et les Socialistes, d’autre part, ont fait la preuve de leur aptitude non seulement à commencer de changer les choses, mais également à savoir gérer la société et les affaires.
Cette confiance nouvelle de l’opinion a commencé - commencé seulement - de se manifester le 16 mars, mais certes à un niveau insuffisant. Nous aurons tout le temps de réfléchir sur les causes du 16 mars, mais dans le fond la cause centrale - et qui ne la percevrait ? - c’est qu’en 1986, pas plus d’ailleurs qu’en 1981, la Gauche dans ce pays n’était encore majoritaire. Mais manqua au rendez-vous de 1986 la conjonction d’un certain nombre de circonstances que nous avions rencontrées cinq ans plus tôt.
Les conservateurs, en cent jours, n’ont pas su créer le choc dans l’opinion. Ils n’auront pas connu d’état de grâce, ils n’auront su profiter ni des circonstances économiques internationales plutôt favorables - comme la baisse du dollar,

Fondation Jean-Jaurès

comme la baisse du pétrole, comme une certaine reprise des affaires - ni de l'assainissement de l'économie largement engagée par les gouvernements Socialistes. Le monde économique, le monde des affaires sera resté atone et n'aura pas manifesté au gouvernement de droite la moindre solidarité, sinon sa volonté - parfois une certaine rapacité - à vouloir profiter des avantages qu'on lui consentait en matière de dévaluation du franc, en matière d'avantages douaniers, d'avantages fiscaux, ou en matière de libération des prix, sans donner en retour aucun gage. Qui peut encore croire, hélas, aujourd'hui, aux 370 000 emplois promis par M. Gattaz ?... (quelques murmures)... Les indices sont demeurés médiocres depuis trois mois, le chômage, hélas, a repris sa marche en avant, l'effort de redressement a été ralenti, le collectif budgétaire, avec amputation des crédits destinés à la recherche et à l'innovation, en est le témoin. La politique économique et sociale a pris soudain un tour excessivement rétrograde, et depuis ce matin ceux qui m'ont précédé à cette tribune en ont donné de multiples exemples. Les symboles ont été présents au rendez-vous : d'un côté, la proposition de supprimer l'impôt sur les grandes fortunes, l'anonymat de l'or, de l'autre les intérêts retirés aux plus petits, le gel de l'augmentation des pensions, une politique économique et sociale ultra-réactionnaire, car nos conservateurs ne ressemblent en rien aux conservateurs britanniques de la fin du 19ème siècle qui, eux, au moins, avaient le mérite de conserver les réformes des libéraux lorsqu'ils leur succédaient. Quant aux libertés, elles aussi sont aujourd'hui rongées, et qui ne sent dans la société française, et notamment chez les jeunes, à la fois du désarroi et comme une certaine tristesse ?

Le Parti Socialiste, appuyé sur ses cinq années d'exercice du pouvoir, a pour objectif la reconquête du pouvoir. Le passé récent offre pour cela des garanties.

Mais on répète aussi partout - et cela doit être vrai - que pour reconquérir le pouvoir, il faut être fidèle au projet qui est le nôtre depuis 1980, il faut le développer, il faut proposer des solutions, notamment en matière d'emploi, il faut également réfléchir sur notre stratégie, il faut réfléchir aux structures du Parti, et après tant d'autres je n'ose plus adresser mes compliments aux deux rapporteurs, Jean Poperen et Marcel Debarge.

Oui, il faut être prêt, dès que les circonstances seront favorables, pour les saisir et, si c'est possible, pour les faire évoluer.

La fidélité au projet de 1980, qui n'est pas épuisé, la volonté d'élaborer le moment venu un programme, la volonté de transformer la société par des réformes, la volonté d'un échange entre le Parti et l'opinion, la volonté de construire une société plus solidaire en ramassant tout ce qui a déjà été proposé - et pendant la dernière campagne nous avons défendu la mutualisation des risques industriels, nous avons défendu l'idée du minimum social garanti qu'il faudra affiner - la volonté de réaliser l'égalité des chances dès l'école, à travers les études, lors de l'installation dans la vie des jeunes, la volonté de rétablir pleinement les libertés, la volonté d'être les artisans de l'efficacité économique, la volonté de promouvoir cette société que Mitterrand, un jour, a appelée société d'économie mixte, société qui aujourd'hui est battue en brèche par les

conservateurs, la volonté qui est la nôtre d'apporter dans les prochaine mois des réponses techniques mais toujours de dimension politique aux grands problèmes de notre temps qui s'appellent l'évolution de la société, l'évolution de l'économie, les préoccupations de la vie quotidienne, c'est tout cela qui nourrira peu à peu le projet qui existe déjà, qui l'actualisera, qui tendra à préparer le programme du Parti pour les prochaines échéances.
Fidélité au projet, préparation d'un programme, il faut aussi la stratégie, stratégie qui doit être celle de la continuité et celle de l'ouverture.
Oui, nous voulons rassembler la Gauche, nous voulons rassembler toute la Gauche, et c'est pourquoi, d'instinct, nous comprenons, partout où nous prenons la parole, quelle que soit la nature de nos réunions, que ce serait une faute considérable d'ouvrir une polémique avec le Parti Communiste, car l'important c'est de rassembler autour de nous. On nous l'a expliqué ce matin, il y a beaucoup d'abstentions d'électeurs qui, jadis, votaient Communiste, certaines de ces voix se sont même évadées vers l'extrême droite, donc il faut éviter toute polémique et faire en sorte qu'autour des Socialistes, la grande force de gauche en cours de construction, tous les hommes et toutes les femmes de gauche se retrouvent.
(Quelques applaudissements)
C'est ainsi que nous reconquerrons ce qui fait la force du Parti Socialiste, ce qui demain lui permettra de gagner, c'est ainsi que nous reconquerrons ceux qui sont perdus par désespoir ou parce qu'ils ne savent plus où ils en sont et qui s'abandonnent au vote du Front National.
Mais, rassemblant la Gauche, nous voulons, sur des perspectives d'avenir, rassembler bien au-delà, sans exclure personne, à partir du moment où le programme, la stratégie seront clairs, à partir du moment où nous aurons la faculté de nous ouvrir sur un programme, sur des perspectives, aux forces vives.
Le troisième point que j'aborderai - il l'a été déjà très largement - est celui des structures du Parti.
Avant les structures du Parti, on se préoccupera de la déclaration de principes. C'est un texte qui se rattache à l'histoire du mouvement ouvrier, c'est un texte qui a des racines anciennes.
Gardons-nous de tout autodafé inutile, soyons fidèles au passé, soyons fidèles à notre histoire et sachons que c'est un mouvement naturel - si le Socialisme, comme nous le pensons, est quelque chose de vivant - d'aller dans le respect du passé vers les évolutions nécessaires de la fin de ce siècle.
(Applaudissements)
Evitons toute sclérose à tous les niveaux de fonctionnement du Parti, soyons ouverts les uns par rapport aux autres à l'intérieur du Parti, soyons ouverts vers l'extérieur sur le plan de la pensée, sur le plan des propositions. Ne soyons ni orgueilleux, ni impérialistes. Ne soyons pas non plus suivistes et ne perdons pas trop de temps au débat si ancien du rapport entre les adhérents et les sympathisants.
Ne regardons pas d'une façon ombrageuse le fleurissement des clubs qui pourraient réapparaître ici ou là. Si les clubs sont des clubs de réflexion, le Parti

Fondation Jean Jaurès

Socialiste ne peut que s'en réjouir. Si le Parti Socialiste est vivant, les clubs seront des clubs de réflexion. Si le Parti Socialiste devait se rétrécir, les clubs deviendraient des éléments d'animation politique. Mais nous pensons tous que les grands choix, qu'il s'agisse des idées, qu'il s'agisse des programmes, qu'il s'agisse du choix des hommes au moment décisif pour les combats à mener, tout cela doit se faire et se réaliser au sein du Parti Socialiste, et que les partis et les structures qui pourraient apparaître ici et là sont, après tout, complémentaires si nous allons dans le sens de la vie et du mouvement.

Je ferai remarquer en conclusion que le calendrier politique, avec cette échéance de 1988 - la plus rapprochée par rapport aux autres échéances, élections locales, ou éventuellement élections générales - nous est plutôt favorable. Tenons-nous prêts, soyons attentifs, ne soyons jamais fébriles. Nous avons la chance d'avoir à la tête de l'Etat un Président de la République, Président de tous les Français, mais issu de nos rangs, élu sur les options de la Gauche. Il a encore devant lui deux ans de mandat à accomplir, ce qui est considérable : la moitié d'un mandat américain ! Et puis, dans une période d'une densité politique extraordinaire, où beaucoup de choses se mettent en place et vont se produire, l'échéance, c'est 1988.

Or, Mitterrand se trouve être le seul des Socialistes connu du grand public à ne pas être aujourd'hui présidentiable, puisqu'il est Président de la République et que nous voulons qu'il le demeure pleinement.

(Applaudissements)

Ainsi, demander, en ce début d'année 1986, à Mitterrand d'être candidat, aurait quelque chose d'artificiel voire d'absurde.

Il n'est pas interdit d'y penser constamment, mais je vous assure qu'il n'y a pas lieu d'en parler pour le moment.

Les Socialistes doivent aussi contribuer, à côté du Président - et leur rôle sera décisif - à faire élire le moment venu celui qui sera le mieux à même de faire avancer la France et aider à l'accomplissement de son destin.

Avec les Socialistes, avec tous ceux qui voudront bien se joindre à nous.

En attendant, le rôle du Président, le rôle de Mitterrand est très important pour que s'accomplisse la prise de conscience nécessaire au niveau du pays.

Il appartient aux Français de comparer l'avant et l'après 16 mars, de choisir, d'ici deux ans au maximum, entre une politique de progrès, de modernisation, de justice, que nous avons mené malgré les difficultés inhérentes à la crise, et la politique d'aujourd'hui, dont on voit de plus en plus qu'elle est une politique de retour à la réaction sociale, de retour aux privilèges.

Le Président de la République, dont les options sont connues, dont les options sont de gauche, le Président de la République ne peut cependant - constitutionnellement, et parce qu'il est démocrate - s'opposer à la mise en œuvre d'une politique sinon voulue, du moins acceptée par une majorité de Français le 16 mars. Mais comme il l'a clairement affirmé dans son message au Parlement en avril dernier, il est le garant de l'essentiel. Garant plutôt qu'arbitre. Son rôle est de garantir les libertés publiques, l'équilibre des institutions, les droits du Parlement, les acquis sociaux…

Fondation Jean Jaurès

Son rôle est de défendre le patrimoine national, menacé par le programme de privatisation des conservateurs. Son rôle est de défendre les dépendances et la stature internationale de la France.
Quant à nous Socialistes, nous sommes à la fois aux côtés du Président de la République, et clairement dans l'opposition.
La présence, à l'Elysée, de Mitterrand, dans le fond, fait entrer peu à peu dans les mœurs l'idée d'alternance.
Pour élargir notre assise, il faudra, me semble-t-il, nous opposer à la tentation des guerres civiles verbales d'où qu'elles viennent, y compris de nos rangs. Nous n'en serons que plus forts, pour imposer à l'adversaire politique… je ne dis pas à l'ennemi… nous sommes entre Français… nous n'en serons que plus forts, pour imposer à l'adversaire politique le respect des valeurs que nous croyons valeurs universelles, le respect de nous-mêmes et le respect du peuple tout entier.
Et puis, chers camardes, comptons sur la dynamique que nous entendons déclencher au niveau du pays dans les prochains mois, avec toutes les forces de progrès et toutes les forces vives. Patience, endurance, œuvre de pédagogie comme celle que nous avons faite à l'appel de Mitterrand, à l'appel de Fabius, à l'appel de Jospin, à l'appel de Rocard, à l'appel de quelques autres pour expliquer aux Français ce qui avait été entrepris.
Preuve par 9 aujourd'hui que les gouvernements de Mauroy et de Fabius étaient une œuvre et de transformation sociale et de bonne gestion de la France.
Oui, d'ici 1988, nous avons beaucoup à faire. Nous le ferons et nous réussirons.
(Applaudissements)

Le président - Je vais donner la parole à Jean-Pierre Chevènement, mais avant de lui donner la parole, afin que chacun ait une idée de la suite de notre emploi du temps de l'après-midi, j'indique que les prochains orateurs seront après Jean-Pierre Chevènement : Jean-Marc Ayrault, Pierre Mauroy, Martine Buron et Laurent Fabius. Ceci nous mènera vers 18 h et après les festivités, nous continuerons.
La parole est à Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, est-ce que 5 ans de gouvernement Socialiste resteront dans l'histoire comme un échec ou bien comme la première et glorieuse étape d'une longue marche ?
Qui fera du Parti Socialiste le grand parti de gouvernement et de transformation sociale à la fin du 20ème siècle ?
Voilà la question qui est posée et qui est entre nos mains, car la réponse dépend encore de nous.
L'histoire n'est pas écrite, selon que nous gagnerons la prochaine bataille ou non, on pourra dire que ces 5 années de gouvernement auront été un échec ou, au contraire, un succès ?
C'est dire que le 16 mars, aujourd'hui, reste, pour nous tous, un événement qui

nous interroge, un événement énigmatique par quelques côtés.
Selon certains, et quelque fois ce sont les mêmes, c'est un échec puisque le rapport de force n'a jamais été aussi mauvais entre la Gauche et la Droite depuis 1962. Et on explique que le chômage n'a pas cessé de croître, que nous n'avons pas surmonté la défaite culturelle qui avait pré-existé à notre victoire électorale, et dont témoigne la vague de l'idéologie libérale.
On peut dire aussi que la rupture de l'union de la Gauche a empêché toute mobilisation, le retrait des Communistes du gouvernement a certainement été un facteur supplémentaire. C'est une version… Il y en a une autre, une autre interprétation que je ferai mienne.
Le 16 mars 1986, c'est une bataille d'arrêt, une bataille d'arrêt comme on en gagne quelque fois en France.
Généralement du côté de Belfort, ou, quand c'est plus grave, sur la Marne.
Le Parti Socialiste a 32%… Chirac avec trois voix de majorité. Des présidentielles à 20 mois tout au plus. L'occasion est là de prendre la revanche du 16 mars. Aussi bien, - et tout le monde le constate - la Droite travaille pour nous.
Elle travaille pour nous en appliquant bêtement son programme. Je n'épiloguerai pas sur de nombreux sujets, mais puisque j'étais ministre de l'Education nationale, et ayant voulu juger sur pièces, comment ne pas constater que nous sommes devant une politique sans inspiration et sans cohérence.
Qu'on en juge !
L'abrogation de la loi Savary. La discussion d'un projet de loi va jeter à nouveau le trouble dans les universités et les empêcher de travailler.
Les crédits de la recherche sont coupés, la reforme des lycées abrogée, avant même d'entrer dans les faits, alors qu'elle était le moyen de l'ambition consistant à ouvrir à 80% des jeunes, le chemin des études secondaires longues.
Le plan informatique pour tous, passant dessous la table, il y a quelques jours, madame Alliot-Marie s'en prenant à l'éducation civique qui était le terrain d'un consensus national et qui devient l'enjeu de luttes politiciennes partisanes du plus mauvais goût.
Madame Alliot-Marie prétendait ajouter 20 pages à un programme qui en compte 5 et que je conseillerai à votre lecture puisque ces programmes sont parus en livre de poche.
Je pourrais multiplier les exemples.
Mais tout cela, mes chers camardes, ne suffit pas, et il serait désespérant que nous attendions de la défait de la Droite, notre victoire.
Nous nous devons à nous-mêmes, et nous devons à la France de proposer un grand dessein. Un dessein - et je m'excuse auprès de Michel Rocard - qui mobilise, suscite l'enthousiasme, crée une motivation dans ce que l'on appelle les forces sociales, mais je ne crois pas qu'il convienne d'opposer l'Etat et la société civile.
C'est la même chose, c'est le même mouvement. Et nous devons comprendre qu'en réalité, ce mouvement, nous devons le susciter.
Nous sommes dans une période de creux puisque nous sommes dans

Fondation Jean Jaurès

l'opposition. Cela ne veut pas dire que nous ne nous battons pas. Bien sûr, nous nous battons. Nous le savons fort bien, les choses étant ce qu'elles sont, et notre combat est forcément contenu dans les limites qui sont celles de notre force parlementaire.
Pourtant, je crois que cette période peut être propice, si nous la concevons comme une période féconde, et je ne voudrais pas, évidemment, faire une analogie avec le rythme des saisons.
Si je vous dit qu'en hiver la terre se repose et travaille, vous me répondrez que nous ne sommes pas en hiver, et vous auriez bien raison. Et si effectivement, nous devons tendre vers les 40 %, je vois à tous les moments, de ceux des camarades qui s'éventent, que nous sommes en marche pour les 40° en tout cas… Cette période pourtant - et je ne parle pas du temps qu'il fait - dans la mesure ou je crois que c'est à ce moment là qu'il faut inventer.
C'est dans ces périodes qu'il faut faire marcher son imagination, et naturellement dans le Parti, on voit que ça bouge. Ca bouge faiblement… On dit qu'il y a des clubs… tant mieux, je m'en réjouis ! J'essaie d'y contribuer. La seule règle, c'est la liberté, la liberté de penser, mes camarades, car nous avons besoin de penser pour gagner.
Notre bilan, si méritoire soit-il, ne suffit pas.
Je n'épiloguerai pas, mais la modernisation que nous avons voulu mener dans la solidarité, qu'en est-il ?
Nous avons certainement pu ralentir, mais nous n'avons pas pu juguler la montée du chômage.
La décentralisation : nous avons bien que pour trouver sa cohérence, elle a besoin d'un projet. Par exemple dans le domaine de l'aménagement du territoire, ou même de la politique scolaire ou de la politique sociale.
Les nationalisations, chers camarades, ça ne peut servir que s'il y a quand même une planification qui reste à inventer. Mais qui est quand même la base et le fondement de tout ce que nous avons dit.
J'entendais ce matin un orateur, je crois que c'est Rocard, dire que sur la planification, les gens ont tranché. Ils ont tranché, il n'y a plus de plan et c'est dommage… C'est bien dommage… Monsieur Rocard étant ministre du Plan.
(Applaudissements)
C'est dommage ! Je n'impute à personne la responsabilité, mais je demande que l'on fasse l'analyse de ce fait, de cette constatation.
Chers camarades, la victoire, elle est en nous. Elle est dans notre capacité de ressourcement et d'invention. Il nous fait en effet, inventer un nouveau chemin. Nous ne pouvons pas nous passer d'un projet. Et d'abord, pour gagner, j'entends certains qui disent : devons-nous pêcher à droite, ou pêcher à gauche ? Beaucoup disent : il faut pêcher partout.
Mais la vrai réponse, mes camarades, c'est que plutôt que de courir à droite ou à gauche, il vaudrait que les uns et les autres nous courent après. Autrement dit, que nous ayons un projet qui fasse de nous un point de ralliement.
(Applaudissements)
Alors évidemment, je ne prétends pas que ce projet puisse sortir de la cuisse

Fondation Jean Jaurès

Jupiter. Nous devons tous y contribuer.
Je voudrais simplement indiquer quelques directions qui me paraissent essentielles.
Si nous voulons aller loin, chers camarades, nous devons d'abord savoir d'ou l'on vient. C'est fondamental.
C'est Mitterrand qui disait, il y a quelques années : "La mémoire est révolutionnaire".
(Applaudissements)
Ne perdons pas la mémoire. Sachons d'ou nous venons.
Je voudrais vous parler de la République, ou de l'école et d'une certaine idée de la France.
De l'école, peut-être pour commencer.
Lisant Gérard Fuchs et quelques camarades qui ont proposé de modifier les statuts, je vois qu'ils nous proposent de renoncer à la laïcité de l'école. Mes chers camarades… (protestations et mouvements divers)… ça peut permettre un débat… j'espère que ce débat sera fructueux.
J'espère que nous pourrons convaincre certains camarades, qui ne voient pas que la laïcité et école sont le fondement même de la République dans la mesure ou l'école de la République… (applaudissements)… doit former les citoyens, doit former des hommes et des femmes capables de penser par eux-mêmes.
Indépendamment de tout dogme, elle doit pouvoir réunir des enfants de toutes origines sociales, de toute confession, de toute opinion, j'allais dire - s'agissant de leurs parents - quelle que soit l'opinion philosophique de leurs parents et ceci n'est possible que par la laïcité de l'école.
Naturellement, ceci n'est possible que par la laïcité de l'école, qui est par conséquent aux fondements de la République, si on l'interprète justement comme étant l'esprit de libre examen, l'esprit de recherche, naturellement au service de la démocratie, et je vois dans cette proposition, à première vue sympathique, une des raisons du cafouillage que nous avons connu en 1984, car comment pourrions-nous expliquer autrement la confusion qui s'est manifestée à propos du grand service public, unique et laïque de l'Education nationale, qu'à partir de l'idée qu'avaient certains camarades qu'au fond la laïcité était une vieille lune, qu'on pouvait, au fond, faire un établissement autonome, chacun ayant son projet, et comme le disait M. Legrand, l'école catholique ne sera plus nécessaire puisqu'elle pourra exister dans l'école publique. Eh bien, c'est une erreur funeste sur le plan des concepts, chers camarades ; naturellement, quand on a des idées confuses au départ, on se retrouve dans la rigole. Par conséquent, rien n'est plus important que d'avoir des idées claires.
(Applaudissements)
S'agissant de la République, j'entends dire ici et là que les Socialistes parlant de la République enfonceraient des portes ouvertes parce que la République est chose acquise. Quelle erreur, camarades. Je ne citerai ni Jaurès ni Blum encore que j'aie de succulentes citations sous la main...

Dans la salle - Oui, oui…

Fondation Jean Jaurès

Jean-Pierre Chevènement - ... mais c'est vraiment méconnaître l'histoire que de comprendre qu'un des drames de notre mouvement ouvrier est qu'après qu'il se soit développé au sein même du Parti Républicain et pour faire qu'il y ait une égalité sociale réelle, il s'est commis avec la Commune, avec la répression sanglante de Tiers qui voulait faire une République conservatrice. Il s'est produit un fossé, une coupure entre le mouvement ouvrier et la République bourgeoise, coupure contre laquelle Jaurès a lutté, et victorieusement, parce qu'il a vu, lui que le Socialisme était le développement, l'achèvement de la République et que la République était la forme politique du Socialisme. C'est une citation.
(Applaudissements)
Et, puisque vous m'en redemandez, je vais vous citer Blum : pour ou contre la République, en entendant le terme dans son sens plein, dans son sens militant, dans son sens de légende et de bataille, pour ou contre le progrès révolutionnaire, pour ou contre la souveraineté populaire, pour ou contre l'affranchissement de l'Etat et de l'individu opprimé par la toute puissance du capital ? C'est là-dessus qu'il faudra compter, chacun devra se prononcer pour ou contre.
Eh bien, c'est un texte qui est vieux de cinquante ans, mais il y a la marque d'une conception qui, croyez le, mérite de survivre car trop souvent, les débats qui nous agitent sont ceux qui sont nés après 1920, qui sont les débats entre Socialistes et Communistes, et qui ont occulté la vraie question qui est de savoir comment, à l'intérieur de la République, comment, à l'intérieur des institutions, nous pouvons en effet donner un contenu réel à l'égalité formelle, comment nous pouvons donner un contenu réel à la liberté formelle, comment nous pouvons faire en sorte qu'il y ait véritablement une République dans laquelle tous les Français soient comme frères et sœurs.
J'ai évoqué l'histoire parce que je ne crois pas que l'on puisse réduire le Socialisme à un moralisme. Le Socialisme ne peut pas faire l'impasse sur l'histoire, et d'abord sur l'histoire des idées, pas plus qu'il ne peut le faire sur l'analyse de la société, l'analyse des classes. C'est à la base même du Socialisme. Naturellement, l'évocation de la République nous donne un outil formidable si nous savons nous en saisir, pour faire prévaloir l'intérêt général contre les intérêts particuliers, d'abord contre les intérêts de classe, mais aussi chez nous contre certains corporatismes qui, trop souvent, ont proliféré à l'ombre du service public, se couvrant quelquefois du manteau du Socialisme, car croyez-le, chers camarades, il ne suffit pas de se dire Socialiste pour être, déjà, un républicain ! Soyons républicains et ce sera le pas le plus décisif que nous aurons franchi sur la voie du Socialisme, et c'est ainsi que nous entraînerons une majorité de notre peuple.
J'ai évoqué une certaine idée de la France. C'est une question actuelle, parce que la France est menacée de mort, tout simplement, pour qui sait voir, à vingt ou trente ans ; chacun peut mesurer en regardant ce que sont les courbes de la démographie, l'évolution des parts de marché, la situation de la compétition économique ou technologique, que notre pays, et plus généralement l'Europe

Fondation Jean Jaurès

sont en voie de vassalisation accélérée.
Il y a, chers camarades, en France, ceux qui acceptent cela. Il y a ceux qui sont résignés à l'empire, et il y a ceux qui n'y sont pas résignés. Il y a ceux qui sont décidés à se battre pour l'empêcher, qui pensent que la spécificité de la France, par son histoire, sa culture, sa langue, sa position géopolitique, non seulement ne doit pas être gommée, qu'il ne s'agit pas de normaliser la France, comme je l'ai lu sous la plume d'un journaliste brillant, Serge July, mais qu'il s'agit au contraire de s'appuyer sur sa spécificité pour qu'elle porte son message, qui n'est pas un message spécifique mais un message universel, qui est le message de la République, qui ne vaut pas seulement en France mais aussi dans le monde entier !
Non, tout ce qui est français n'est pas ringard ! Non, nous refusons de considérer que seul l'empire serait moderne ! Evidemment, vous me direz, il y a les sondages, la mode, ce que pensent beaucoup de nos concitoyens. Mais, chers camarades, en 1938, si on avait fait des sondages, on aurait été Munichois, et en 1940, on aurait été Vichyssois ! Alors, sachons que les sondages rendent fous ceux qui veulent perdre.
(Applaudissements)
C'est dans la mesure où le Parti Socialiste sera le Parti de la République, de la République Française, que nous pourrons inverser la courbe du déclin, construire l'Europe, resserrer les solidarités européennes, en choisissant non pas la voie de l'union politique supra nationale, mais celle d'une confédération, car l'Europe, c'est une volonté ou ce n'est rien, et si ce n'est pas une volonté, moi, je ne serai pas Européen, mais le passage obligé, c'est l'Europe, il faut le dire ; encore faut-il en prendre les moyens.
Naturellement, il faut que nous sortions des frontières de l'Europe, et que nous sachions faire prévaloir le dialogue nécessaire avec le tiers-monde, pour son développement et ce mot moderne de liberté, comme disait, je crois, Jean 23... (applaudissements)... mais, il y a des papes que je cite et d'autres que je ne cite pas !… il faut que nous fassions prévaloir cette dimension sur l'affrontement Est-Ouest.
Voilà le contenu que nous devons donner à l'Europe. Tout cela, chers camarades, demande beaucoup de force, beaucoup de volonté, beaucoup d'imagination.
Il y a un troisième thème que je voudrais rapidement aborder, c'est le nécessaire renouvellement des élites.
Nous parlons habituellement d'égalité des chances et je suis d'accord avec cette formule, encore que, naturellement, ce soit une œuvre de très longue haleine. Je ne pense pas qu'il faille opposer l'égalitarisme et l'élitisme. Il faut dire, au contraire, que l'élitisme, que j'ai appelé républicain, dans sa perfection, ce serait le Socialisme, car le Socialisme n'est rien d'autre, si l'on peut prendre une définition - je reprendrai celle de Saint Simon sur son lit de mort - que la capacité donnée à chacun d'aller au bout de ses capacités, au bout de ses possibilités. C'est cela, le Socialisme, ce n'est pas : tout le monde sous la toise, c'est tout le monde au bout de soi. Et c'est vraiment avoir une conception

Fondation Jean Jaurès

pauvre de l'homme que de vouloir, en quelque sorte, niveler les choses…
Nous ne sommes pas le Parti des laissés pour compte ! Nous ne sommes pas le Parti de la France qui perd ! Nous sommes le Parti de la France qui gagne ! Nous voulons que tout le monde gagne, nous voulons que chacun se sente appelé à la réussite ; nous ne rêvons pas de créer des institutions pour pauvres ou pour enfants en situation d'échec, ce n'est pas notre ambition ; notre ambition, c'est de fonder un Socialisme de la performance. C'est le mot qui manque. "Fort, fidèle, vivant, ouvert", très bien, "performant" aussi car nous sommes engagés dans une compétition mondiale, économique, culturelle, sociale, et nous devons être performants.
Mais, pour être performants et Socialistes, il faut comprendre que dans chacun, dans le plus petit, dans celui qui est privé de moyens, celui qui est écrasé, handicapé, il y a d'immenses possibilités humaines. Si nous ne voyons pas cela, nous ne sommes pas des Socialistes ! Là solidarité, ce n'est pas la charité !
(Applaudissements)
Vertu privée… (applaudissements)… c'est quand même une vertu, mais le Socialisme, cela consiste à donner à des jeunes, par exemple des possibilités qui, sans nous, sans l'école, sans les institutions, leur seraient fermées.
Le Socialisme, disais-je tout à l'heure, n'est pas un moralisme. Nous ne sommes pas des dames d'œuvre, que je sache. Nous sommes des hommes et des femmes unis pour transformer la société dans laquelle nous voyons une limite au développement des capacités humaines, la société telle qu'elle est aujourd'hui.
En quelques mots, je voudrais dire pour terminer quelles conséquences il convient de tirer de tout cela pour le Parti.
D'une part, le Parti n'est pas le Président. Louis Mermaz l'a rappelé en termes suffisamment clairs et éloquents pour que je ne m'étende pas sur le sujet. Le Président a la responsabilité de l'Etat. Il l'assume, avec la force de caractère que nous lui connaissons. Mais le Parti, lui, a une autre responsabilité : il a la responsabilité du Socialisme tout simplement et de l'avenir du Socialisme dans notre pays. Et c'est une responsabilité immense, vis-à-vis des jeunes générations, que de ne pas brouiller le message, que de ne pas l'édulcorer.
Quand j'entends dire que le Parti Socialiste donnerait comme mission de construire une société d'économie mixte, qui existe depuis un siècle, à laquelle en particulier a beaucoup travaillé Raymond Poincaré avec la création de la compagnie française des pétroles, je me dis que ce n'est pas vraiment la tâche du Parti Socialiste. Et quand j'entends dire que la vocation du Parti consisterait à défendre un secteur public à géométrie variable, je ne connais pas de meilleure définition de l'opportunisme, car s'il est à géométrie variable, le Parti le sera aussi !
(Applaudissements)
Nous devons faire deux choses : maintenir le cap du Socialisme et offrir un projet accessible, un projet de République moderne.
Maintenir le cap du Socialisme, qu'est-ce que cela veut dire ? C'est très simple : le Socialisme, c'est la critique du capitalisme. C'est d'abord cela. Ensuite, c'est la recherche de l'épanouissement de toutes les capacités qui sont en chacun, et

c’est le travail politique qui consiste à lever les obstacles économiques et sociaux qui s’y opposent. Et, pour cela, il ne peut pas se définir contre les pays de l’Est. Il suffit de revenir à la tradition républicaine, de donner un contenu à la devise républicaine. Il n’y a pas de contradictions entre le cap maintenu du Socialisme et le projet accessible de République moderne, parce que nous n’avons pas le droit d’offrir des objectifs irréalisables. Mais, si je prends la planification dont nous parlions tout à l’heure, ce serait déjà pas mal, mes chers camarades, et ce qui était un ingrédient de la politique moderne, selon Mendès France, que nous n’avons pas fait, vous montre bien qu’être républicain, ce n’est pas forcément être en-deçà du Socialisme ; quelquefois, si l’on était républicain, ce ne serait déjà pas si mal.

Sur l’organisation, j’ai peu de choses à dire, sinon que naturellement, comme nous sommes un parti de débat, il faut faire renaître le débat parmi nous ; c’est fondamental ; débat responsable, débat fraternel, mais notre Parti, s’il n’est pas un parti de débat, n’est pas un parti. Il est organisé pour cela dans ses sections. Nous ne pouvons pas être un parti social-démocrate, nous ne sommes pas en Europe du Nord, nous sommes en France, dans un pays qui a une tradition républicaine, et, par conséquent, il faut que, naturellement, pour accueillir davantage de militants, nous soyons plus attractifs ; nous le serons par nos idées. C’est dans la mesure où nous proposerons un projet, que nous serons plus ouverts - plus ouverts aux femmes, plus ouverts aux jeunes, plus ouverts aux militants d’entreprise.

(Applaudissements)

Alors, certains, Quilès ce matin, disaient : les courants sont-ils dépassés ? Moi, je réponds : oui. Oui, les courants sont dépassés dans les formes actuelles... (exclamations)… mais l’organisation du Parti sur la base des courants, cela me paraît un bon principe d’organisation. Le problème, c’est qu’il faut que chaque courant évolue, camarades. En ce qui concerne le courant que j’anime, c’est ce que nous avons essayé de faire, en transformant le CERES en Socialisme et République, et je pense que nous avons contribué au débat. Quilès, qui appartient à un courant qui est le courant qui a pris les responsabilités dans le Parti, s’il voulait bien aussi faire l’effort de s’interroger, si on était d’accord pour organiser la crise des courants et pour susciter leur recomposition sur d’autres bases, ce serait vraiment faire œuvre utile pour renouveler le Parti et faire monter des hommes et des femmes nouveaux, car notre système d’organisation est celui qui lie les idées et les hommes.

Il faut donc que nous soyons capables de débattre pour avoir un projet et c’est ainsi que nous attirerons beaucoup d’anciens électeurs et d’anciens militants du Parti Communiste, beaucoup de chrétiens sociaux, comme dit Jacques Delors, car c’est une dimension essentielle du dialogue que nous devons avoir avec cette famille d’esprit, sur la base de principes clairs, car s’il n’y a pas principes clairs, nous allons à la catastrophe, et avec la sensibilité collective, avec la sensibilité nationale, car il y a des gens qui ont voté à droite parce qu’ils ne se reconnaissaient pas dans la Gauche et disons-le, osons le dire, parce que souvent la Gauche leur offrait une image brouillée d’elle-même. Eh bien, donnons à ces

gens une image claire de nous-mêmes. Faisons ce travail difficile sur nous-mêmes. Remettons-nous en cause. Menons le débat dans la fraternité. Sachons faire partager l'espoir de donner demain un nouveau et grand élan à la France.
Nous avons peu de temps. Je ne crois pas, comme Lionel Jospin le disait, que nous puissions attendre la fin de 1987. Pour ma part, j'entends y contribuer bien avant. Je pense qu'un parti vivant, c'est vraiment nécessaire pour gagner, car encore une fois, ce n'est pas seulement sur notre bilan, ce n'est pas seulement adossés à ce que nous avons fait, que nous pourrons l'emporter ; c'est aussi portés par une conviction que nous serons capables de communiquer et qui fera que nous serons entraînants, qui fera de nous la majorité durable de la France, digne, de la France digne du Socialisme, de la France digne de la République.
(Applaudissements)

Le président - Jean-Marc Ayrault, tu as maintenant la parole.

Jean-Marc Ayrault

Chers camarades, cette Convention apparaît triplement opportune. il était nécessaire, en effet, de faire le point après cinq ans d'expérience du pouvoir, après notre insuccès aux élections législatives, et dans le moment politique que nous vivons et que l'on appelle coexistence.
La direction du Parti a fait un choix. La Convention n'a pas à examiner un texte qui est issu du Bureau exécutif. Cette Convention est donc largement ouverte. Le Premier secrétaire, lors de notre dernière rencontre, avait déjà souhaité que les réflexions soumises à la Convention ne soient pas - je le cite en substance - trop cadenassées par une discipline de courants. C'est donc en fonction de ces éléments que je vais aujourd'hui développer mon propos en l'articulant autour de trois idées principales.
On dit que le Parti Socialiste devrait procéder doctrinalement à un aggiornamento, certains allant même jusqu'à dire un Bad-Godesberg à la française. Or, il me semble, chers camarades, que cette clarification nécessaire, cette clarification politique, elle a déjà eu lieu ; elle a eu lieu à l'épreuve du pouvoir.
Nous avons, en effet, assumé le pouvoir en période de crise, de crise économique et de grandes mutations technologiques. Nous l'avons assumé de surcroît dans le cadre d'un pays puissant, certes, mais pas dominant et dont les structures de production et d'échange étaient mal adaptées en raison de la politique poursuivie de 1974 à 1981.
Le pouvoir nous a permis de mesurer, au prix d'erreurs, certes, mais aussi à la lumière de grandes réussites et de grandes réformes, ce qu'il était possible de faire, et dans quelle direction nous devions aller, pour moderniser notre économie et donc permettre l'avancée que nous souhaitions de la démocratie.
De ce point de vue, je crois que nous devons avoir, les uns et les autres, la lucidité de nous dire que les clivages de Metz sont, sur bien des points, atténués, et j'oserai même dire dépassés. Le pouvoir, le réel a tranché, et il a tranché en nous rapprochant. Sincèrement, chers camarades, reconnaissons-le tout

Collection Jean-Jaurès

simplement.
(Applaudissements)
Je reviendrai sur l'analyse qu'a développée Jean Poperen dans un des cinq textes qu'il a remis aux membres du Bureau exécutif, à l'occasion de cette Convention pour contribuer au débat, un texte qui s'intitule "compromis social et pacte national pour la croissance et l'emploi". Ce texte, à mon avis, s'efforce de synthétiser l'expression de toutes nos expériences, et il me semble que cette réflexion rencontre tout un ensemble de problématiques émises dans tout le Parti.
Nous avons à prendre en compte, nous qui sommes devenus un parti d'alternance, la réalité du marché mondial, nous avons à progresser encore sur notre capacité à maîtriser l'appareil d'état, nous avons à faire vivre une société d'économie mixte de marché, en utilisant tout à la fois des mécanismes renouvelés de planification et un dialogue social permanent. Mais en même temps, et c'est ce qu'a souligné Jean Poperen dans un autre texte, "front de classe et solidarité de classe", nous devons constater dans notre société que les clivages de classe n'ont pas disparu, ni même été atténués, et c'est là, je crois, chers camarades, un point essentiel qu'il ne faut pas éluder et dont les conséquences politiques sont importantes, que nous devons examiner sans aucune ambiguïté comme certains orateurs l'ont évoqué ce matin.
De ce point de vue, les pendules de certains, y compris d'entre nous, ont été remises à l'heure depuis le 16 mars, qui ne voient pas que la politique du gouvernement dirigé par Chirac est une parfaite illustration de la politique de classe. Les relèves consensuelles de certains sont tombées en poussière, l'alliance avec certains partis du centre, parfois bien imprudemment préconisée, du moins présentée comme possible par certains d'entre nous avant les élections, vraiment, clairement, qui l'envisage encore sérieusement aujourd'hui dans le Parti Socialiste et autour du Parti Socialiste ?
La réalité politique, c'est que le clivage droite-gauche s'est renforcé au moment où la sophistication croissante de la gestion économique commandait des approches renouvelées des analyses et des méthodes.
L'affaiblissement des corps intermédiaires - je pense, en particulier, aux organisations syndicales qui ont pour mission de traduire concrètement en moyens d'action les révoltes et les insatisfactions - n'a pas permis de remplacer par de nouvelles solidarités les anciennes revendications simples et claires des années 70.
Ainsi ont pu se brouiller les discours et se troubler les esprits. Ainsi certains ont-ils pu penser qu'au long affrontement historique de la Droite contre la Gauche, pouvait se substituer une querelle du modernisme et du passéisme, mais ce que l'on a ressenti comme une opposition entre le vécu politique et le vécu économique et social n'est pas un paradoxe. C'est le reflet de la lutte qui voit s'affronter le conservatisme égoïste de ceux qui détiennent encore dans ce pays la plus large part de la puissance économique, et les intérêts de la grande masse de la population. Là où la nécessité de l'intérêt général imposerait la recherche d'un compromis social, la Droite instrumente les mécanismes qui lui semblent

les plus aptes à accentuer la division des solidarités fondamentales du salariat afin de perpétuer son pouvoir, c'est là son but essentiel, et nous devons y prendre garde à la fois dans nos actions, mais aussi dans la manière dont nous élaborons nos théories et les bases de notre action.
En d'autres termes, chers camarades, alors que notre expérience du gouvernement nous a fait toucher du doigt la complexité des situations et l'indispensable vertu de l'imagination, alors que nous avons pu mesurer la nécessaire souplesse de notre comportement vis-à-vis même de certains de nos réflexes doctrinaux, la rudesse de l'affrontement politique de classe nous impose encore plus une rigueur dans notre comportement politique.
En d'autres termes encore, alors même que nous devons proposer aux Français des thèmes qui rassemblent, nous devons bannir toute équivoque contre un autre enracinement à gauche. Faute de quoi, si nous étions ambigus sur ce point, nous abandonnerions durablement et notre combat, et notre raison d'être de Socialistes.
C'est la modernité de nos propositions, leur réalisme, leur adaptation aux nécessités et aux difficultés de l'heure qui doivent rassembler autour de nous, mais cette proposition, cette force doivent rester ancrées solidement dans la conviction que les projets politiques, au sens fort de ce terme, de la Gauche et de la Droite, restent profondément antagonistes.
La deuxième idée que je voudrais évoquer est la suivante. Il est important que nous imaginions les moyens les plus adéquats pour rassembler la Gauche. En effet, si les résultats électoraux du Parti Socialiste ou de la consultation du 16 mars, peuvent être considérés sans accablement de notre part, il convient aussi de mesurer leur fragilité. Une partie des voix qui sont celles du Parti Socialiste le 16 mars sont aussi des voix du Président et non des voix du Parti Socialiste seul, et d'autre part, un nombre important d'électeurs de gauche soit n'ont pas voté, soit désarçonnés, déçus, ayant le sentiment de ne pas avoir été entendus, se sont réfugiés dans des modes protestataires, allant même jusqu'à voter pour le Front National.
Le retour du Parti Socialiste dans l'opposition et la politique de réaction sociale menée par le gouvernement Chirac ne nous assurent pas, hélas, automatiquement la récupération de ces suffrages, il faut en être conscient.
Le Parti Communiste, dans le même temps, connaît l'une des plus graves crises de son histoire. Cette crise pour la première fois sans doute n'a pas une issue certaine. L'appareil du Parti Communiste n'a pas la garantie de pouvoir verrouiller toutes ses oppositions. Il n'en demeure pas moins que ses intentions restent très claires. Les principaux dirigeants du Parti Communiste ont pris le risque d'assister encore une fois à une rétraction de l'influence de leur parti dès lors que leur parti aboutirait à rendre la Gauche durablement minoritaire dans ce pays, et s'ils y parviennent, il convient de mesurer au regard de l'histoire politique française depuis le début du siècle, le risque de voir se disperser dans la non-politique toute une génération de militants, avec ce que cela implique sur l'affaiblissement de la conscience de classe et de la conscience politique pour toute une partie de nos concitoyens.

Fondation Jean-Jaurès

Et quand on regarde le centre gauche, aucune force n'a réussi jusqu'à présent à s'installer durablement et solidement, alors même que des couches sociales modernes et en plein développement recherchent une représentation politique qui leur permette d'être autre chose que l'appoint des majorités de droite.
Nous devons donc multiplier les initiatives pour qu'aussi bien vers le centre que vers la Gauche du Parti Socialiste se rencontrent, travaillent, militent ceux qui refusent le néo-libéralisme et ses conséquences sur la société française.
A cet égard, de nombreuses initiatives ont été prises ces derniers temps. De nombreuses voix se sont exprimées et des initiatives ont été prises pour que s'organisent des lieux et des occasions de rencontres entre Socialistes et non-Socialistes. Ce contact avec notre base non pas seulement militante, mais politique et sociologique, revêt pour notre avenir une importance décisive. Nous ne pouvons pas nous résigner à voir des Français et des Françaises se sentir peu à peu exclus du débat politique, parce que les appareils de partis les dédaignent ou les repoussent. Nous ne pouvons pas nous résigner à décevoir la volonté manifeste de beaucoup de nos concitoyens à lutter contre une politique économique, sociale, culturelle, injuste, inégalitaire et, de surcroît, inefficace.
Et face à cette situation, le Parti Socialiste doit se garder d'être inerte, il ne doit pas donner à l'opinion de gauche une impression d'attentisme, une impression d'irrésolution.
Je préconiserais pour ma part que le Parti Socialiste prenne l'initiative d'un dialogue renouvelé avec les forces syndicales des salariés. Les syndicats en effet sortent d'une période de crise qui a maintenant plus de dix ans. Ils sont affaiblis. Ils sont en recherche. Or, leur rôle reste plus que jamais indispensable. Ces rencontres pourraient être l'occasion pour le Parti Socialiste de rechercher avec les syndicats une démarche qui conforte l'unité nécessaire du salariat et je voudrais à ce sujet attirer votre attention sur l'importance primordiale que revêt le problème du financement du régime de sécurité sociale et particulièrement des régimes de retraite.
Nous devons, je crois, engager une campagne réclamant la mise à plat des problèmes de financement des différents régimes sociaux et des moyens d'en assurer la pérennité, faute de quoi nous risquons un jour, qui est plus proche qu'on ne le croit, de nous trouver face à une offensive du pouvoir de droite qui remettra en cause le principe même de répartition et introduira dans nos mécanismes des systèmes de capitalisation. Or, de telles modifications porteraient atteinte à un système auquel nous tenons, avec toutes les conséquences politiques que l'on imagine ; sur cette question, nous ne pouvons pas être sans réponse et sans proposition concrète, et cela très vite.
Je voudrais, pour conclure, attirer l'attention de la Convention nationale sur ce qui parait être une des ambiguïtés les plus dangereuses de la situation politique actuelle : nous vivons un moment original de la 5ème République qui est la co-existence d'un Président de la République issu d'une majorité de gauche et d'un gouvernement soutenu au Parlement par une majorité de droite.
Par son action, ou, plus exactement, par son verbe, le Président de la République a bien su faire comprendre aux Français que la politique Chirac n'est pas la

sienne, mais la question que je vous pose, chers camarades, est celle-ci : jusqu'où ou plus exactement jusqu'à quand la situation que nous vivons restera t-elle compréhensible pour l'opinion publique ? Certes, l'échéance constitutionnelle est bien en 1988 mais l'échéance politique à partir de quel moment l'opinion de gauche considérera t-elle qu'il est nécessaire que le Président de la République s'oppose à une politique qui est le contraire de celle qu'il incarne ?
Cela, c'est une vraie question et je comprends bien que nous ne devons pas créer les conditions d'un affrontement artificiel, mais à y bien réfléchir ce n'est pas nous qui créerons en aucune façon cet affrontement, ce dernier il est inscrit dans la réalité politique dès lors que la Droite imposerait concrètement au Président de la République de signer des textes qui auraient la signification de détruire l'œuvre entreprise depuis 1981.
Alors, imaginons que demain tout le pouvoir exécutif soit entre les mains de la Droite, il ne resterait alors à l'évidence au Parti Socialiste qu'à combattre cette politique mais sans avoir la capacité de provoquer un retour anticipé devant le suffrage universel.
La situation actuelle de co-existence, elle donne au Président de la République qui est l'un des nôtres, le premier d'entre nous, la capacité de demander au peuple le cas échéant une mise au net, une approbation ou une condamnation de la politique néo-libérale conservatrice, et c'est précisément parce que le Président de la République garde cette capacité, chers camarades, que l'échéance constitutionnelle de 1988 n'est pas la seule à laquelle doit se préparer le Parti Socialiste.
Oui, chers camarades, notre combat n'est pas enfermé par une parenthèse de deux ans, il est de tous les jours et pour toutes les échéances.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Mauroy, ensuite Martine Buron.
(Applaudissements)

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, nous venons d'exercer les responsabilités du gouvernement durant la plus longue période de notre histoire. Au terme de cette législature, le Parti Socialiste s'est vu confirmer premier parti de France et a obtenu une amélioration sensible de son audience, dont il est légitimement satisfait et fier. Mais la Gauche a subi un revers électoral et la Droite est au pouvoir. Il y a dans ses réalités matière à réflexion et donc à débat.
Je pense que le Parti peut remercier Lionel Jospin et la direction du Parti d'avoir lancé ce débat, d'avoir donné un petit air extraordinaire à cette Convention ordinaire et surtout d'avoir décidé de continuer notre réflexion.
Je crois qu'il nous faut aussi remercier les rapporteurs pour la qualité de leur rapport, autant Marcel Debarge, maire de ces lieux, que Jean Poperen. Je dis simplement à Marcel Debarge que maintenant il a un record : jusqu'à maintenant, au point de vue chaleur, dans l'histoire du Parti Socialiste, on parlait

Fondation Jean Jaurès

du Congrès de Lyon, du Congrès de Toulouse, il faudra parler de la Convention du Pré Saint-Gervais.
(Applaudissements)
Matière à réflexion donc : la première réalité, mes chers camarades, est la cohabitation. Situation nouvelle qui devait arriver un jour et qui souligne le grave défaut de la cuirasse constitutionnelle.
La cohabitation fonctionne bien, ça tourne, le blocage, la paralysie sont évités, et les Français savent gré au Président de la République surtout mais aussi, dans un premier temps, au Premier Ministre, de jouer le jeu de la nation réconciliée après trente ans d'affrontements démocratiques, légitimes et quelquefois durs. Mais la cohabitation n'est pas le compromis, encore moins la compromission.
Le Président préside, le gouvernement gouverne. Est-ce une période d'attente, d'entracte ou, au contraire, marque t-elle, sans qu'on le perçoive encore, un changement plus profond, en tout cas sur le plan institutionnel ?
Pourquoi le Président est il au zénith et pourquoi le Premier Ministre est-il déjà en difficulté, alors que Jacques Chirac tout de go annonce que son action s'inscrit dans la durée pour 7 ans, 8 ans ou 9 ans, les sondages qui tombent sur lui, le montrent déjà à contre-courant. Après trois mois, ne parlons pas d'état de grâce, qui n'a pas existé, mais ce n'est déjà plus l'état de confiance.
Pourquoi ?
Parce que Jacques Chirac n'a pas gardé la mesure. La France a donné une majorité à la Droite, sans doute pour une gestion conservatrice, mais certainement pas pour une gestion réactionnaire.
(Applaudissements)
Or, le gouvernement de Jacques Chirac n'est pas seulement un gouvernement conservateur, c'est un gouvernement réactionnaire.
(Vifs applaudissements)
Réactionnaire, dis-je, mes camarades; nous avons nationalisé avec succès et sans que se produisent les drames annoncés, Jacques Chirac aurait pu jouer le symbole, laisser vivre ceux qui réussissent le mieux dans la dénationalisation, non, il choisit l'essai et va jusqu'à dénationaliser ce qui fut l'œuvre du général de Gaulle et du Conseil national de la Résistance.
Je ne parle pas du marché fabuleux de 250 à 300 milliards que représente l'achat de ces 65 entreprises, marché court, oui court en perspective, des apprentis sorciers d'un capitalisme débridé... Pourquoi diable supprimer l'autorisation administrative de licenciement, alors que l'on sait, le gouvernement le reconnaît lui même, que cela va aggraver le chômage dans les prochains mois ?
Autre exemple : serait-ce que nous avons alourdi la fiscalité des gros revenus ? Dois-je considérer ceci comme un péché dans cette assemblée ? Mais c'est vrai aussi que nous avons soulagé celle des revenus les plus faibles et des revenus de la classe moyenne. C'est de bonne guerre pour la Droite de favoriser les hauts revenus, mais c'est l'excès de supprimer l'impôt sur les grandes fortunes, c'est la caricature de l'excès d'accorder l'amnistie fiscale à ceux qui ont fraudé, à ceux qui du haut de leur échelle sociale, donnent l'exemple d'incivisme ?
Décidément, le libéralisme tourne le dos à la morale des honnêtes gens, à celle

des petites gens et à celle du plus grand nombre !
(Applaudissements)
D'autant que le gouvernement frappe dans le même temps l'épargne populaire, rétablit l'anonymat sur l'or et élève le clientélisme au rang d'une doctrine gouvernementale, en rassemblant des milliers de patrons, d'ailleurs pas décidés à se laisser endoctriner, en alimentant une campagne de dénigrement inacceptable contre les fonctionnaires, et en réservant aux travailleurs victimes de la modernisation économique le discours du libéralisme pur et dur et de la loi du marché.
Quelle contradiction majeure, d'ailleurs, que de reprendre devant l'ampleur des dégâts pour les chantiers navals, par exemple, et sans y croire, les congés de conversion formation que la Droite avait violemment critiqués en 1983 et en 1984 !
(Applaudissements)
Mais pourquoi faut il, à un moment où la Gauche favorable au secteur public et on le sait a ouvert le champ des radios privées et des chaînes de télévision privées, pourquoi faut-il saccager le secteur public au point de privatiser TF1 ?
Voilà le bilan, le premier bilan de ce gouvernement réactionnaire, et déjà ses difficultés.
La partie est-elle gagnée pour autant ? Oh, pas d'illusions excessives. La Droite a plusieurs visages et nous ne manquerons pas de le découvrir dans les prochains mois.
Mais reprenons notre interrogation première : pourquoi le Président est il au zénith ?
Deux réponses immédiates peuvent être données relatives aux qualités de celui qui exerce la première magistrature : on peut y ajouter une volonté d'apaisement, un temps de respiration avant la reprise du grand jeu que sera l'élection présidentielle.
C'était ma première analyse et c'était une manière d'analyse que je crois, on peut reprendre les uns et les autres, mais, mes camarades, l'ampleur du mouvement, et c'est une réflexion que je veux ici faire devant vous, surtout s'il se confirme dans les prochains mois, peut marquer un changement décisif : les Français aiment un Président au-dessus de la mêlée et non dans la mêlée ; les Français aspirent à une autorité magistrale qui garantisse, dans un monde dur et dangereux, la permanence d'un guide au dessus des affrontements quotidiens.
Les Français ne souhaitent certainement pas revoir un camp qui domine et opprime l'autre et nous savons ce que c'est, - nous avons été dans l'opposition pendant vingt trois ans, - en ne donnant à la France que l'alternative du maintien ou du chaos.
La faveur portée à François Mitterrand n'est pas seulement - en tous les cas nous devons y réfléchir - la gratitude exprimée au Président, qui nous a sorti d'une mauvaise passe constitutionnelle, laquelle d'ailleurs peut revenir périodiquement, même avec un mandat présidentiel réduit à cinq ans, cette faveur peut exprimer aussi, peut exprimer sans doute - nous serons fixés dans les prochains mois - quelque chose de plus profond, qui est l'approbation de la

Fondation Jean Jaurès

seconde lecture de la Constitution.
Dans ce sens le Président n'est pas un Président qui termine un septennat, mais plutôt un Président qui ouvre un autre, lequel d'une certaine manière a commencé au lendemain du 16 mars. La Droite est alors dans une contradiction absolue, et même pittoresque, puisque Jacques Chirac s'épuise à faire valoir ses droits de Premier Ministre en rêvant d'être Président, dont il nous dira dès la prochaine campagne électorale qu'il doit être maître de tout.
A vrai dire, seul le Général de Gaulle a assuré pleinement la première lecture de la Constitution, jusqu'à partir au lendemain d'un référendum perdu. L'inflexion déjà sensible avec Georges Pompidou, fut accentuée par Valéry Giscard d'Estaing qui annonçant son repli éventuel à Rambouillet mais c'est certainement François Mitterrand qui a annoncé et ouvert la nouvelle voie, et en tout les cas la nouvelle voie manifestement de la seconde lecture de la Constitution.
Je crois, qu'on n'échappera pas à revenir sur les problèmes constitutionnels et les problèmes institutionnels, et qu'en la matière il ne faut pas rêver, détruire une constitution (?), il faut savoir à partir d'une situation donnée provoquer des situations de fait, qui deviennent des situations de droit.
Il faut en tout cas que le Parti réfléchisse à ce problème supplémentaire, qu'il en tire des conséquences pour notre propre organisation des présidentielles, que l'on serait bien inspiré de ne pas commencer trop vite, compte tenu de toutes ces évolutions possibles.
Oui, il faut en tirer bien sûr aussi les conséquences pour le Parti, et c'est notre problème d'aujourd'hui? Oui, le Parti Socialiste au-dessus des septennats, des législatives, des législatures, des gouvernements, oui le Parti Socialiste dont les courants n'auraient pas à se confondre avec des clientèles de présidentielles, oui le Parti Socialiste dont les courants du prochain Congrès devront être l'expression de pensée collective, destinée à définir notre projet, notre ambition pour la fin de ce siècle, et le prochain, destinée à annoncer la bonne nouvelle d'une Gauche devenue crédible et rassemblée autour du Parti Socialiste.
On critique les courants, je pense que la proportionnelle a été une excellente chose, et que les courants sont aussi une excellente chose, ce que l'on doit à notre Parti c'est de réfléchir, c'est de penser, c'est de dire exactement ce que l'on est, où on veut aller, au niveau du Parti, et de prendre sa place tranquillement dans le combat des idées, sans essayer de tricher, et être dans l'opposition ou être dans la majorité peu importe, pourvu que le Socialisme avance et pourvu que le Parti Socialiste en profite.
(Applaudissements)
Voilà ce qui est réclamé de chacun d'entre nous, et voilà la condition dans laquelle les courants seront absolument nécessaires et comme des poumons de respiration, pour le Parti Socialiste.
Oui, nous devons aussi nous adapter, ce que je viens de dire est certainement une première adaptation, mais il en est d'autres. Nous adapter, nombreuses sont les voix qui s'élèvent avec des tonalités diverses pour nous y presser, de toutes parts, nous y sommes invités. S'adapter aux réalités contemporaines, n'a de sens

qu'en précisant notre objectif, En effet, nous sommes pleinement d'accord, qu'il y, a urgence pour le Parti Socialiste à prendre en compte dans ses analyses l'évolution économique, technologique, sociologique de notre société, oui les Socialistes ressentent le besoin d'une réflexion théorique face aux nouvelles réalisations sociales et disons-le face au développement aussi des idées de la Droite, cette adaptation là est indispensable, en revanche certains nous invitent à gommer les traits les plus saillants de notre système de valeurs, pour séduire une opinion publique jugée plus modérée, à ceux-là-en tous les cas c'est ce que je dis moi, je ne dois pas être le seul - à ceux-là nous devons tous ensemble répondre : s'adapter oui, se renier non !
(Applaudissements)
Le rôle d'un Parti Socialiste n'est pas d'être assimilé à une maison de haute couture politique sortant chaque année une collection de printemps et rassemblant les idées à la mode.
(Applaudissements)
Si en 1920, Blum s'était contenté de scruter l'air du temps, il aurait cédé au vent Communiste, Blum n'a pas cédé et c'est lui qui avait raison. Si le Parti Socialiste - et nous sommes nombreux ici à en savoir quelque chose - il y a quinze ans à son Congrès d'Epinay avait eu pour seul souci de coller le plus étroitement possible à la réalité du moment, il n'aurait eu comme alternative que de s'abandonner au gauchisme ou de céder aux facilités d'un réformisme néo-radical ou néo-Socialiste, là étaient les principales références offertes à l'opinion publique.
Nous en avons décidé autrement, et la vague des adhésions n'est pas venue d'ailleurs au lendemain du Congrès d'Epinay, comme certains le croient, elle est venue après 74, d'ailleurs et assez curieusement, après un revers en 1974, et cela a été la plus extraordinaire poussée.
Seuls le courage et la lucidité qui font des grands choix nous permettront de prendre de la hauteur et d'éclairer l'avenir, nous devons connaître et comprendre la société actuelle et pas seulement pour la suivre, mais aussi pour la transformer, Le vrai courage c'est aussi de savoir rester soi-même, peu avant les législatives une partie de l'opinion a rêvé d'un gouvernement réunissant ministres de gauche et de droite, ce rêve est même passé quelque fois sur les bancs, confondant ainsi cohabitation et union nationale. Qui n'a pas entendu dire alors qu'entre la Gauche et la Droite il n'y avait plus de différence ? La crise ayant raboté les marges de manœuvre, et qu'il n'y aurait plus aujourd'hui en France qu'une seule politique possible ?
Cette redoutable ambiguïté dont l'écho affaibli s'est propagé jusque dans nos rangs, a été brutalement dissipée par Jacques Chirac, et son gouvernement. A le regarder agir les Français voient bien que la Droite reste la Droite, tout de même, et la Gauche la Gauche !
Dès lors, nous allons pouvoir sans difficulté excessive, réaffirmer que la place naturelle du Parti Socialiste est à Gauche. Car là sont nos références et nos valeurs. Là sont nos engagements et notre stratégie.
Nous adapter donc, mais comment ?

Contribution Jean-Jaurès

Certes, le contexte économique et social, notre réflexion n'ont plus rien à voir avec ceux des 30 glorieuses, nous sommes partisans d'une croissance forte, cette croissance après la période de reconstruction qui a suivi la guerre, nous conduisit comme tout le monde à penser que la croissance forte était devenue une donnée permanente. C'est d'ailleurs bien dans cette perspective que nous avions conçu notre programme après Epinay, que nous nous étions préparés à gouverner.

Depuis, l'environnement a changé, et nos préoccupations aussi ont changé. Notre préoccupation traditionnelle qui était de redistribuer collectivement les fruits d'une croissance économique rapide, ne retrouvera son sens que si nous savons comment restaurer notre compétitivité face aux Etats-Unis, au Japon, et aux nouveaux pays industriels. Mais même sur ce plan, nous devons nous distinguer.

La répartition des coûts et des profits qu'implique la restauration de notre compétitivité exprime le choix d'une politique de Droite ou de Gauche.

Pour la Droite, il faut renouer avec la croissance en revenant sur toute une série d'acquis sociaux considérés comme autant de rigidité et d'obstacles à la compétitivité.

Les maîtres mots sont déréglementation, et réduction des solidarités. C'est la politique de Reagan, c'est la politique de Mme Thatcher, et c'est aujourd'hui la politique de Jacques Chirac. L'expérience anglo-saxonne montre des résultats économiques tangents, obtenus au prix d'une profonde destruction sociale et de la marginalisation de toute une partie de la population. La Gauche ne peut se résigner à une telle évolution et encore moins la prôner. Accepterait-elle d'ailleurs l'écrasement des faibles, qu'elle s'y perdrait, elle ne peut en effet espérer reconquérir le pouvoir et faire triompher son projet que par l'union, que par le rassemblement de toutes les couches salariées.

La Gauche n'est pas un simple courant progressiste, nous en sépare fondamentalement notre conception de l'économie de l'entreprise, et notre conception de la solidarité.

En ce qui concerne l'entreprise, l'exercice du pouvoir nous a amenés à revoir des positions façonnées par cent ans d'affrontement social, nous prenons en compte - je crois que ce sera irréversible - la notion de compétitivité, de rentabilité, bref les impératifs de la gestion, pour autant ne soyons pas naïfs, ni irresponsables.

Naïfs nous le serions en croyant qu'il n'y a d'entreprise compétitive que privée ou de saine gestion qu'exercée par un patronat fermé à tout dialogue social.

Naïfs nous le serions en rejoignant le cœur des pleureuses sur le poids des charges salariales et sociales, plutôt que d'exercer notre réflexion critique sur la répartition de ces charges en fonction de l'équité sociale, mais aussi d'une logique économique qui favorise l'emploi.

Irresponsables, nous le serions si nous ne dénoncions pas les risques que font peser les dénationalisations sur l'investissement, l'effort de recherche et finalement la modernisation économique, en sachant bien qu'un secteur public fort et indispensable, que la vie de ces secteurs publics - je le dis simplement

pour, référence et pour que chacun le sache - doit être régie par une loi de respiration (?) que j'avais proposée sans succès hélas en 1982.
C'est un simple rappel.
Pour autant, cette logique de l'efficacité n'est acceptable qu'en développant simultanément les solidarités autrement dit, notre politique de rigueur qui est maintenant comprise et approuvée, d'une certaine manière, ne pouvait être vraiment nôtre sans que soient renforcées en même temps les solidarités, et je plaindrais les Socialistes, s'il y en avait qui approuveraient la rigueur et regretteraient la solidarité.
De là découle notre volonté de faire aller du même pas le développement de l'économie et celui des solidarités, que dis-je renforcer les solidarités en temps de crise, au lieu de les réduire, tout en n'hésitant pas à reconsidérer les modalités de financement de ces actions, si l'économie l'impose et l'effet de ces transferts dans l'équité l'exige.
Mes camarades, pendant un siècle, nous avons proclamé que le signe distinctif des Socialistes était l'appropriation collective de tous les grands moyens de production et d'échange. Nous le disions déjà au moins depuis vingt ans.
Aujourd'hui, nous reconnaissons l'utilité d'un secteur privé dynamique et assuré de son avenir.
Nous disons aujourd'hui que nous voulons une société d'économie mixte - je le dis, cher Jean-Pierre - où les lois de l'économie de marché sont reconnues, mais contre-balancées par ces trois instruments fondamentaux que sont la planification, les nationalisations et l'exigence de la solidarité.
En reconnaissant franchement ce changement de perspective, nous serons plus forts pour proclamer que notre ambition est toujours la même : refuser l'économie conçue comme une fatalité ou un privilège revendiqué par une minorité, en faire l'instrument d'une politique avec ses contraintes, ses ambitions, mais aussi ses marges de manœuvre, bref une économie maîtrisée, c'est-à-dire une économie de responsabilité autant que de liberté.
Mais ce Socialisme de liberté et de responsabilité ne s'incarne pas seulement dans une nouvelle conception de l'économie. N'oublions pas que nous sommes nés, en 1920, du refus du modèle Communiste. Léon Blum exprima alors notre option fondamentale pour le Socialisme démocratique, pour le Socialisme de la liberté, et c'est dans tous les domaines que nous sommes le Parti de gauche, le Parti de la liberté.
Nous avons exprimé cette volonté durant toute la législature : l'œuvre immense de décentralisation, la libération des radios, la multiplication des chaînes de télévision, et notre souci, qui doit être réaffirmé, d'assurer le pluralisme de la presse écrite, montrent que notre attachement à la liberté n'est pas une abstraction, c'est le passage obligé pour tout, y compris pour l'économie.
Aussi, je souhaite que nous réfléchissions également au contenu de cette nouvelle citoyenneté que nous voulons promouvoir. Créer une nouvelle citoyenneté, c'est agir sur tous les plans pour que s'expriment les différences, pour favoriser les dialogues, et c'est agir aussi pour la laïcité définie comme une volonté de tolérance et de respect de la dignité de chaque homme.

(Applaudissements)
J'estime donc qu'aujourd'hui notre préoccupation ne peut plus être de savoir si nous avons changé ou non. Le changement, mes camarades, nous l'avons réalisé - et d'ailleurs des camarades l'ont dit avant moi - en mai 1981, juin 1981, juin 1982, 1983, 1984, 1985 et 1986, en mettant en œuvre une politique de rigueur et de solidarité poursuivie jusqu'à la fin de la législature. Nous n'allons tout de même pas laisser croire que nous aurions encore à découvrir un pragmatisme que nous avons manifesté dans notre gestion gouvernementale !
Mais aujourd'hui, notre ambition doit être d'inscrire cette démarche pragmatique qui a été la nôtre au gouvernement dans un projet politique à long terme. C'est bien pourquoi il nous faut adapter nos textes fondamentaux, la déclaration de principes, en se donnant le temps de la réflexion qui commence aujourd'hui.
Mais il faudra également reconsidérer l'actualité des 15 thèses sur l'autogestion adaptées par notre Parti, et pas pour faire les 15 thèses d'un radicalisme qui se substituerait au Socialisme. Il faudra finalement dire en quoi et sur quoi le Socialisme d'aujourd'hui rompt avec le capitalisme, étant entendu que nous ne voulons pas rompre avec le Socialisme.
Non - c'est Jaurès qui le disait et je vais terminer par-là, mes chers camarades - le Socialisme n'est pas une conception arbitraire et utopique. Il se meut, se développe en pleine réalité, il est une grande force de vie, mêlé à toute la vie et capable bientôt d'en prendre la direction. Le Socialisme aujourd'hui, mes camarades, c'est une doctrine, oui, une morale autant qu'une doctrine, sûrement, presque une religion ajoutait Léon Blum. En tous les cas, le Socialisme, celui qui était hier, celui qui aujourd'hui nous offre la perspective pour demain, le Socialisme d'aujourd'hui, fort, fidèle, vivant, ouvert, ce Socialisme-là, j'y crois, et j'espère que nous y croyons tous !
(Applaudissements)

Le président - La parole à Martine Buron, ensuite à Laurent Fabius.

Martine Buron

Chère Séverine, qui a donné ton nom à ce gymnase, et qui t'es battue toute ta vie pour que les femmes aient la parole, je ne pouvais pas ne pas te dédier cette intervention où je vais essayer de dire quelques mots entre deux anciens Premiers Ministres, ce qui est un grand honneur pour moi, sur la place et l'apport des femmes dans la démarche collective que nous menons ici aujourd'hui.
Et puisque apparemment c'est une bonne façon d'intéresser l'auditoire, je voudrais commencer par évoquer quelques aspects électoraux.
Bien sûr, le vote des femmes est assez mal connu et il ne peut s'apprécier qu'à partir de sondages à la sortie des bureaux de vote. Bien sur aussi, l'électorat féminin n'est pas un bloc sociologique facilement analysable. Mais divers travaux ont permis de suivre son évolution ces dernières années et les élections du 16 mars marquent dans ce processus un point d'aboutissement extrêmement

Fondation Jean Jaurès

important.
Pour la première fois depuis que les femmes votent et cela ne fait jamais qu'une quarantaine d'années - elles ont été globalement aussi nombreuses que les hommes à voter pour des listes de gauche, et davantage pour le Parti Socialiste que pour les autres formations de gauche. Je crois donc qu'on peut mettre les femmes dans le même panier que les Bretons pour les applaudissements !
(Applaudissements)
Les indications dont nous disposons permettent de noter une attirance particulièrement forte pour la Gauche chez certaines catégories de femmes.
Par exemple, chez les 18/24 ans, le vote à gauche des femmes dépasse de 5 points celui des hommes et la différence est de 7 points chez les 25/29 ans, où 60% des femmes ont voté à gauche, alors que 43% seulement des hommes votaient à gauche. Et même si chez les plus de 50 ans, globalement, le vote de gauche reste faible, chez les femmes il atteint le même niveau que celui des hommes en faveur des listes Socialistes.
Par ailleurs, le vote à gauche des femmes, cadres moyens ou membres des professions libérales, dépasse de 15 points celui des hommes des mêmes professions.
Mais on a aussi un phénomène du même genre, aussi bien chez les étudiantes que chez les chômeuses.
Un autre élément fort intéressant est de voir que les femmes sont beaucoup moins sensibles que les hommes aux arguments du Front National. 19% des chômeurs ont voté Front National, 8% seulement des chômeuses. Chez l'ensemble des jeunes de 18 à 20 ans, 15% des garçons ont voté pour le Front National, 7% seulement des jeunes filles.
Je crois que nous avons là des éléments extrêmement intéressants et encourageants. Nous ne pouvons pas connaître, par manque de matériaux, de sondages, les motivations de ces votes, mais nous pouvons penser qu'il y a eu prise de conscience chez beaucoup de femmes que c'était la Gauche, et en particulier le Parti Socialiste, qui était le mieux à même de répondre à leurs préoccupations quotidiennes et à leurs priorités, sans doute parce que la Gauche a su défendre leurs aspirations à l'emploi, à la maternité maîtrisée, mais aussi leur souci extrêmement prioritaire de solidarité sociale. Par ailleurs, il y a rejet des extrémismes et des violences du Front National, rejet aussi de son discours passéiste sur la famille et sur l'ordre moral.
Nous devons donc savoir que nous disposons d'une zone de force toute particulière dans la population féminine jeune et relativement jeune, active, et tout particulièrement chez celles qui possèdent un certain niveau scolaire.
Ce capital de confiance dont nous disposons, il ne nous est pas définitivement acquis - Alain Richard avait raison de souligner que maintenant les électeurs votent de plus en plus de façon réfléchie à chaque fois - et ce capital de confiance, il nous faut le conserver et l'augmenter.
C'est pourquoi la Commission nationale des femmes a voulu apporter une participation spécifique aux travaux de cette Convention à partir d'un petit questionnaire spécifique lui aussi, qui nous a valu des réponses de femmes de

tous les coins de France et de situations très diverses, ouvrières, universitaires, urbaines ou rurales.
Elles ressentent, ces femmes, de façon particulièrement contradictoire, je dirais même déchirante, la mutation profonde que traverse notre société. Leur vie a beaucoup changé à travers les évolutions économiques et culturelles, sanctionnées par des progrès législatifs où nous, Socialistes, avons joué un grand rôle. Mais elles disent aussi, ces femmes, la persistance des modèles traditionnels, du poids de la double journée, qui freinent cette évolution et s'opposent à une véritable prise de responsabilité dans la société. Elles sont tout particulièrement sensibles aux phénomènes de marginalisation qui menacent par exemple les femmes seules.
Leurs priorités, en deux mots, telles qu'elles se dégagent des réponses que nous avons reçues, nous concernent tous, nous Socialistes, parce qu'elles sont liées à deux des grands changements structurels de notre société dans ces dernières années : l'entrée massive des femmes dans le monde du travail et l'évolution des structures familiales.
Leurs priorités, les points forts de leurs attentes, c'est quoi ?
C'est, bien sûr, le droit à l'emploi, à travers l'accès à la formation, et le droit à l'égalité dans la vie professionnelle parce que cela, chers camarades, si c'est inscrit dans les textes de loi, cela ne correspond absolument pas au vécu quotidien dans les entreprises et nous avons là un travail énorme à poursuivre.
Et puis, il y a l'évolution de la famille, qui voit à la fois le rejet des contraintes et des structures traditionnelles, mais aussi une revalorisation de la valeur famille, que les femmes continuent à revendiquer en même temps qu'elles revendiquent l'emploi, mais bien sûr sur la base de tâches mieux partagées et de responsabilités mieux partagées.
Il nous semble urgent que le Parti procède à une réévaluation du rôle et de la place de la famille dans la société et de ses rapports avec l'Etat. Il nous faut relancer la réflexion sur ce que doit être aujourd'hui, avec les formes diversifiées que prend la famille, une politique familiale Socialiste qui assure le respect des décisions individuelles, mais aussi cet objectif de justice sociale qui est le nôtre, politique familiale qui, nous tenons à le souligner, ne saurait se réduire à une politique nataliste.
Un autre problème qui est lié aux deux précédents, c'est la gestion du temps, chers camarades. Ce n'est pas un problème propre aux femmes, ce problème de notre temps de vie, mais les femmes le ressentent avec une acuité toute particulière, elles qui souvent passent toute leur vie en jongleries entre les horaires et les contraintes. Il faut donc, si nous voulons répondre à cette préoccupation, que notre réflexion sur l'aménagement du temps de travail se poursuive, mais aussi qu'elle s'élargisse et qu'elle déborde le cadre de l'entreprise pour prendre en compte tous les aspects de la vie quotidienne.
Voilà quelques éléments de réflexion des femmes du Parti Socialiste. Ils s'adressent à tout le Parti, car ce n'est pas parce que je me spécialise dans les interventions sur les femmes - comme me le reprochait ce matin Louis Mermaz en plaisantant - que je pense que nous conserverons l'appui des femmes en

s’adressant à elles à travers des discours "spécial femmes", mais en montrant que pour chaque grand problème évoqué nous sommes conscients de la façon particulière dont elles l’étudient.
Bien sûr, nous avons évoqué aussi quelques points pratiques concernant le fonctionnement du Parti. Ils ont été communiqués à Marcel Debarge, ils seront encore creusés.
Je voudrais simplement souligner l’importance accordée par les femmes au bon accueil des nouveaux venus, au décodage du langage trop souvent utilisé dans notre bonne maison, caractérisé souvent par elles comme formalisme creux, à leur désir de formation et d’information avec le souhait très vif d’un document, d’un journal, d’un quelque chose qui soit adressé régulièrement à tous les militants du Parti. Je voudrais souligner l’importance qu’elles accordent à l’investissement du Parti, de ses élus, dans le monde associatif, parce que c’est un monde où les femmes sont particulièrement nombreuses et où elles ont le plus fort de leur engagement social, et puis aussi à un point que nous soulevons régulièrement, le problème du quota dans nos statuts, dont nous reconnaissons tout à fait que ce n’est pas une très bonne méthode pour assurer la présence des femmes, dont nous pensons qu’il est cependant irremplaçable, et au sujet duquel nous allons essayer de réfléchir quant aux moyens d’en améliorer le fonctionnement, car si j’en juge par la préparation, par exemple, des prochaines élections sénatoriales, nous risquons d’avoir le ridicule de n’avoir aucune femme élue parmi nos sénateurs en septembre prochain !
Alors Marcel Debarge disait tout à l’heure que l’affaiblissement de l’analyse marxiste traditionnelle n’avait en rien affaibli la réalité du vécu des affrontements de masse, de classes. J’aurais tendance à dire la même chose du féminisme.
Si certaines expressions, certains thèmes, ont vieilli et ne correspondent plus à la perception de la majorité des femmes, je peux vous dire qu’à travers les réponses que nous avons reçues à l’occasion de cette Convention, s’exprimait l’expérience de femmes qui vivent quotidiennement dans des situations d’inégalité, d’oppression, de violences, parce que femmes, dans leur vie professionnelle, familiale, dans l’accès aux responsabilités.
Et ce ne sont pas les premiers actes du gouvernement Chirac qui peuvent les rassurer : suppression de crédits, suppression du ministère, menaces sur le remboursement de l’IVG, etc. Raison de plus pour que les femmes nous fassent confiance et se tournent vers nous. Mais pour cela, plus que jamais, chers camarades, nous devons considérer que la disparition de ces inégalités qui frappent encore les femmes, est un élément essentiel, dynamique, actuel, de notre projet de transformation de la société et des mentalités. Non parce que c’est moral - et je suis d’accord avec Chevènement : le Socialisme ne se réduit pas à un moralisme - mais parce que les mutations actuelles, si nous voulons qu’elles soient positives et porteuses d’avenir, ne peuvent pas se faire sans les femmes.
Cette dimension devra apparaître clairement dans notre déclaration de principes.
En attendant, je vous demande, que dans vos sections, dans vos fédérations, dans

la vie quotidienne de notre Parti, ces dimensions dès aujourd'hui soient prises en compte, et demain, encore davantage de femmes nous feront confiance, viendront à nous et enrichiront le travail de notre Parti.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, la Convention est bruyante… trop bruyante.
Je voudrais, avant de donner la parole à Laurent Fabius, vous dire les noms des intervenants qui le suivront : notre camarade Le Foll de la Seine-et-Marne, ensuite, Yvette Roudy, Olivier Stirn et Henri Fiszbin. Et après, nous vous consulterons pour que vous puissiez réfléchir.
Le bureau de la Convention vous propose l'alternative suivante : ou bien nous suspendons les travaux à 19 h 30 pour reprendre les travaux en séance plénière à 21 h… pendant que la Commission des résolutions se réunira en même temps, à 21 h également.
Ou bien alors, nous poursuivons plus tardivement… mais pas jusqu'à une heure excessive… en gros 21 h, 21 h 15… ce qui signifie qu'un certain nombre d'orateurs ne pourront pas s'exprimer.
Donc, avant de vous consulter, et le nombre est important puisqu'on me signale qu'il y aurait plus de 20 orateurs, vous allez réfléchir, et maintenant, j'invite notre ami et camarade Laurent Fabius à prendre la parole.
(Applaudissements)

Laurent Fabius

Chers camarades, quelle interprétation donner des élections du 16 mars, comment regagner la majorité, quel projet pour les années qui viennent, voilà les trois questions que je voudrais aborder aujourd'hui. Je ne les traiterai évidemment pas d'une manière exhaustive, mais je les aborderai dans l'esprit de modernisation qui est au centre de nos discussions, et qui est une exigence permanente, en même temps qu'un outil de reconquête. Car même si nous sommes au début d'un processus, même si les difficultés ne manqueront pas, c'est une Convention de la reconquête que nous tenons aujourd'hui.
Ma première série d'observations concernera les élections et elle partira, comme le rapport de Jean Poperen, des faits.
Quand on cherche à analyser les votes du 16 mars, ils s'expliquent d'abord, qu'on le veuille ou non, par une très vieille ligne de partage je veux dire la pratique religieuse. En 1986, d'après les enquêtes disponibles, cet élément a joué un rôle sensible. Je pense personnellement que la querelle scolaire et les traces qu'elle a laissées ont pu avoir un impact sur pas mal de gens. J'en tire la conclusion que pour l'avenir nous devrons être particulièrement attentifs en abordant les problèmes de l'école. Nous devrons donner priorité au contenu et à la qualité de l'enseignement public. Pour autant que nous ne devons pas abandonner la notion de laïcité, qui est accordée aux nécessités d'une République et d'une société moderne, faite de tolérance, d'ouverture, de liberté, une laïcité qui n'est pas l'exclusion de ceci ou de cela, mais la garantie pour tous d'une réelle liberté de choix.

Fondation Jean Jaurès

Un second point déterminant dans les votes du 16 mars, c'est la diversité des catégories socioprofessionnelles. Nous sommes faibles chez les commerçants artisans, agriculteurs, les professions libérales, et les inactifs. A nous, de nous adresser à eux, afin de gagner du terrain. A nous d'affiner nos propositions. A nous d'ajuster notre discours pour nous débarrasser d'une caricature, celle qui, pendant longtemps a identifié notre projet politique avec la seule "classe" des travailleurs. Nous reconnaissons bien sûr les oppositions entre groupes sociaux, mais l'évolution des structures sociales, l'observation de la réalité économique nous conduisent à rejeter toute caricature et à parler sans exclusive à l'ensemble des citoyens.

Le troisième facteur explicatif, c'est l'âge des électeurs. Nous avons recueilli plus de 40% des voix chez les 25-34 ans, mais environ 20% seulement chez les plus de 65 ans. Or, il y a aujourd'hui, il y aura demain plus d'inactifs que d'actifs, dans le corps électoral. De 1981 à 1986 nous avons fait beaucoup pour ces tranches d'âge. Et cependant les chiffres sont là. N'est-ce pas, outre l'exploitation du sentiment d'insécurité, parce que nous avons donné l'impression de ne pas intégrer suffisamment dans la société les plus de 60 ans ? N'est-ce pas, aussi, parce que, compte tenu du changement, ils ont vu se brouiller un certain nombre de leurs repères. A travers les municipalités, les Conseils généraux, les Conseils régionaux que nous dirigeons, il faut qu'il devienne encore plus clair que les Socialistes prennent particulièrement en compte les problèmes des plus de 60 ans.

Mais une notion centrale, même si elle ne nous fait pas plaisir, c'est que l'ensemble de la Gauche a obtenu un score assez faible. Ce constat a été un peu masqué sur le moment par les très bons chiffres du PS. Il n'en est pas moins réel et ne permet aucun laisser-aller. Nous voulons être modernes ? Alors comme on l'a fort bien fait ce matin, évitons la langue de bois du commentaire complaisant. Non, nous n'avons pas recueilli toutes les voix qui ont quitté le PC ; non, il n'y a pas que la Droite ou le PC qui ait fourni des électeurs au Front National ; oui, nous avons sensiblement remonté dans les derniers mois du gouvernement et de la campagne, mais pas assez ; oui, même si aujourd'hui peu de monde se vante d'avoir voté à droite, celle-ci a tout de même obtenu une majorité, et il nous faudra du temps pour inverser ces données.

A partir de ces analyses sans complaisance, la question évidente qui se pose - et c'est la seconde que j'aborderai - est celle-ci : 32% de voix Socialistes ne font pas une majorité, 45% de voix de gauche non plus : comment parvenir à la majorité ? Est-ce possible ou sommes-nous condamnés à l'opposition ?

Sur un plan théorique, le débat peut être infini. Seulement, ce n'est pas en termes théoriques qu'il va se poser, mais selon des données concrètes et une chronologie particulière. Le président François Mitterrand est très solidement installé à son poste. Rien ne doit être dit ni fait susceptible de l'affaiblir, pour aujourd'hui et pour demain.

La prochaine échéance, ce sera selon toute vraisemblance l'élection présidentielle, et la question des 32% de voix Socialistes n'a pour ce type d'élection pas du tout la même incidence que pour une autre puisque dès

maintenant les prévisions situent une candidature Socialiste autour de 50% des voix. Si notre candidat l'emporte à l'élection présidentielle, il y aura, dans la foulée, des élections législatives. Et là, j'espère comme en juin 1981, il s'agira de faire jouer l'effet de levier de l'élection présidentielle. Cette chronologie donc nous sert.

Mais, nous le savons tous, en politique rien n'est mécanique et une multiplicité de facteurs interviendront. Quelles conséquences aura le découpage électoral, inquiétant quand on connaît son auteur ? Quelle sera l'attitude de la direction Communiste ? Quelle capacité d'influence exercera-t-elle sur les électeurs ? Quand et avec quelle intensité se développeront les divisions de la Droite ? Les réponses à ces question seront déterminantes pour le résultat final. Reste le fait essentiel : dans la chronologie probable - d'abord l'élection présidentielle puis les élections législatives - il n'est pas hors de portée pour nous d'obtenir une majorité.

Alors la reconquête ? Elle dépendra évidemment beaucoup des résultats du gouvernement. Il y avait des déçus du giscardisme dans notre victoire de 1981 ; il y a eu des déçus du Socialisme dans la victoire conservatrice de 1986 ; il commence à y avoir des déçus de la Droite. Déjà la question qui fleurissait, paraît-il, il y a un an ("quelle différence entre la Droite et la Gauche ?") cette question on ne l'entend plus ! Trois mois de travaux pratiques ont suffi. Bien que vieux d'à peine plus de 100 jours, beaucoup a été dit concernant le cafouillage du nouveau gouvernement, les atteintes aux libertés, le caractère réactionnaire de ses décisions. Je relèverai surtout le fossé entre les préoccupations économiques et les choix sociaux. Et l'inégalité dans la répartition des efforts. Là où nous avions cherché, nous, à réconcilier les groupes divers dans l'entreprise et dans la société, la Droite pratique une politique de l'injustice : n'est-ce pas de cela qu'il s'agit quand d'un côté elle supprime l'impôt sur les grandes fortunes, au moment même où de l'autre elle refuse toute augmentation des retraites ? Amputer, annuler, abroger. Il y a des gouvernements bâtisseurs. Celui-là, jusqu'à présent, démolit.

L'autre aspect qui saute aux yeux, c'est l'influence des groupes de pression. Il a suffi qu'une certaine presse hausse le ton pour qu'on se hâte de blanchir législativement le groupe Hersant. Ces pressions vont culminer avec l'éventuelle privatisation de TF1. A cet égard, je veux souligner combien le débat sur cette question est souvent mal posé. Lorsqu'on présente le service public comme nécessairement lourd et partisan, et la privatisation comme immanquablement pluraliste, c'est une erreur ou une manipulation ! Le service public a des défauts, soit ; on peut les corriger sans pour autant le détruire. Mais comment peut-on laisser entendre que, dans le secteur audiovisuel, privé rime toujours avec liberté ? Qu'on demande donc ce qu'ils en pensent aux journalistes récemment renvoyés de ces groupes privés parce qu'ils ne pensent pas "comme il faut". Le problème posé avec la vente de TF1 n'est pas de savoir si, en théorie, il est souhaitable ou non qu'une chaîne de TV soit privatisée. La question concrète est de savoir si dans quelques semaines le groupe Hachette, le groupe Goldsmith ou le groupe Hersant dominera l'audiovisuel français et dictera sa loi.

Fondation Jean Jaurès

Mais ce sera le jugement économique qui sera évidemment décisif. Il sera porté avec plus de force à l'automne. Il devra l'être à la lumière d'une remarque. Ce gouvernement - on le dit trop rarement - bénéficie à la fois d'un héritage appréciable et d'un environnement international favorable. De mars 1985 à mars 1986, le PIB a augmenté de 2,8%, l'inflation a été inférieure à nos partenaires européens, l'investissement productif a progressé de 9% et le chômage a reculé de 25 000. Le cumul d'un pétrole peu cher et d'un dollar bon marché représente en outre, pour la France, une économie proche de 100 milliards. Ce gouvernement hérite donc d'atouts réels. Il lui revient de ne pas les gâcher. Je pourrai égrener une liste. Elle serait inutile. Chacun sait que le gouvernement a des difficultés. Il annonçait le changement par la confiance, elle n'est pas là. Il proclamait "vivement demain", on commence à lui retourner le compliment.

Dans ces conditions nous devons, nous porter critique de ce qui, dans cette politique, le mérite ou le méritera, sans concession. C'est ce que fait le Parti sous la direction de Lionel Jospin et nos groupes parlementaires, sous l'impulsion de Pierre Joxe et d'André Méric. Puisque nous avons vocation à redevenir le gouvernement de demain, nous devons développer nos positions en termes très responsables. Car nous ne sommes plus voués à gouverner quelques mois tous les 20 ou 30 ans, nous devenons le Parti de l'alternance : sans abandonner notre objectif de transformation de la société, nous devons refuser le comportement du tout ou rien.

C'est là où intervient la réflexion sur notre Parti et sur son fonctionnement. Les propositions rassemblées dans le rapport de Marcel Debarge me paraissent bonnes et réalistes. Parmi celles-ci, tout ce qui concerne la création d'un large réseau de sympathisants - que j'ai commencé d'appliquer moi-même dans mon département - me paraît excellent. Il nous faut nous ouvrir à de nouveaux électeurs, à de nouveaux militants, à de nouveaux sympathisants.

Dans quelle direction devons-nous nous ouvrir, demandent certains : à gauche, au centre ? Je réponds l'évidence, c'est-à-dire de tous les côtés, sachant que c'est lorsque nous sommes nous-mêmes (l'expérience historique le prouve) que nous gagnons des voix partout simultanément. Nous ouvrir sans nous renier, voilà pour moi l'objectif de cette Convention. Devrons-nous alors attendre, sans bouger, que ces électeurs ou ces militants nous rejoignent ? Non, nous devons aller à leur rencontre, comme nous avons commencé de le faire, leur dire expressément que nous souhaitons les accueillir, ces hommes et ces femmes qui, jusqu'ici n'étaient pas des nôtres (radicaux de gauche, Communistes, gaullistes, centristes, écologistes, adhérents des clubs ou sans parti).

Nous n'exigeons pas de passeport, nous serons heureux de réunir tous ceux qui sont rebutés par la politique du gouvernement actuel et qui sont du côté du progrès. C'est l'intérêt du pays. Notre Convention est un appel au rassemblement de toutes les forces d'alternance.

Chers camarades, notre capacité à atteindre et à conserver la majorité s'appuiera enfin sur notre projet ou plutôt notre plate-forme. La déception probable à l'égard des autres ne suffira pas pour gagner et surtout pour durer. Beaucoup dépendra de ce que nous pourrons propose nous-mêmes, en particulier sur le

terrain qui écrase tous les autres : le travail et l'emploi.
Etre moderne pour un parti, c'est bien sûr adapter son fonctionnement, mais c'est d'abord répondre aux questions que se pose la société C'est pourquoi c'est cette question majeure du travail et de l'emploi que j'aborderai maintenant en quelques mots.
Chers camarades, cela fait maintenant 18 ans que le chômage augmente en France. Les explications ponctuelles ou conjoncturelles ne suffisent pas. Selon les travaux du commissariat au plan, il faudrait pour ramener le nombre des chômeurs à son niveau de 1973 retrouver un rythme de croissance durablement et nettement supérieur à 3%. Selon d'autres travaux, pour stabiliser le taux de chômage à son niveau actuel, il faudrait créer annuellement plus d'emplois que dans la période la plus prospère de notre histoire. La conclusion frappe comme un coup de poing : sur la pente actuelle, le chômage ne reculera pas.
Pour aborder ce problème - et je ne donnerai aujourd'hui que quelques pistes - il me semble que la Droite et nous-mêmes nous sommes désormais d'accord sur un certain nombre de mots : compétitivité, investissement, exportation, meilleure croissance. Cela n'empêche pas de notre part les critiques. Car, contrairement à ce que pense la Droite (lorsque par exemple elle supprime toute autorisation préalable de licenciement), la compétitivité n'est pas exclusivement économique, elle implique cohésion et innovation sociale ; de même l'investissement productif ne sera pas encouragé par les privilèges aux placements spéculatifs ou par le bouleversement des règles du jeu économique que représentent les privatisations ; quant aux progrès à l'exportation, ils sont à long terme contradictoires avec le coup d'arrêt grave porté à la recherche scientifique. Nous sommes d'accord sur certains mots, pas sur les faits.
Notre apport de Socialistes va évidemment au-delà.
La première réponse que nous apportons à la question de l'emploi et du travail s'appelle la formation. Si les jeunes, notamment les jeunes filles, sont particulièrement nombreux à être au chômage en France, si le chômage de longue durée est si massif, cela est dû pour une bonne part aux carences de la formation. Après le 19ème siècle, où l'économie avait besoin surtout de la "force physique de travail" et où, pour le plus grand nombre, aucune formation n'était requise ; après la période allant de la fin du 19ème siècle jusqu'aux années 1970, où les besoins de qualification augmentaient mais où on prenait un métier pour la vie, avec d'abord le temps de la formation, ensuite le temps de la production ; voilà que nous sommes entrés dans une troisième phase où à toute vitesse, les métiers changent et les personnels changent de métier. Il y aura dans les années qui viennent probablement de moins en moins d'ouvriers spécialisés, et de plus en plus d'opérateurs sur machine, capables de faire face à plusieurs fonctions. Produire, ce ne sera plus restituer un savoir-faire acquis une fois pour toutes mais innover, communiquer, repousser les limites de l'intelligence humaine ou artificielle. Dès lors, pour s'adapter, il ne sera plus possible de séparer temps de formation et temps de production. Le travail recouvre désormais l'un et l'autre. Il devra donc y avoir dans la vie professionnelle d'un salarié alternance systématique de périodes de formation et de production aussi bien dans

l'entreprise qu'au dehors.
C'est pourquoi pour les années qui viennent, nous devrons, nous, explorer toute une série de voies nouvelles, allant de la coordination de l'unité des services, de la formation et de l'emploi (peut-être avec une dimension régionale), à la création d'un congé de conversion généralisé pour favoriser le reclassement des licenciés économiques. Nous devrons mettre en place - nous avons commencé, Pierre Mauroy et moi-même - un programme plus ambitieux de formation pour les chômeurs de longue durée et développer les formations en alternance pour les jeunes en voie d'insertion. Les conservateurs comptent sur l'action individuelle et spontanée pour résoudre le problème de l'emploi. Ils ne mettent pas assez l'accent sur la formation et sur le rôle de la collectivité pour lutter contre l'exclusion : ce doit être notre priorité numéro un.
Notre seconde direction de recherche, ce sera l'essor du travail sous toutes ses formes, professionnelles ou non. Il faudra de plus en plus sans doute dissocier le travail de l'emploi rémunéré car le volume du temps de travail professionnel des français diminue. D'ici quelques années, il sera de moins de 35 milliards d'heures alors que le temps libre des adultes représentera 90 milliards d'heures et leur temps de travail domestique environ 70 milliards. Même si cela n'est pas agréable à dire ou à entendre, les emplois "traditionnels" ne pourront sans doute être suffisamment multipliés. C'est dire que les frontières du passé entre le travail et les loisirs, entre le "productif" et le "non-productif", entre la production et la consommation, peut-être même entre l'emploi et le chômage, ces frontières vont se transformer au cours des années qui nous séparent de la fin du siècle. En l'an 2000, les créateurs se situeront non plus seulement dans l'univers traditionnel de l'usine, de l'atelier ou du bureau, mais dans le cadre du domicile privé, du groupe de voisinage, du réseau associatif.
Dans ces conditions, l'activité devra partout et sous toutes ses formes être encouragée. Les personnes au foyer, les jeunes désœuvrés, les chômeurs isolés, devront au même titre que les salariés "ordinaires" pouvoir participer à la vie de la cité. Il nous faut aujourd'hui, sans bien sûr systématiser la précarité, explorer des voies complémentaires (les entreprises intermédiaires, la participation à la vie associative, les solidarités de voisinage). Il nous faut lutter contre l'exclusion qui accompagne le plus souvent le chômage. Il nous faut amplifier l'effort, en particulier en direction des personnes de plus de 55 ans ou de 60 ans qui refusent d'être rejetées à la périphérie de la vie et qui veulent avoir leur pleine place dans la société. Nous avons commencé de le faire au gouvernement. Nous devons aller plus loin. La pensée Socialiste s'est construite autour du concept du travail entendu au sens classique. Notre démarche doit enrichir ce concept et adapter nos propositions à l'évolution du monde moderne, en même temps qu'elle contribuera à le faire bouger.
La troisième réponse à ce défi du chômage, de l'emploi, de l'activité, c'est la solidarité. Aujourd'hui, il existe déjà un partage du travail, mais c'est un partage à la hache opéré par loi du plus fort et qui laisse sur le bas-côté, 2,4 millions d'exclus. Nous voulons aller, nous, vers un meilleur partage du travail et du temps, qui nécessite la solidarité. La solidarité concernera l'aménagement et la

réduction négociée du temps de travail. La solidarité sera aussi financière. Pour y parvenir, aucun des partenaires ne sera de trop : les salariés, les entreprises, les familles, les syndicats, les pouvoirs publics et les groupes plus ou moins organisés. Chaque groupe doit avoir son mot à dire. L'une des questions majeures à trancher en matière de solidarité sera de savoir dans quelle mesure et à quel rythme, en dissociant le travail de l'emploi rémunéré, on ira vers la création d'un revenu minimum que nous avons proposé et comment celui-ci sera complété.

Mais la population, les jeunes en particulier, ne comprennent pas qu'alors que les problèmes sont de plus en plus internationaux, les solutions ne le soient pas. La solidarité devra être européenne. L'Europe est un des moyens concrets pour permettre une croissance plus forte. Nous devons proposer d'avancer plus loin et plus vite sur le terrain économique, monétaire, social et politique.

Enfin la solidarité internationale devra s'exercer à l'égard du tiers-monde. Il est clair qu'aucune solution durable ne sera trouvée au manque d'emplois professionnels si l'énorme potentiel des pays pauvres n'est pas mis en œuvre afin d'offrir au monde entier un pouvoir de consommation à la hauteur de nos capacités de produire.

Bref, là où les conservateurs pensent que l'action libre des entreprises suffira à tout résoudre, là où ils acceptent la société duale, et se préoccupent plus ou moins après coup du sort des laissés pour compte, notre approche à nous reconnaît davantage de complexité aux problèmes, cherche à organiser la société et la production pour limiter le risque de coupure sociale, vient en aide systématiquement aux plus déshérités, par la solidarité et le partage. Notre modernisation est une démocratisation, pas une exclusion. Cette question du travail et de l'emploi est si importante, elle engage tellement notre avenir que je suggère qu'elle fasse l'objet d'une de nos prochaines Conventions.

Tout cela, on le voit, entraînera des remises en cause. Beaucoup d'inconnues subsistent car de multiples scénarios sont possibles. De toutes façons, compte tenu des évolutions économiques et techniques, il faudra bouger. Il faudra avancer. Mais pour oser le faire, chacun doit pouvoir être sûr que la société sera là comme un filet de protection Nous représentons à la fois les initiateurs de la modernisation et ceux qu'elle menace. C'est pourquoi le contenu de notre projet rejoint notre stratégie électorale : c'est un projet de rassemblement. C'est une approche qui peut apporter l'équilibre entre la sécurité et le risque, le social et l'économique, le collectif et l'individuel. C'est en ce sens que nos valeurs permanentes sont accordées à la société moderne.

Un dernier mot, chers camarades, qui reliera la modernisation, l'unité de notre Parti et la reconquête. Chacun sait que cette unité est la clé et que, si beaucoup est possible aux Socialistes rassemblées, rien à coup sûr ne le serait aux Socialistes désunis. Je réfléchissais l'autre jour à cette question et je me demandais : au fond notre Parti est-il plus uni qu'il y a 10 ans ou même 5 ans ? Sur le seul terrain qui comptera à long terme, je veux dire celui de nos convictions, et sur la base de ce que j'ai entendu aujourd'hui, je pense que la réponse est oui

Fondation Jean Jaurès

Il reste bien sûr des différences, mais la réflexion, l'action, la pratique du Parti et du gouvernement ont approfondi notre unité. Gardons-nous de la mettre en cause. Je souhaite que cette Convention sur la modernisation du Parti et les travaux qui la suivront renforcent encore cette unité. A partir de là et pour les échéances qui viennent, nous serons alors bien placés pour réussir la reconquête.

Robert Le Foll

Chers camarades, nous sommes aujourd'hui dans des circonstances privilégiées pour évoquer les problèmes de l'Outre-mer, puisque tous les responsables du Parti sont regroupés dans une ambiance tropicale.
Cette Convention offre l'occasion de faire le point sur les acquis de notre politique...
(Brouhaha)

Le président - Chers camarades, il n'est pas possible de continuer dans ces conditions. C'est pourquoi j'invite les camarades soit à s'asseoir, soit à sortir très rapidement, le mieux étant évidemment de rester pour entendre les orateurs. Je rappelle que Robert Le Foll sera suivi par Yvette Roudy, Gérard Fuchs, Olivier Stirn et Henri Fiszbin. Après, vous serez consultés.
Je pense que maintenant, nous pouvons reprendre. Soyez un peu solidaires. Il ne suffit pas de le dire, il faut aussi le montrer.
La parole est maintenant à Robert Le Foll.

Robert Le Foll - Cette Convention, disais-je à l'instant, offre l'occasion de faire le point sur les acquis de notre politique pour l'Outre-mer, de préciser notre organisation et de réfléchir à nos objectifs pour l'avenir. L'Outre-mer constitue un enjeu important pour le Parti Socialiste, la France et l'Europe. Il suffit de se référer à l'actualité pour le constater. La Nouvelle-Calédonie aujourd'hui, les Antilles, la Guyane, la Réunion ou la Polynésie à d'autres périodes, font les gros titres de la presse. Leur situation géographique, les problèmes économiques posés, le devenir d'une jeunesse nombreuse, la recherche de l'identité, autant de réalités auxquelles nous devons réfléchir.
La population des départements d'Outre-mer représente près de deux millions d'habitants, sans compter les six cents mille ressortissants qui vivent en métropole, tous attachés à la France, mais désireux aussi d'être reconnus dans leur spécificité.
La politique que nous avons mise en place depuis 1981, caractérisée par la régionalisation, a concilié ces deux exigences auparavant antagonistes et jeté les bases du développement économique, priorité du 21ème siècle, pour les trois quarts des peuples du monde.
Aujourd'hui, les populations et les élus de l'Outre-mer ont la possibilité de déterminer leur avenir, de valoriser leur culture.
Les institutions régionales et les orientations économiques choisies ont permis le rétablissement de la paix civile et recueilli la confiance des populations, puisque la Gauche y compte de nombreux parlementaires, dirige 3 Conseils généraux sur

Fondation Jean Jaurès

4 et deux Conseils régionaux, sans compter les nombreuses mairies.
C'est un succès de notre Parti qui assume désormais davantage de responsabilités, mais ce succès exige de nous une organisation rigoureuse et une présence de tous les instants sur le terrain.
Le collectif Dom-Tom regroupe les Premiers secrétaires fédéraux, les élus et la direction du Parti, et travaille à la définition de notre politique.
La Commission des ressortissants d'Outre-mer traite des problèmes posés en métropole à la communauté, elle vient de consacrer sa réflexion au grave problème du logement et du racisme, ce qui irrite nos compatriotes de l'Outre-mer.
Comment empêcher que les Commissions d'attribution de logements HLM refusent dans beaucoup de communes d'attribuer un logement à un antillais, parce qu'il est différent ?
Comment éviter que les ressortissants se sentent rejetés à travers les manifestations racistes qu'ils vivent quotidiennement ?
Nous avons conscience qu'il faut une action cohérente du Parti Socialiste face à ces réalités. C'est pourquoi nous avons demandé à chaque fédération de la région Ile de France de désigner un responsable au département des territoires d'Outre-mer.
Nous proposerons la même démarche aux camarades des régions où vivent de nombreux ressortissants.
Enfin, les présidents de Conseils généraux Outre-mer ont décidé de se rencontrer pour s'organiser et répondre aux menaces que constitue la politique de la Droite qui commence à s'attaquer à la régionalisation.
Le Parti réunira désormais régulièrement les parlementaires, les présidents d'assemblées, nos représentants au Conseil économique et les premiers fédéraux pour coordonner nos positions e t nos actions sur le terrain.
La spécificité des départements d'Outre-mer se constate aussi à l'intérieur de nos fédérations. L'éloignement de la métropole, les habitudes politiques locales, le contrôle de l'économie et de l'information par quelques uns, la multiplicité des structures de décision gouvernement et Communauté économique européenne, par exemple, caractérisent la situation politique locale.
Rien à voir avec la vie de nos fédérations métropolitaines. Le Parti porte donc une attention toute particulière à l'Outre-mer pour mettre en œuvre la politique adaptée au terrain et donner les moyens à nos militants de progresser encore en luttant pour leurs objectifs.
Rappelons également que la politique intérieure française sera à nouveau marquée dans les mois à venir par les choix du gouvernement de droite envers les Dom-Tom. Les décisions concernant la Nouvelle-Calédonie inquiètent. Quand le ministre Pons déclare hier soir qu'il n'y a pas de problème en Nouvelle-Calédonie, cela donne une idée des mesures qu'ils vont prendre. Ils vont ignorer une moitié de la population et peut être, malheureusement, rallumer les conflits.
Il en est de même dans les départements d'Outre-mer où ils tentent de remettre en cause la région qui a donné le pouvoir aux élus. Il nous faut donc réaffirmer

nos positions fondamentales, à savoir appartenance des Dom-Tom à l'ensemble français, spécificité et reconnaissance du droit à la différence à travers la régionalisation, nécessité de l'intégration dans l'environnement régional, priorité au développement économique, appartenance à l'Europe et vocation à jouer un rôle dans le dialogue Nord-Sud.
Pour y parvenir, nous devons améliorer la formation des militants, approfondir nos relations avec nos amis politiques et coordonner les actions des élus, des parlementaires et des militants sur le terrain.
Pensons-y toujours, les Dom-Tom pèsent lourd au moment des choix décisifs.
Le Parti Socialiste déjà premier parti dans la majorité des départements et territoires d'Outre-mer porte les espérances de larges couches de la population. Il est destiné à devenir la force symbole du progrès institutionnel social et culturel.
(Applaudissements)

Le président - Je donne maintenant la parole à Yvette Roudy, et la présidence sera assurée par Louis Le Pensec.

Yvette Roudy

Mes chers camarades, nous voici donc réunis en Convention pour la première fois depuis le 16 mars pour entreprendre, pour entamer une réflexion sur nous-mêmes, sur ce que nous sommes, sur ce que nous voulons et comment nous avons l'intention de reprendre l'initiative dans une perspective de reconquête du pouvoir.
L'analyse des cinq années que nous avons passées au gouvernement et qui viennent de s'écouler nous éclairent pour quand nous voudrons la reprendre de plus près et à cet instant je joindrai aussi toutes mes félicitations au rapport de Jean Poperen et de Debarge qui nous ont, dans ce domaine, bien éclairés, mais nous avons besoin d'aller plus loin. Nous devons absolument savoir ce qui a marché, ce qui n'a pas marché, pourquoi ça a marché, pourquoi cela n'a pas marché et il faudra avoir le courage d'en tirer les leçons pour l'avenir.
Cette Convention nous permet aussi de faire le point sur les 100 jours du chiraquisme et sur ce que l'on appelle la cohabitation ; cette situation politique, cette situation institutionnelle quasi surréaliste, de mon avis, cette situation nouvelle d'un gouvernement de droite, présidée par un président de la République de gauche, un gouvernement qui applique une politique de droite, une des plus musclées que nous ayons connues et conduite au pas de charge, cette situation, mes chers camarades, continue de troubler bien des esprits dans l'opinion, crée beaucoup de confusion, beaucoup ne comprennent pas cela.
Le temps, sans doute, notre attitude, notre capacité à expliquer les choses, notre capacité à les manifester doivent faire comprendre à ce public qu'il doit cesser de rêver d'un pays où il n'arrivera jamais, d'un pays qui n'existera pas de sitôt et où droite et gauche confondues pourraient gouverner ensemble.
Ce meilleur des mondes n'est pas de notre monde, Pierre Mauroy l'a fort bien dit, simplement, justement la Droite existe, la Gauche existe, nous avons des

Fondation Jean-Jaurès

projets différents, des philosophies différentes, des valeurs différentes, des cultures différentes, elles ne peuvent pas cohabiter dans un gouvernement.
Nous respectons les institutions, nous sommes des démocrates, mais nous avons des valeurs différentes, il faudra là-dessus dissiper la confusion qui est toujours là.
Et puis, nous avons aussi à faire le point sur notre Parti. Nous sommes à gauche le Parti dominant. Cela représente des avantages, aussi quelques inconvénients. L'avantage, c'est que nous pouvons être le pôle attractif de toute la Gauche, et au-delà, pour élargir notre capacité d'attraction, pour atteindre ces 40% que nous voulons...
(Brouhaha)
J'espère, monsieur le président, que je ne dérange personne ? Je peux continuer ?
Donc, mes chers camarades, pour atteindre cet objectif, le meilleur moyen, selon un grand nombre d'entre nous, cela a été dit, je le répète, c'est évidemment d'être nous-mêmes et de rester fidèles à nos valeurs. Nous avons à travailler sur un projet, et ceux qui se reconnaîtront viendront à ce moment-là vers nous. Avant de nous demander avec qui nous allons nous associer, demandons-nous quel projet allons-nous bâtir ?
Ce projet n'a pas à avoir l'ampleur de celui que nous avons déjà présenté. Nous avons besoin d'un certain nombre de points, nous avons besoin d'une plate-forme programmatique. Nous vivons une époque beaucoup plus tournée vers les techniques et la technologie, vers la communication, que vers la philosophie ou les théories. Il faut en tenir compte, mais il ne faut pas pour autant renoncer à nos valeurs. Il faut rester attaché à nos convictions, à notre recherche de justice, d'égalité de chances, de solidarité à l'intérieur de la France et aussi avec le tiers-monde. Mais notre société présente des problèmes nouveaux, ce sont les problèmes des marginaux, des laissés pour compte du progrès ; nous avons une poche importante de marginaux qui se constitue de plus en plus dans notre pays, composée d'immigrés, de chômeurs de longue durée, d'handicapés, de nombreuses femmes, de tous ceux qui sont mal préparés aux temps nouveaux.
Si nous n'y prenons garde, nous allons nous enfoncer dans une société duale, à l'américaine, avec d'un côté les nantis, les privilégiés, qui occuperont les beaux métiers, les postes sûrs, bien rétribués, et de l'autre, les défavorisés, voués au travail précaire. Cela, nous ne le voulons pas, mais nous savons que ce sera très difficile à éviter, d'où la nécessité de rechercher d'une manière beaucoup plus affirmée de ce côté-là avec une utilisation plus large de la formation que nous ne l'avions fait quand nous étions au gouvernement. La formation devra être davantage diversifiée et nous devrons plus généraliser un certain nombre d'expériences qui nous ont simplement permis de démontrer la bonne direction de notre recherche.
Sur le plan économique, je ne dirai rien puisqu'il faut être bref, d'autres camarades le diront, mais je crois que nous devrons, là aussi, avoir un esprit plus ouvert; il ne sera peut-être pas indispensable de refaire exactement ce que nous avons déjà fait, il ne sera peut-être pas indispensable de reprendre les

Fondation Jean Jaurès

nationalisations comme nous l'avons fait au début. De cela, il faut discuter.
Enfin, et pour terminer, il faudra avoir plus d'attention pour la vie quotidienne, en général, et naturellement, sur ce que nous faisons par rapport aux femmes, sujet sur lequel je dirai peu de choses, puisque Martine Buron a largement déblayé le terrain. Elle vous l'a dit, pour la première fois, et c'est un fait historique, aux dernières élections, les femmes ont voté pour nous plus que les hommes. En 81, elles ont voté pour nous autant que les hommes ; cette fois-ci, elles ont voté davantage, elles ont été plus nombreuses.
(Applaudissements)
En outre, cela a été dit par Martine, elles sont moins attirées par les extrêmes ; elles ont été moins attirées par les partisans lepénistes et ceux de Georges Marchais. Ce public n'est pas pour autant définitivement acquis. Je crois pour ma part, que si nous avons pu l'attirer, c'est parce que nous avons su établir un contrat à partir de la Convention des droits des Femmes, en 78, et que nous avons respecté ce contrat lorsque nous étions au gouvernement ; nous avons tenu parole. Il faudra continuer dans la même direction, faire des propositions nouvelles, les étudier, les intégrer à la nouvelle plateforme. Il faudra le faire dans deux directions : la direction programmatique et sur le plan intérieur, la représentativité des femmes dans nos assemblées, sur laquelle il faudra faire un effort.
Sur l'aspect programmatique, je pense que Martine Buron constituera un groupe, groupe sur lequel nous pourrons réfléchir, à partir des demandes mêmes des femmes, pour qui la préoccupation prioritaire à l'heure actuelle est la difficile conciliation entre vie professionnelle et vie familiale.
Je souhaiterais également que nous ayons le courage dans ce domaine de tourner le dos à certaines pentes faciles, qui pourraient nous entraîner à préconiser des allocations parentales d'éducation qui ne sont pas autre chose très souvent qu'une manière déguisée de salaire maternel.
(Applaudissements)
Il faudra avoir de l'imagination, et il faudra avoir du courage, et s'agissant de l'égalité professionnelle, il faudra aussi avoir des propositions neuves, et plus imaginatives que celles que nous avons eues jusqu'à présent.
Pour terminer sur la dernière question par rapport à ce public, si nous voulons vraiment le fixer, sur notre Parti, il faut être plus courageux, et plus ferme quant à la représentation des femmes, dans les assemblées d'élus.
Nous avons 20% de femmes dans le Parti, ce n'est pas assez, nous en avons à peine 10% dans l'Assemblée, au Parlement, c'est trop peu, il n'y en a même pas 5% au Sénat. Mes chers camardes, et là je me tourne vers la direction du Parti, nous avons décidé d'adopter le quota, ce n'est pas facile, ce n'est pas populaire, mais nous n'avons pas autre chose. C'est avec ce système que la Norvège est arrivée à 50% de représentation féminine dans ses assemblées, si nous avançons à raison de plus de 3% tous les quatre ans et plus, en l'An 2000 nous n'aurons pas rattrapé les Norvégiens.
(Applaudissements)
Par conséquent, si vous voulez nous éviter le ridicule de rester à la dernière

place de l'ensemble des pays européens, je vous le demande, mes chers camarades de la direction, vous le pouvez, il faut le faire, aux prochaines Sénatoriales, veillez à ce qu'il y ait un plus et non un moins, c'est dans votre intérêt, c'est dans notre intérêt, c'est dans l'intérêt du Parti, si nous le voulons, nous le pouvons et nous le devons.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, permettez au Secrétaire international de saluer la nomination d'Yvette Roudy à la vice-présidence de l'Internationale Socialiste des Femmes.
(Applaudissements)
Sur la suite de nos travaux, une certitude, nous allons jusqu'à 19 heures 30. Ensuite, du moins pour la suite, je crois utile de vous consulter. Deux hypothèses, ou bien reprise des débats dans cette salle à 21 heures, sachant que parallèlement se déroulera la Commission des résolutions, ou bien les débats reprennent demain matin.
Je précise que nous sommes en présence d'une liste d'environ 24 demandes de prise de parole.
Deux précisions : tout d'abord les dispositions n'ont pas été prises pour le dîner ce soir, au Pré Saint-Gervais, et deuxièmement si il y a reprise des débats demain matin, c'est-à-dire dans l'hypothèse où il n'aurait pas lieu ce soir, il est vain d'espérer que les 23 demandes de prise de parole puissent demain être honorées. Il y en aura 5 ou 6, me dit-on.
Je ne connais pas de procédure plus démocratique que de consulter. Donc deux hypothèses, pour la première c'est-à-dire cessation des débats aux alentours de 19 heures 30, après que se soient exprimés Gérard Fuchs, Olivier Stirn, Henri Fiszbin, et peut-être Jean-Claude Poulac (?), selon l'avancée dans le temps, et donc seconde hypothèse reprise à 21 heures, sachant que la Commission des résolutions va puiser un peu dans toutes les personnes qui seront là, cela risque d'être des débats devant des effectifs restreints. Pour la première hypothèse ?
Epreuve contraire ?
Je crois qu'il en est ainsi décidé ,nous allons poursuivre jusqu'à 19 heures 30 et quelques minutes, et la parole est à Gérard Fuchs.

Gérard Fuchs

Chers camarades, trois mois et demi après l'arrivée au pouvoir de Jacques Chirac, nous pouvons dire aux Français qui le mesurent bien, que la situation est déjà très claire. Plus d'argent à ceux qui ont le plus, plus de pouvoir à ceux qui sont déjà dominants, devant cette Droite qui a décidé rien de gouverner la France, mais de se caricaturer elle-même, nous sommes devant un paysage politique très clair.
Mais nous sommes aussi, je crois, devant une tentation qui est celle d'enfourcher le cheval de la dénonciation, en pensant qu'il nous conduira à lui seul au galop vers de nouvelles victoires.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Il est bien possible en effet qu'à la rentrée prochaine, le mécontentement ne cessera de grandir, celui des salariés qui verront continuer de croître le niveau du chômage, celui des locataires qui verront augmenter leurs charges, celui des honnêtes gens qui peut-être s'interrogeront sur les conditions des privatisations des entreprises et peut-être même celui de l'homme de la rue, qui commencera à se dire que les lois Chalandon finalement c'est beaucoup de libertés en moins pour peu de sécurité en plus.

Je voudrais alors exprimer devant vous une première conviction. En se contentant de coaliser des mécontents, je crois que nous pourrions remporter la prochaine échéance des présidentielles, je crois qu'on peut dans de telles conditions gagner des élections, mais je ne crois pas qu'on puisse véritablement entamer la transformation d'une société.

Or si ce dernier objectif demeure le nôtre, et je suis convaincu qu'il est bien tel pour une large majorité d'entre nous, je crois qu'il nous faut définir à la fois des propositions qui soulignent cette volonté et soient adaptées à l'échéance des présidentielles, et marquer aussi de façon claire pour l'opinion qui aujourd'hui s'interroge sur les leçons que nous tirons de cinq ans de gouvernement.

Sur les propositions, je ne dirai rien aujourd'hui, car quel que soit le calendrier des échéances, il nous reste quelques mois pour y réfléchir, et ce que nous avons, je crois, de mieux à faire, à l'occasion de cette Convention, est de décider de lancer le plus rapidement possible le travail, l'étude des mesures, à partir desquelles notre candidat définira ensuite sa plate-forme.

Sur les leçons à tirer de cinq ans de gouvernement, je voudrais par contre m'appesantir davantage, car je crois que l'image que nous offrons aujourd'hui à l'opinion est une image brouillée à l'excès, et qu'entre le Parti idéologique de 1981 et le Parti pragmatique de 1986, il est plus qu'urgent de redéfinir qui nous sommes à travers à la fois notre fonctionnement et nos perspectives.

Notre fonctionnement parce qu'il conditionne d'abord notre rayonnement social, c'est une évidence, en particulier dans ces vastes secteurs dont parlait Jean Poperen, ce matin, que le recul du Parti Communiste a laisses parfois en friche, y compris au bénéfice de certaines organisations d'extrême droite, mais notre fonctionnement aussi car je crois que pour beaucoup dans l'opinion le fonctionnement est un révélateur significatif de notre identité, montre moi qui tu es, j'en déduirai ce que tu feras.

Or, je crois que nous ne pouvons plus, par conséquent, apparaître comme une de ces vieilles formations d'avant-garde qui vit pour expliquer au peuple le contours du paradis qu'il convient de construire et les chemins qu'il faut prendre pour y parvenir.

Les mutations technologiques, qui se révèlent en cette fin de siècle, rendent impossible de dire à quoi ressemblera l'avenir dans cinquante ans, il n'y a plus, chers camarades, de paradis perdu à recouvrer, il y a devant nous simplement - et c'est considérable - une immense aventure collective à organiser où les seuls guides seront nos valeurs et une démarche.

De nos valeurs, je parlerai tout à l'heure, de notre démarche je crois qu'elle doit être fondée sur la pédagogie et l'action collective sur la démocratie et la

responsabilité de chacun, car de cette responsabilité, de cette participation, et d'elles seulement peuvent naître demain le sentiment de sécurité indispensable à toute collectivité, sentiment qui ne peut plus venir de la définition du paradis ou du port, et faute duquel ce serait à nouveau le totalitarisme le plus extrême qui risquerait encore une fois en période de crise de se poser.

Mais un parti qui participe d'une démarche doit être non seulement un parti qui cherchera à convaincre mais aussi un parti qui éprouve le besoin et qui se donne les moyens d'écouter.

Je voudrais à cet égard proposer à notre Convention deux propositions très concrètes, La première concerne nos sections locales. Je souhaiterais qu'elles soient invitées à élaborer chaque année un véritable plan d'animation sociale, résultant d'un travail d'identification des problèmes majeurs du quartier, ou du canton, définissant des priorités concrètes d'intervention, définissant des modalités d'action avec le tissu associatif et syndical, il y a là un moyen essentiel pour mettre en œuvre des actions liées à l'enracinement et aux préoccupations de chacun et à renforcer par conséquent le rôle de médiateur social du Parti en manifestation de nouvelles solidarités.

Ma deuxième proposition mérite, je crois, encore plus d'attention. Elle est à tous les niveaux, nul programme, nul ensemble de propositions ne sera par nous définitivement adopté avant rencontre et dialogue avec les acteurs socioprofessionnels concernés, syndicats, ou associations.

Je crois qu'ainsi ces acteurs pourraient être solidarisés avec notre démarche bien au-delà de ce qu'on peut espérer en France, de la croissance des effectifs seulement d'un parti. Fonctionnement donc, mais aussi perspectives, car si nous ne pouvons plus définir un objectif précis, à atteindre, je crois qu'il nous faut dire comment nos valeurs doivent être concrètement traduites dans la réalité. Et je voudrais aborder à cet égard, en quelques mots pour finir le problème de notre déclaration de principe.

Ce texte aujourd'hui, c'est évident, la très large majorité des Français ignore jusqu'à son existence. Mais je crois que pourtant il représente un point symbolique où se cristallise notre identité et où doivent pouvoir se lire demain clairement les adaptations que nous avons décidées d'introduire.

Ce texte, beaucoup de responsables du Parti, y compris le Premier secrétaire, ont déjà appelé à son actualisation. Je fais partie de ces quelques camarades qui ont tenté de se livrer à cet exercice et de déposer un projet devant notre Convention.

Je pensais à cet égard, il y a quelques jours encore, souligner devant vous les principales modifications contenues dans ce texte et en expliquer le pourquoi ? Je n'avais pas l'intention, c'est vrai, de parler ni de la République, ni de la laïcité.

De la République, parce que je ne crois pas que cette idée, qui a mobilisé nos grands-parents, puisse encore mobiliser nos enfants. Chers camarades, ce qui est fait est fait, et ce qui doit nous intéresser ici, c'est l'avenir, c'est-à-dire non les modalités d'exercice de la démocratie politique, mais les conditions d'extension de cette démocratie aux champs économique, social et culturel, c'est-à-dire effectivement ce que nous appelons le Socialisme.

Cela étant, je veux bien rendre grâce à Jean-Pierre Chevènement qu'être passé de la défense de l'Etat à la défense de la République représente un progrès en ce sens.
Quant à la laïcité, chers camarades, je crois qu'on ne peut plus parler d'elle aujourd'hui sans avoir devant les yeux encore ces millions d'hommes et de femmes qui, en 1983, défilaient dans les rues de Paris en opposant la laïcité et la liberté.
Alors quoi ? La laïcité n'était plus perçue comme la liberté ? Elle n'était plus perçue comme la tolérance, comme le refus de toute philosophie officielle ?
Chers camarades, nous devons nous battre pour la laïcité, mais d'abord pour rendre à ce mot l'image originelle et la valeur originelle qui sont les siennes.
(Applaudissements)
J'avais donc l'intention, c'est vrai, d'expliquer pourquoi nous proposions de ne plus parler de parti révolutionnaire mais de parti de transformation sociale, pourquoi il n'était plus question dans notre proposition de texte de prétendre supprimer les classes mais d'utiliser les rapports de forces au bénéfice des meilleurs compromis sociaux possibles, pourquoi il était reconnu enfin que le changement de nature de la propriété n'avait qu'un lien bien ténu avec l'accroissement du pouvoir et des responsabilités des travailleurs dans les entreprises, et pourquoi, par conséquent, le problème des nationalisations était posé en termes de moyens de politique économique, et non plus en termes d'objectif de société.
J'avais ces intentions. Et puis, quand j'ai vu, à travers la presse, les quelques commentaires que suscitait notre texte, commentaires qui allaient, pour les plus agréables, de "un texte lénifiant", jusqu'à - pour ceux qui se voulaient les plus méchants - "un texte opportuniste" (merci, Didier Motchane, tu avais tout compris, encore que j'aurais préféré dire "un texte qui paraissait opportun"...) je me suis dit qu'après tout notre Parti Socialiste commun était peut-être davantage engagé sur la voie de la modernisation nécessaire, intellectuelle et culturelle, que je ne le supposais moi-même il y a quelques mois encore, et qu'une large partie du travail dans nos esprits était déjà bien avancée, et j'en ai été heureux.
Je conclurai là-dessus, car cela signifie qu'entre un conservatisme d'idées qui nous éloignerait durablement du pouvoir, et un reniement qui nous éloignerait du Socialisme, la voie de l'avenir, et de l'avenir à court terme, nous est largement ouverte.
Chers camarades, de cela, je nous félicite.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, le camarade Dupeyrat a demandé la parole pour un point d'ordre.

Paul Dupeyrat

Mes chers camarades, je suis délégué de l'Essonne ; c'est le premier carton rouge que vous voyez à la tribune et je vais simplement vous lire l'article 31 des statuts :

"La Convention nationale statutaire est composée d'un délégué par fédération."
Puis ensuite, on vous dit : "… Le Comité directeur et les membres du groupe parlementaire assistent aux réunions de la Convention nationale à titre consultatif."
Je pense, pour ma part, qu'il aurait été bon que les instructions orales qu'avait données Lionel Jospin, qui étaient de veiller à ce que les délégués à cette Convention puissent intervenir aujourd'hui, soient observées. Quand on parle de modernisation de notre Parti, de notre capacité d'écoute à l'extérieur, peut-être serait-il bon d'entendre les modestes militants qui représentent leur fédération !
(Applaudissements)
J'ajoute une chose, c'est que je demande à la Commission qui va organiser les débats pour demain qu'au moins les 5 ou 6 tours de parole, en dehors bien sûr de celui du Premier secrétaire, soient réservés aux délégués.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, je conçois le bien fondé de cette intervention. S'il est vrai que les conditions météorologiques auront marqué le déroulement de nos travaux, il n'en demeure pas moins que nous n'échapperons pas à une réflexion et à une interrogation pour l'avenir sur les modalités d'organisation des travaux, tant Conventions que Comités directeurs. C'est en tout cas un point dont nous sommes convaincus, à la tribune, qu'il doit faire l'objet d'un traitement spécial.
Chers camarades, la parole est à Olivier Stirn, ensuite à Henri Fiszbin. Après la prise de parole de Henri Fiszbin, on vous donnera la composition de la Commission des résolutions.
Olivier Stirn ?
(Applaudissements)

Olivier Stirn

Chers amis, chers camarades, pour un observateur absent de France depuis cinq ans, ma présence ici avec vous, parmi vous, aurait quelque chose de paradoxal ou d'insolite. Elle ne traduit pas, cependant, un changement d'identité du Parti Socialiste, mais un changement de dimension.
C'est désormais par le Parti Socialiste et autour de lui que l'alternance est possible et qu'une majorité de Français peut se dégager.
A partir du moment où notre tâche, notre devoir est de réunir 35, puis 40% de l'électorat et, par cette force, d'entraîner ensuite une majorité, nous représentons nécessairement des tendances différentes, des courants de pensée dont la formulation, l'expression des priorités ne sont pas nécessairement identiques, mais convergentes. Mon apport n'est évidemment pas le même que celui d'Henri Fiszbin, qui va me succéder à la tribune, mais il traduit la même transformation du Parti Socialiste.
De Parti essentiel de la coalition de la Gauche, le Parti Socialiste devient le principal Parti de France.
Pour faire en sorte que cette majorité potentielle, et qui existe d'ailleurs déjà

Fondation Jean-Jaurès

derrière François Mitterrand, devienne une majorité politique durable et, le moment venu, constitue une force irrésistible, le Parti Socialiste français, comme l'a fait d'ailleurs le Parti Socialiste espagnol et comme va le aire l'an prochain le SPD allemand et sans doute le Parti Travailliste britannique, doit travailler dans deux directions.

- Critiquer la Droite.
- Fixer des priorités.

Critiquer la Droite, c'est évidemment la tâche la plus facile tant l'action du gouvernement est à l'heure actuelle caricaturale.
Le Parti, et je crois pouvoir le dire, le groupe parlementaire, y réussissent bien, avec cependant une petite réserve : il n'est pas nécessaire de choisir, me semble-t-il, des "têtes de turcs" ; celles-ci se définissent toutes seules, par elles-mêmes. Il faut critiquer au fond.
Trois séries de condamnations doivent être exprimées.
D'abord, et beaucoup l'ont souligné aujourd'hui, le gouvernement et sa majorité sont, à l'évidence, au service d'une petite catégorie de privilégiés. Je me pose d'ailleurs la question de savoir comment un certain nombre d'hommes de bonne volonté, qui siègent aujourd'hui encore sur les bancs de la Droite, peuvent admettre ou même simplement supporter les options du gouvernement qu'ils soutiennent. Jamais le Général De Gaulle, dont certains dans la majorité actuelle se réclament, n'aurait privatisé la principale chaîne publique de télévision au profit d'un groupe privé, proposé des réformes fiscales et d'amnistie fiscale provocatrices ! En fait, on courbe l'échine devant le vrai maître du jeu, patron de presse et puissance d'argent. A cet égard, le gouvernement Chirac est "aux affaires" comme on est aux ordres : il suffit que les vice-ministres du "Figaro" froncent les sourcils pour que le gouvernement fléchisse !
(Applaudissements)
La deuxième série de critiques porte sur la remise en cause du service public.
A l'heure de la privatisation de TF1, mais aussi de l'armée, des prisons, de la police, de que sais-je encore, il est plus important que jamais de rappeler la valeur exceptionnelle de notre service public, qui était et qui doit rester l'une des clés de voûte de l'Etat.
On peut, certes, admettre la nécessité, dans tel ou tel domaine, de réduire la participation de l'Etat dans le secteur concurrentiel, mais en bloquant les salaires des fonctionnaires, en sclérosant les plans de carrières, en laissant planer le doute sur l'intégrité et l'impartialité des hauts fonctionnaires, on décourage à servir l'Etat et, donc, à servir la nation.
Rendre tout au privé, au mépris des valeurs humaines de tolérance et de respect de l'autre, c'est évidemment spolier le citoyen.
Le Premier Ministre, d'une certaine manière, s'apprête en fait à brader la France. A quand d'ailleurs la mise aux enchères des ministères ?
Chacun se souvient sans doute du remarquable roman "L'imprécateur". A cet égard, soyons tous des imprécateurs, ne laissons pas brader la France,
La troisième série de condamnations concerne la dégradation de l'image de la France provoquée par la politique à l'égard des immigrés.

Fondation Jean Jaurès

L’honneur de la France exige qu’il n’y ait pas, en effet, sur notre sol, de parias, de rejetés, d’exclus, de citoyens ou de travailleurs à demi-mesure. Pour lutter contre cet "apartheid" rampant, il faut faire respecter l’égalité des droits et, bien sûr, ces devoirs.
Je ne puis supporter qu’il y ait, comme on l’a dit à Lyon, des "handicapés de l’espérance". La politique du gouvernement est, sur ce sujet, une rupture qui me parait inacceptable pour la République des droits de l’Homme, avec sa tradition. La répression accrue... Les juridictions d’exception... Les immigrés sous surveillance... Réclame-t-on un instant ? "Nous sommes là", répondent en chœur Pasqua, Pandraud et Chalandon !
Il en est de même d’ailleurs pour les départements et territoires d’Outre-mer, où le ministre devrait être tout à la fois le défenseur des intérêts supérieurs du pays, le garant de la grande nation française, mais aussi des libertés fondamentales et de l’égalité entre les Français de toutes origines, quelle que soit la couleur de leur peau, quelle que soit leur religion et souvent leur façon de s’exprimer.
Moi, qui ai réglé dans le passé, dans la sérénité, je crois, et dans le calme - et avec votre soutien - ce qui aurait pu devenir le problème Djibouti, je suis atterré de voir Bernard Pons souffler sur les braises à peine refroidies de la Nouvelle-Calédonie !
(Applaudissements)
Mais à l’évidence, notre rôle n’est pas seulement d’alerter, de mettre en lumière les erreurs et les fautes de la majorité actuelle, il est de proposer un projet de société susceptible de donner une nouvelle dimension au Parti Socialiste et de jeter les bases d’une nouvelle majorité.
Il ne s’agit pas, bien sûr, pour notre Parti, de se donner une nouvelle identité, mais il s’agit de mieux cerner notre projet pour l’avenir.
Je propose une méthode nouvelle et l’accent sur quatre orientations qui, tout en faisant partie d’ailleurs des priorités traditionnelles du Parti Socialiste, recueillent un large consensus au-delà de sa zone habituelle d’influence.
La méthode, ce n’est pas seulement une amélioration du fonctionnement de notre Parti, qui est d’ailleurs probablement nécessaire, que vous avez souligné, qui a été rappelée dans son rapport par Marcel Debarge et qui a été évoquée toute la journée par de nombreux orateurs, notamment l’élargissement du rôle des sympathisants qui me paraît, en effet, tout à fait essentiel, mais je pense plutôt et surtout à un effort pour trouver des paramètres différents dans notre liaison avec les organisations syndicales.
Je pense qu’il ne peut pas y avoir de grand parti de gauche à vocation majoritaire dans un pays démocratique sans des relations étroites avec le monde syndical.
Notre Parti doit réhabiliter, semble-t-il, le syndicalisme. C’est son devoir dans l’opinion publique ou son image s’est dégradée. Il doit aussi faciliter la mission du syndicalisme, notamment quand nous dirigeons la politique du pays.
Les efforts de mise à jour que font la FEN et la CFDT me paraissent très prometteurs, et je crois que dans les mois qui viennent, il faudra se consacrer à cette harmonisation nécessaire entre le Parti et les organisations syndicales, un

certain nombre d'études et peut-être de décisions.
Les 4 priorités qui facilitent, me semble-t-il, un consensus, au delà même de l'électorat traditionnel du Parti Socialiste sont :

- la défense des acquis sociaux,
- préparer de nouvelles conquêtes, notamment quand ces acquis sociaux sont bafoués comme on le voit à l'heure actuelle,
- l'accent mis sur l'enseignement, la recherche, l'agriculture, et la maîtrise de l'économie par une économie mixte,
- une nouvelle politique Nord/Sud.

Naturellement, je ne m'y étendrai pas, puisque l'intitulé des objectifs se suffit à lui-même.
Je dirai simplement que je ne suis pas l'apôtre du dirigisme et l'Etat parton, mais j'ai la conviction, comme vous tous, que l'Etat à un rôle économique à jouer essentiel.
L'Etat n'est pas là pour diriger l'économie, mais il est là pour maîtriser les grands équilibres économiques et sociaux, pour corriger les excès, dans le respect des droits individuels au profit de la nation toute entière.
Il faut nous défier avec force de cette croissance libérale forcenée, de cette croissance sauvage qui se fera forcément au détriment de l'individu et donc de la liberté.
J'ajouterai d'ailleurs que tous ceux qui aujourd'hui - tout en se réclamant du centre - restent dans l'actuelle majorité, de la Droite, acceptent par-là même, cette logique de la sauvagerie économique et sociale.
Hier ils se trompaient, aujourd'hui, on les trompe. Demain, je l'espère, ils seront avec nous.
Comme moi, ils découvriront bientôt que seul le Parti Socialiste, largement ouvert à l'humanisme et à la solidarité, peut permettre de tempérer les lois impitoyables du marché, de dominer les tensions économiques et sociales de notre société industrielle, tout en rendant au pays sa compétitivité et sa valeur d'innovation.
Egalement, une Europe solide, dotée d'un véritable exécutif, instauré dans le respect des nationalités, permettra de garantir cette maîtrise de l'économie. En favorisant un développement rationnel des richesses et du bien être de chacun sans opposer sans cesse d'ailleurs nos éleveurs aux éleveurs hollandais, nos pêcheurs aux pêcheurs espagnols, nos producteurs d'agrumes aux producteurs portugais ou grecs.
Demain l'Europe sera la transcendance des égoïsmes nationaux. Il faut dire non à l'Europe des concurrences et oui à l'Europe de l'ensemble, fondée sur la large utilisation des compétences et des richesses nationales.
Il faut bannir un système économique qui reposerait sur la lutte sauvage du rapport de force des influences incontrôlées.
A cet égard, je le redis tout net, le libéralisme m'apparaît comme une vision nécessairement régressive de la vie sociale qui institue à l'intérieur d'une nation, comme dans les rapports de cette nation avec les pays frères, une situation de rivalité acharnée, qui devrait être remplacée par une harmonisation constructive.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Le libéralisme, c'est l'isolement et la fragilité, la fragilisation de l'individu face aux puissances économiques. C'est l'affaiblissement des nations face à l'entité européenne qui est à la fois sa destination naturelle et la condition de sa sauvegarde.
Chers amis, chers camarades, j'ai été centriste et social-démocrate. Je suis Socialiste.
(Applaudissements)
Il n'y a pas là de contradiction, mais la ferme volonté de donner à la France, dans la construction du monde, un rôle exemple, un rôle de référence.
Entre la Droite et nous, aujourd'hui, il n'y a plus de place que pour des cris dans un désert.
Certes, il y a encore des hommes de bonne volonté, des hommes de progrès qui, probablement, tôt ou tard, nous rejoindront. Mais il n'y a plus de place pour un centre autochtone organisé.
Les hommes de progrès, ceux qui souhaitent en permanence utiliser les découvertes de la science au service des hommes, pour plus de justice, pour plus de libertés, doivent me rejoindre.
En venant parmi vous, j'ai agi de mon plein gré. Personne ne me le demandait : ni la fédération Socialiste de la Manche, avec laquelle je travaille aujourd'hui en pleine harmonie, ni Lionel Jospin et la direction du Parti Socialiste.
Je suis des vôtres par conviction profonde. Fier de travailler avec les hommes de l'avenir.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, dernier orateur inscrit, Henri Fiszbin.

Henri Fiszbin

Mes chers camarades, mes premiers propos seront pour vous dire combien je suis sensible à la possibilité donnée à des Communistes unitaires de participer au débat de la Convention du Parti Socialiste. C'est un fait inédit. Je veux y voir en même temps que le symbole de la volonté de rassembler, qui anime votre Parti, un signe précurseur.
L'opinion que j'exprime à cette tribune est celle collective des Communistes unitaires qui, depuis 1981, regroupés autour de l'hebdomadaire RCH, manifestent leur engagement dans la Gauche avec François Mitterrand et le Parti Socialiste.
Le propre d'une crise est de révéler les contradictions sans que les conditions existent déjà pour les dépasser. Tel est bien le cas du courant Communiste en France. Une grande partie de celui-ci est déjà, malgré la direction du Parti Communiste, solidement ancrée dans le combat de toute la Gauche. Inébranlablement, 50 à 60% des sympathisants Communistes expriment dans tous les sondages une opinion favorable ou très favorable à Mitterrand, mais dans le même temps, des blocages, des préventions, des incertitudes obstruent encore le long chemin qui va de l'engagement dans le Parti Communiste à un

Fondation Jean-Jaurès

regroupement de toute la Gauche avec le Parti Socialiste.
L'engagement des Communistes aux côtés des Socialistes est encore sur de nombreux plans fragile, peut-être réversible, en tout cas hésitant. On le sait, le rapport de Jean Poperen l'a mis en lumière.
En masse, des voix Communistes nombreuses, qui ne voulaient plus faire confiance au Parti Communiste, ont cependant manqué à la Gauche et au Parti Socialiste. On ne peut donc pas faire l'économie d'une interrogation sérieuse sur les raisons pour lesquelles de telles réticences se manifestent encore, et il ne faut pas se donner la facilité de penser qu'elles sont toutes dues à des comportement passéistes.
Je crois qu'il faut, en même temps que l'on dispute au Parti Socialiste son influence négative sur le mouvement populaire, se demander également si un certain nombre des difficultés que nous rencontrons ne sont pas compressibles, et par conséquent donnent la possibilité de s'attacher à les éliminer.
Oui, nous le vérifions, le rassemblement des forces de progrès est un combat, et les Communistes, unis, veulent prendre leur part à cette bataille. Dans ce contexte, la présente contribution Communiste aux réflexions de votre Convention s'efforcera donc de traiter aussi brièvement: que possible trois questions.

- Quelle doit être la démarche de la Gauche pour que soient données les meilleures chances d'intégrer les patrimoines Communistes dans le combat pour une nouvelle alternative ?
- Comment faire pour que le Parti Socialiste, à qui le déclin du Parti Communiste laisse la charge de toute la Gauche, assume une responsabilité nouvelle pour lui, afin également les aspirations du peuple Communiste ?
- Enfin, alors que la recomposition d'un mouvement ouvrier est à l'ordre du jour en Europe, comment construire le grand Parti qui réunisse dans le pluralisme toutes les forces attachées au Socialisme ?

Nous sommes tous déjà engagés dans la bataille pour faire grandir l'aspiration à une nouvelle alternance et la rendre majoritaire dès la prochaine échéance. En quelques mois la Droite a fait la preuve de la supériorité de la Gauche. Sa politique suffirait à rappeler, s'il en était besoin, que les classes existent et que les conflits de classes aussi, même s'ils s'expriment dans des formes nouvelles.
Entre la Droite et la Gauche il s'agit bien de deux choix de société, d'une opposition entre deux tendances d'évolution pour notre civilisation.
Forte de son bilan, la Gauche a toutes les raisons d'exprimer ses valeurs, d'affirmer que personne ne pourra l'empêcher, si les Français le veulent, et même s'il faut plusieurs essais, de bâtir le changement. La Droite détruit et Chirac proclame avec arrogance la pérennité de son entreprise.
Affirmerons-nous que nous reconstruirons, car rien n'est plus moderne que de mettre la rigueur de gestion au service du progrès social.
Des dispositions essentielles du droit du travail devront être rétablies et enrichies. Il faudra redonner à la nation d'importants moyens de maîtrise sur l'économie et sur l'investissement qui commande l'avenir. Il faudra donner

priorité à la justice sociale et à la solidarité : reprendre la voie d'une fiscalité plus juste.
Une des conditions décisives du succès, est, me semble-t-il de mobiliser les travailleurs, d'en faire les acteurs du changement. C'est le monde, du travail qui structure la Gauche.
Jusqu'en 1936, celle-ci se rassemblait autour des valeurs républicaines, laïques, radicales.
Avec le. Front Populaire, le mouvement ouvrier organisé, s'est hissé au premier rang de la scène politique. Il est devenu et reste l'âme de la Gauche. D'où l'importance des efforts pour intégrer le patrimoine du mouvement ouvrier syndical et politique en France, qui porte assez largement l'empreinte de l'influence Communiste.
Je crois que là, c'est sur ce fondement qu'il sera possible d'élargir l'influence de la Gauche, à d'autres sensibilités hors de ces frontières traditionnelles, pour être l'émanation des forces vives de la nation, la Gauche, doit impérativement s'appuyer sur le mouvement des travailleurs, et apporter partout, dans ses actes, la démonstration que l'alternance qu'elle propose sera une claire alternative.
Je ne doute pas que le Parti Socialiste peut mener à bien cette entreprise et du même coup réduire à l'impuissance les visées de la direction du Parti Communiste.
Le plus probable, est que celle-ci fera l'impossible pour empêcher que se reproduisent aux prochaines présidentielles la situation de 1981, ou il lui fallu se rallier, à son corps dépendant, à François Mitterrand.
A nous de créer une situation telle que dès le premier tour, le candidat Socialiste rassemble sur son nom le maximum de suffrages des électeurs Communistes unitaires, avant de faire au second tour le plein de toutes les voix de gauche, suffrages du Parti Communiste y compris.
La Gauche ne peut l'emporter si cette condition n'est pas réalisée ; il ne faut, me semble t-il, ni exagérer, ni sous-estimer l'importance des efforts à déployer pour qu'il en soit ainsi.
Sur le second point, je voudrais exprimer la conviction que la crise actuelle du PC n'est pas une péripétie. Il n'existe plus aucun motif sérieux d'escompter un quelconque redressement dans un avenir prévisible. Je souhaite que mes propos ne prêtent pas à confusion. Je ne dis pas qu'on peut ignorer le Parti Communiste, ni qu'il est devenu quantité négligeable. Il conserve une place dans le mouvement associatif, les syndicats, l'activité de ses militants souvent de grande valeur lui donnent des relais efficaces dans de nombreux domaines de la société civile, mais il s'agit là d'un phénomène qui doit plus à la force d'inertie de l'influence passée du Parti Communiste qu'à sa vitalité actuelle.
Or c'est l'avenir qui importe.
Vu sous cet angle, il ne servirait à rien d'ignorer ce fait majeur : le Parti Communiste a perdu toute force productive et sa marginalisation est un phénomène inscrit dans la durée.
Les nombreux militants qui se battent dans son sein, j'apprécie leur courage, je suis solidaire de leur combat, ne pourront, je le crains, rien y changer.

Fondation Jean Jaurès

Pour échapper au déclin, le Parti Communiste aurait du faire sa révolution culturelle, mais la difficulté de l'imposer demeure encore trop faible. Le lien idéologique avec le Socialisme de type soviétique n'a pas été coupé et les dogmes originaires continuent à dominer la pensée du Parti Communiste. De plus ses structures empêchent à la base d'influer sur les choix stratégiques, éliminant toute possibilité de faire vivre un point de vue différent.
La question n'est donc pas de savoir s'il faut ou non faire l'impasse sur le Parti Communiste, elle est, me semble-t-il, de ne pas perdre de temps dans l'attente d'une très hypothétique rénovation et de prendre dès à présent en charge la tâche complexe que constitue la réinsertion de l'héritage Communiste au sein de la Gauche avec le Parti Socialiste.
L'effacement du Parti Communiste marque, je crois, la fin d'une étape historique. Pendant des dizaines d'années ce parti a été le principal représentant politique du monde du travail il a définitivement perdu la possibilité de garder cette place éminente. Un parti qui n'a aucune perspective crédible à proposer se condamne irrémédiablement à végéter dans un comportement de secte quel que soit par ailleurs l'état de ses forces.
Parce que dans le même temps le Parti Socialiste s'est affirmé comme vecteur d'une gauche fidèle à elle-même dans l'exercice des responsabilités nationales, c'est lui désormais qui peut et qui doit répondre aux aspirations et aux attentes du peuple.
Toutefois il n'est pas imaginable qu'une communauté humaine ayant joué un rôle aussi dynamique dans la vie nationale se dissolve si vite, et que son empreinte culturelle disparaisse du seul fait que l'organisation qui l'a engendrée a commencé à sombrer. Ce qui est vrai c'est que le peuple Communiste aujourd'hui éclaté vit une véritable diaspora mais ce serait me semble-t-il, une inversion des causes et des faits que de supposer que le déclin du Parti Communiste résulte de l'effacement des valeurs ayant fait naguère sa force.
J'avance l'explication inverse : ce qu'il y avait de meilleur dans la tradition Communiste a conduit le Parti Communiste dans les années 1960 à un recentrage sur les réalités contemporaines de notre pays. C'est l'abandon de cette démarche qui a amené un nombre grandissant de militants et d'électeurs à se séparer de lui.
Le Parti Communiste n'est pas victime du rejet par les travailleurs français de l'idée Communiste en soi, mais du fossé insupportable qu'il a creusé entre lui et les aspirations unitaires de ceux qui lui faisaient confiance d'une part et d'autre part de l'intolérable confusion qu'il a entretenue entre l'idéal Communiste et le système soviétique même non-démocratique.
Il reste que des millions de citoyens de notre pays ont bâti leur vison de l'avenir de la France en puisant leurs références dans l'ensemble des valeurs que nous appelons culture Communiste.
Celle-ci comme toute culture ne résulte pas d'on ne sait quelle nature innée, elle est un fait social, historique, idéologique, vivant, et évolutif.
La culture Communiste des années 80 s'est tout autant que celle des Socialistes enrichie des expériences et des réalités nouvelles.

Fondation Jean Jaurès

Au prix de révisions douloureuses, les valeurs qui la structurent ont du s'épurer des perversions tragiques du stalinisme et des simplifications désastreuses du manichéisme. Elle garde néanmoins une spécificité, une vitalité que le Parti Socialiste ne peut pas ne pas prendre en compte, s'il entend combler le vide laissé dans la société française par la marginalisation du Parti Communiste.

J'en viens au troisième et dernier point de mon intervention concernant la construction de la grande organisation de tous les Socialistes, qui dépend avant tout de votre Parti, chers camarades : les Communistes unitaires militent pour que la sensibilité Communiste en tant que telle, ait toute sa place dans cette formation. Les valeurs, les plus caractéristiques de l'engagement Communiste, infiniment précieuses pour toutes les forces de progrès, font partie du patrimoine de la Gauche. Les dépassements des clivages idéologiques traditionnels et la recomposition du mouvement ouvrier démocratique sont à l'ordre du jour en France et en Europe.

Tous ceux qui se réclament de la tradition ouvrière font aujourd'hui le mouvement et se retrouvent dans la mise en cause du système capitaliste dans une démarche réaliste pour ouvrir la voie à une société post-capitaliste : le Socialisme démocratique.

Je suis de ceux fort nombreux qui estiment que c'est une grande chance pour notre pays que de bénéficier de l'existence au sein du mouvement ouvrier, d'un courant révolutionnaire expérimenté et aguerri.

Le Parti Communiste et son potentiel militants était si intégré dans le mouvement populaire qu'il lui fournissait une grande partie de ses structures. Il pouvait ainsi capitaliser d'une manière quasi exclusive l'expression des aspirations révolutionnaires.

Certains jouent sur ce fait pour en conclure que la fin du Parti Communiste serait celle du mouvement révolutionnaire Si l'on entend par révolutionnaires ceux qui pensent que pour que le monde change de bases, il faut faire du passé table rase, ceux qui estiment possible de tout bouleverser du jour au lendemain, alors non ces révolutionnaires là n'ont plus grand avenir. Mais le temps a fait que l'opposition historique qui a divisé la Gauche pendant soixante ans entre une branche réformiste et une de type révolutionnaire, est en passe d'être surmontée. La Gauche de la réforme peut légitimement invoquer des résultats remarquables dans l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs. Mais elle se heurte dans le même temps aux limites d'une démarche qui laissent intactes les structures du système capitaliste. Par ailleurs, le courant dit révolutionnaire, qui s'est identifié à la révolution soviétique et au mouvement Communiste qui a joué un rôle non-négligeable contre le fascisme et pour les revendications sociales, a dû revendiquer la faillite d'une logique violant la démocratie et la liberté.

De cette expérience historique s'est dégagée la conviction qu'être révolutionnaire, c'est lutter pour changer la réalité par un processus graduel, démocratiquement décidé par le peuple de sorte que, ô paradoxe, force est aujourd'hui de se rendre à cette double évidence : il n'est de réforme réelle qu'à la condition de révolutionner l'état des choses existant, ne sont vraiment

Fondation Jean Jaurès

révolutionnaires que ceux qui réforment la vie.
Pour avancer sur le chemin escarpé du progrès, la Gauche ne peut se passer de l'énergie et de l'expérience d'aucun des courants qui la constituent. Nul n'a l'exclusivité de la pensée et de l'action révolutionnaire, et les Communistes unitaires bien entendu se gardent bien d'en revendiquer la représentation. Mais il serait préjudiciable de ne pas intégrer les dimensions de ce courant.
Des valeurs typiques de la culture Communiste, comme la remise en cause radicale du système capitaliste, la prise de partie fondée sur un engagement de classe, l'attachement au Socialisme et la référence à la théorie marxiste, non pas comme un dogme mais comme moyen de connaissance et d'action, sont partagées aujourd'hui par bien des militants à gauche.
Cette culture a apporté quelque chose d'essentiel. Elle n'est pas la propriété du Parti Communiste et c'est à bon droit que le Parti de la Gauche doit l'insérer au nombre des valeurs qui l'animent.
Au Parti Socialiste d'exprimer désormais les diversités et le pluralisme de toutes les sensibilités, de toutes les aspirations, qui cohabitent dans le mouvement ouvrier démocratique.
Au Parti Socialiste de remplir les traditions qui ont fait de l'engagement Communiste une force de progrès social, et de leur permettre d'être partie intégrante dans l'élaboration des synthèses qui façonnent sa politique.
Ce processus est déjà engagé et je m'en félicite. Le mener à bien est affaire non pas principalement de structures ou de cheminement personnel dans l'adhésion au Parti Socialiste, mais surtout de volonté politique et de capacité à élargir encore davantage l'horizon habituel d'un parti qui ambitionne légitimement de représenter 40% du corps électoral à lui-seul. Le temps est passé où l'on considérait, à tort ou à raison, qu'il fallait d'abord se séparer pour ensuite réaliser l'union de la Gauche.
Il est devenu inutile, néfaste, de chercher à séparer artificiellement les deux pôles complémentaires d'un même mouvement pour le Socialisme.
La bonne réponse, je le crois, à la crise du Parti Communiste ne doit plus être cherchée dans le regroupement des Communistes entre eux, fut-ce sur d'autres bases, la bonne réponse à la crise du Parti Communiste c'est de hâter l'heure où Communistes et Socialistes se retrouveront ensemble dans le même Parti.
Permettez-moi de penser qu'en m'accueillant aujourd'hui, vous apportez la preuve que la question est véritablement à l'ordre du jour, le temps est venu d'inverser la logique du Congrès de Tours.
Merci de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, Henri Fiszbin était le dernier orateur inscrit.
Françoise Seligmann va vous donner la composition de la Commission des résolutions.

Françoise Seligmann - Chers camarades, avec toutes mes excuses je vais vous donner cette liste en vrac, sans aucun ordre car nous l'avons établie rapidement à

Fondation Jean Jaurès

partir des quelques personnes qui ont été consultées dans la salle (lecture de la liste).

Le président - Dernière information : pour les membres de la Commission des résolutions il y a un buffet au foyer communal.
Reprise des travaux demain à 9 heures 30.

Parti Socialiste
Convention nationale
Le Pré Saint-Gervais
28 et 29 juin 1986o

Séance du dimanche 29 juin 1986 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Dominique Strauss-Kahn.

Le président (Dominique Strauss-Kahn)
Mes Chers camarades, nous allons commencer avec un peu de retard. Comme vous l'avez sans doute remarqué, votre sagacité est connue, la Commission des résolutions n'a pas tout à fait terminé ses travaux. Nous allons donc commencer, sans attendre que tous ses membres soient revenus.
Ceci étant, tous les camarades qui ont demandé la parole ne pourront l'obtenir, j'ai plus de vingt demandes de parole, je pense qu'en serrant bien nous arriverons à en satisfaire cinq ou six. J'invite les camarades qui ont demandé la parole et qui pensent qu'ils peuvent renoncer à leur temps de parole, à bien vouloir me l'indiquer. Je commence par moi-même, avec beaucoup de regret, et je garderai dans mes papiers ce que j'avais prévu de vous dire.
(Applaudissement)
Notre camarade qui se trouve à la tribune renonce également à la parole.
J'appelle à la tribune notre camarade Delhy pour cinq minutes... Pardon, il est en Commission.
Est-ce que Pinot est là ?... Je lui donne la parole.

Denis Pinot
Compte tenu des remarques d'hier, comme délégué d'une petite fédération, je vais essayer en quelques minutes de vous donner notre point de vue.
Faire preuve d'imagination, se remettre en cause sans rien renier de nos convictions Socialistes, voilà ce qui n'est pas facile aujourd'hui. Regarder les réalités en face, faire une analyse objective en se dépouillant des contraintes qui pèsent sur chacun de nous, de nos courants, voilà encore une démarche peu commune mais pourtant indispensable.
Quelques camarades restent encore convaincus qu'il ne faut rien changer dans le Parti. Ils sont malgré tout de moins en moins nombreux. A l'opposé, d'autres ne craignent pas d'affirmer que la lutte des classes est périmée, que la contribution

Fondation Jean-Jaurès

du secteur entreprise a quinze ans de retard, que le Parti Socialiste n'a rien à faire sur les lieux de travail, et autres propos qui nous mènent loin des travailleurs et parfois assez loin de nos objectifs fondamentaux.
Ces attitudes, souvent bien peu constructives, ne me semblent pas les meilleures pour faire avancer le Parti Socialiste tout entier dans la société d'aujourd'hui et pour demain.
La recherche demande de prendre un peu de recul d'indépendance à l'égard des stratégies à court terme. Contrairement à ce qu'affirment certains par souci de modernisme ou parce que peu en contact réel avec les travailleurs, la réalité des classes sociales existe bien encore de nos jours. Certes, les réalités ont changé par rapport au début du siècle, le vocabulaire également mais le travail à la chaîne, les tâches répétitives, les travaux de simple exécution, les emplois ingrats, les bas salaires, cela existe encore dans l'industrie, le commerce et les services.
Dans notre département, nous avons encore souvent affaire à un patronat de PME particulièrement rétrograde qui accepte encore très mal la présence du syndicalisme chez lui, sans parler de tous ces jeunes que nous rencontrons dans les différents dispositifs de formation et d'insertion, dans les foyers de jeunes travailleurs et de plus en plus nombreux sans travail, sans parler bien entendu - d'autres l'ont fait avant moi - des choix de classes du gouvernement Chirac.
Bien entendu, pour nous aussi, Parti Socialiste, comme pour tout le mouvement ouvrier français, notre comportement, notre langage doivent s'adapter. Nos explications en direction des travailleurs ne doivent pas se confondre avec celles des syndicats. Nous devons aider à la réflexion sur la liaison entre la vie économique et sociale et les choix politiques. A tous les niveaux, nous devons persévérer dans des travaux en cours avec les syndicats, les associations populaires, les coopératives ouvrières, les mutuelles.
Nous avons beaucoup à rechercher ensemble sur des solution nouvelles en particulier pour l'emploi et la responsabilisation des travailleurs.
Nous n'avons surtout pas à sombrer dans la technocratie ou dans les techniques de relations humaines à l'américaine pour résoudre les questions essentielles ou pour créer d'inutiles confusions entre le rôle des patrons et celui des salariés.
Sans entrer dans le jeu des quotas qui dans certains cas nous permettent d'avancer, mais dans d'autres provoquent des absurdités, le Parti Socialiste doit faire un véritable effort sur lui-même pour soutenir les travailleurs, leur faciliter l'expression, la prise de responsabilité, faire en sorte que les militants ouvriers accèdent eux aussi aux postes sélectifs encore trop réservés aux professions libérales.
C'est pour nous, un enjeu fondamental pour notre crédibilité dans le monde du travail. En ce sens, nous ne pouvons ici qu'approuver la contribution du secteur "entreprises". Oui, nous devons passer d'une culture revendicative à une culture de proposition offensive. Oui, nous devons nous ouvrir à tous ceux qui méritent dans l'entreprise et sa périphérie. Oui, nous devons reconnaître et faire connaître la culture ouvrière, celle des travailleurs manuels en particulier.
Notre Parti doit être ouvert à toutes ces couches de la population. Chacun

Contribution Jean Jaurès

connaît nos points faibles surtout dans les milieux populaires. Rien n'est facile mais il serait pour le moins paradoxal qu'au moment où nous fêtons le 50ème anniversaire du Front Populaire, on continue à mésestimer l'apport indispensable pour le Parti et le Socialisme de ceux qui ont le plus besoin d'être pris au sérieux et de participer activement aux décisions qui les concernent justement parce que le plus souvent, ils sont privés dans leur vie professionnelle.
(Applaudissements)

Le président - Dupuis, tu renonces ? Merci. Est-ce que Drouin est là ?
Cédant à une pression amicale, tu peux prendre sa place pour 5 minutes.
La parole est à Luc Soubré.

Luc Soubré

On me dit que je peux prendre la place d'un camarade. Qu'à cela ne tienne, je vais essayer de rester dans les cinq minutes.
Avant la Convention j'avais quelques craintes en entendant les Socialistes faire des dissertations sur culture d'opposition et culture de gouvernement, et il me venait à l'idée que les 32% d'électeurs qui nous ont fait confiance, quand ils entendent les nouvelles de la matinée, quand ils protestent contre les mesures de la Droite, quand ils s'indignent que l'impôt sur les grandes fortunes soit supprimé, ne se posent pas la question : est-ce que c'est ma culture d'opposition, est-ce que c'est ma culture de gouvernement ?
(Applaudissements)
Et je craignais, chers camarades, qu'à force d'exégèse sur culture d'opposition, culture de gouvernement, on obligerait les électeurs qui ont nous fait confiance, à chaque fois qu'on parlerait de culture, à sortir leur bréviaire.
A partir de là je pense que nous perdrions leur confiance si on ne s'exprimait pas de façon claire.
Je crois que la France a une situation politique compliquée ; il faut avancer quelques idées simples pour expliquer ce qu'est la Droite, ce qu'elle veut, donc ce qu'elle fait. Et il faut émettre des propositions pratiques. Et je crois que le rapport de Marcel Debarge, quand il dit qu'il importe moins de donner des réponses à tout que de garder le contact avec les réalités quotidiennes, l'évolution des mentalités, d'apporter des réponses aux questions que se posent les gens.
Alors, ce que veut la Droite, mais je crois qu'il y a une explication qui vaut pour tous domaines : elle veut garder le pouvoir, et garder les pouvoirs pour garder le pouvoir. Je ne dirai rien sur TF1, mais c'est garder le pouvoir d'information, vous le savez. Le découpage électoral, c'est garder le pouvoir sur toutes les circonscriptions pour le RPR.
Et je ne prendrai qu'un exemple que je développerai plus longtemps : sur la réforme de l'enseignement supérieur.
Mes chers camarades, au-delà de tout ce qu'on peut dire, la Droite, pour l'enseignement supérieur, veut capter le pouvoir dans l'université. Qualifier notre jeunesse, accroître les connaissances des Français, des travailleurs, grâce à

Fondation Jean-Jaurès

la formation continue, ne sont pas les préoccupations du gouvernement. Le gouvernement veut mettre les universités sous tutelle, et ce au nom de leur autonomie. S'agit-il d'un procès d'intention ? Il suffit de regarder les différentes propositions de la Droite en ce domaine pour comprendre leurs intentions, que ce soit la proposition de loi Foyer, ou les diverses moutures du projet Devaquet, la Droite n'a qu'un objectif : maîtriser les universités en assurant la suprématie des professeurs, et si les professeurs ne suffisent pas, alors il y a le pouvoir du ministre. Au nom de l'autonomie, dans le projet de loi sur les universités, c'est le ministre qui fixe les statuts-types de la période transitoire, c'est le ministre qui impose les statuts définitifs dans les universités, au cas où ils ne seraient pas adoptés, c'est le ministre qui accorde la création d'établissements autonomes, et ainsi c'est le ministre qui décide, qui tranche, qui choisit, au nom de l'autonomie.

La référence aux grands conseils nationaux disparaît. Il en est ainsi pour la Conférence des présidents d'université et le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Alors, chers camarades, préoccupée d'accaparer le pouvoir dans l'université, la Droite n'a que faire du sort des bacheliers. S'ils n'ont pas de place dans les différentes universités, ils se verront offrir "des formations post-scolaires", dont personne ne sait vraiment de quoi il s'agit.

Voilà ce qu'il faut expliquer aux jeunes, à leurs familles, aux familles qui ont la légitime ambition que leurs enfants fassent des études.

Apporter les réponses aux questions que se posent les gens au sujet des universités, c'est-à-dire démocratiser l'enseignement supérieur, avec 2 millions d'étudiants en l'an 2000, développer la recherche universitaire dans une agence nationale pour la recherche universitaire, ouvrir l'université sur l'environnement économique et social, notamment par la formation continue, multiplier les propositions pratiques dans tous domaines, oui... Et je pense que nous avons quelques réponses à apporter aussi dans l'enseignement secondaire, aussi dans l'enseignement secondaire où la Droite démolit beaucoup et ne construit rien. C'est ainsi qu'à part renforcer l'enseignement privé, c'est tout ce qu'elle a fait depuis quelques mois.

Et je voudrais dire, en réponse à ce qu'a dit Gérard Fuchs hier soir, ceci : le million de personnes qui défilaient dans la rue, ce n'était pas contre l'idée abstraite de la laïcité, c'était contre l'idée qu'elles se faisaient qu'on pouvait supprimer une disponibilité pour aller à l'enseignement privé, par rapport à un enseignement public pour nous rénové et amélioré.

Nos rapports avec les syndicats ? En abordant ce sujet, comment ne pas rappeler que seule la fédération de l'Education nationale s'est engagée, au moment des élections, clairement, aux côtés de la Gauche ? Alors, comment ne pas voir avec plaisir que la fédération de l'Education nationale entame une démarche de rassemblement ? Pourquoi, chers camarades, nous priverions-nous de dire que nous voyons avec plaisir cette entreprise de rassemblement, alors que d'autres multiplient les calomnies contre cette entreprise, notamment tout ce que peut écrire la CGT et le Parti Communiste ?

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Et à faire semblant de ne pas voir ce qui est mis en place dans l'enseignement, beaucoup d'électeurs de gauche ne savent plus où se syndiquer, parce qu'ils sont déroutés par les positions contradictoires.
Chers camarades, si l'entreprise de la FEN aide à les syndicaliser de nouveau, tant mieux, nous devons nous en réjouir.
Dernier point : le rassemblement dans le Parti.
Alors, là, il y a des positions qui ont divergé. Le rassemblement dans le Parti... je pense que nous devons accueillir avec joie les camarades de convergence Socialiste qui ont quitté le PCI et qui apporterons au Parti des cadres, étudiants et universitaires.
Je voudrais dire quelques mots sur le MRG. Face au Mouvement des Radicaux de Gauche, nous devons prendre nos responsabilités. Il faut que l'on propose au Mouvement des Radicaux de Gauche, ou qu'il vienne, mais certainement pas qu'il continue à rester à côté. Chers camarades, dans trop de départements des élus locaux MRG jouent à la bascule entre la Droite et la Gauche... (applaudissements)... Ou bien ils viennent, et nous les prenons, comme on l'a fait, sinon ils seront soumis à la juste loi du suffrage universel et seront donc en compétition partout avec des candidats Socialistes, lors des élections.
(Applaudissements)
Je sais bien que quelques camarades disent : "Oh, mais l'attitude du MRG, localement, ce sont seulement des coups d'épingle". Chers camarades, il y a des coups d'épingle qui s'infectent et des piqûres qui deviennent mortelles. Alors, le Parti Socialiste, qui veut être sain, n'a pas besoin de prendre des risques supplémentaires.
Voilà, chers camarades, ce que je voulais dire sur quelques sujets.
Rassemblement des Socialistes, rassemblement dans le Parti Socialiste ! Et je crois que lorsqu'on voit les différentes tendances : Parti fort, Parti vivant, Parti ouvert, les images sont claires... un parti fidèle...
Un parti fidèle, c'est plus vague, mais c'est fidèle à nos valeurs, les valeurs que représente peut-être simplement cette image. Ces valeurs, nous les connaissons, ce sont les valeurs qui ne sont pas le libéralisme, qui ne sont pas l'égoïsme qui ne sont pas le fascisme. C'est la liberté de penser, de s'exprimer, l'égalité devant l'instruction, la fraternité entre les peuples, la solidarité...
D'autres camarades dans les sections parlent aussi maintenant de convivialité. Alors je terminerai sur une note locale : dans ma fédération, avec les camarades de la Haute-Garonne, nous avons créé une association de convivialité Socialiste. Pourquoi ne pas commencer par nous ? Pourquoi ne pas faire en sorte que nous définissions d'abord chez nous, par la convivialité Socialiste, la société que nous voulons construire ?
Oui, chers camarades, un parti fort, ouvert, fidèle, convivial, quel beau Parti que le nôtre !
(Applaudissements)

Le président - Merci.

Je donne la parole à Pierre Bérégovoy pour un quart d'heure.

Pierre Bérégovoy

Chers camarades, si je peux m'exprimer ainsi, dans cette ambiance assez chaleureuse, un vent de modernisation a soufflé sur la Convention nationale du Parti Socialiste.

Je crois qu'il est en effet utile que nous essayons de mettre derrière le mot un certain nombre d'objectifs et une démarche collective.

Moderniser, cela signifie sans doute adapter notre pensée à l'économie contemporaine. Cela signifie aussi ne pas croire que tout est facile, ne pas multiplier les promesses, retenir l'expérience que nous avons vécue au gouvernement.

Moderniser, cela signifie aussi dans mon esprit ouvrir le Parti Socialiste non seulement aux sympathisants mais aussi faire du Parti Socialiste le centre de ce que j'ai appelé une constellation démocratique permettant de rassembler, aussi bien sur notre gauche qu'à notre périphérie, vers le centre, celles et ceux qui n'acceptent pas la dérive réactionnaire de la politique du gouvernement de Chirac.

Cela suppose de notre part à tous que nous soyons capables de faire un effort sur nous-mêmes, afin de ne pas considérer, comme le fait trop aujourd'hui le gouvernement de M. Chirac, que la vie politique est partagée par une sorte de manichéisme, d'un côté le mal absolu, de l'autre le bien absolu et les solutions toutes faites.

Je crois que c'est cela qui doit être l'essentiel de notre démarche dans les semaines et dans les mois qui viennent, sans rien renier de nos valeurs, mais en étant capables de comprendre que le Socialisme est une doctrine vivante qui doit tenir compte à la fois des contraintes et du progrès des techniques.

Si je prends les considérations qui pèsent aujourd'hui sur l'économie mondiale, trois éléments sont dans nos esprits et nous en avons supporté le poids pendant cinq ans.

- Premier élément, l'accélération du progrès technique et la nécessité d'investir toujours plus avec des risques qui vont croissant. La durée des produits, des machines, est réduite. Il faut davantage de matière grise et davantage de capitaux. C'est une donnée permanente et qui ne s'effacera pas, quelles que soient les circonstances, dans les prochaines années.
- Deuxième élément, l'internationalisation croissante de l'économie mondiale et du mouvement des capitaux. On ne peut pas raisonner comme si nous étions seuls en Europe et dans le monde. Ce qui se passe ailleurs a nécessairement un retentissement chez nous.
- Troisième élément, l'émergence des pays en voie de développement à l'indépendance. Cela ne date pas d'hier, mais le mouvement est continu, et qui dit indépendance politique dira nécessairement à un moment donné refus de l'exploitation des pays riches sur les pays du tiers-monde. Il nous faut là non seulement tenir un langage nouveau, mais être capables de mettre nos actes en accord avec nos intentions.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Sur ce plan là, la France de François Mitterrand a fait beaucoup plus que les autres, elle a dans le domaine de l'aide au tiers-monde multiplié par deux l'aide financière, et elle s'est proclamée partisane d'une réforme du système monétaire mondial sans laquelle il n'y aura pas de solution durable aux problèmes des pays en voie de développement.
Avec ces contraintes, on voit bien qu'on ne peut pas faire n'importe quoi et je suggère au Parti que chaque fois que nous faisons une proposition, nous soyons capables de la chiffrer et d'en établir le calendrier.
Quand on veut donner plus aux uns, il faut nécessairement prendre aux autres, et permettez-moi de vous dire sous forme de confidence de ministre des Finances - je crois que Laurent Fabius et Pierre Mauroy pourraient tenir le même langage - que quand on prend, ceux auxquels on prend trouvent que c'est toujours trop, et quand on distribue, ceux à qui on distribue trouvent généralement que ce n'est pas assez.
Donc il faut bien savoir que dès l'instant où nous faisons des propositions, celles-ci doivent être chiffrées elles doivent être modelées suivant un calendrier. C'est quelque chose que je tenais à vous dire aujourd'hui.
Je dis que le bilan de notre économie est satisfaisant. Laurent Fabius a eu tout à fait raison hier de dire que l'héritage était bon, et nous pouvons formuler le souhait qu'il ne soit pas dilapidé,
L'héritage est bon en matière d'inflation : 2% d'inflation cette année, moins de 2%, c'est possible, il suffit de le vouloir.
Balance des paiements excédentaire, chômage en recul, voilà le bilan qui est le nôtre. sécurité sociale équilibrée, avec bien entendu nécessité de l'adapter aux évolutions qui viennent, et de ce point de vue je trouve que nous devons dénoncer l'attitude du gouvernement qui tantôt se déclare angoissé par l'état de la France, tantôt utilise à son profit deux diagnostics, celui de Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, et celui du FMI, deux diagnostics qui ont été établis récemment et qui constatent que l'état de la France est bon.
Permettez-moi de vous dire que je trouve qu'il y a quelque impudeur à se référer à ces deux déclarations pour justifier la politique économique actuelle du gouvernement. Les jugements de la Commission de Bruxelles et du FMI sont les jugements de l'action accomplie par les gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius de 1981 à 1986 !
(Applaudissements)
Mais le gouvernement pèche par dogmatisme, et je crois qu'il est en train de compromettre, de gaspiller les chances de l'économie française. Les mesures qu'il a prises dans le domaine social, et notamment la suppression de l'autorisation préalable de licenciement économique, nous le sentons tous et vous le voyez dans vos communes et dans vos départements, vont compromettre la paix sociale. Pour satisfaire la revendication exprimée par la frange la plus réactionnaire du patronat, on risque de compromettre l'équilibre social que les Socialistes avaient établi au cours de ces cinq dernières années.
De même, dans la volonté de privatiser, on va d'abord aller beaucoup moins vite qu'on le dit. Deux entreprises cette année, et l'on ne peut pas aller plus vite,

sinon le marché financier serait perturbé. Quelques autres entreprises l'année prochaine, si naturellement les circonstances le leur permettent, et ceci signifie que les entreprises nationalisées et les banques que nous avons redressées - celles qui faisaient des pertes sont aujourd'hui en excédent - vont vivre pendant plusieurs années, en tous cas pendant deux ans, avec une épée de Damoclès au dessus de leur tête : "quand serons-nous privatisées ?" Ce qui va interdire aux conseils d'administration et aux présidents de ces établissements de poursuivre la politique que nous avons initiée et qui leur permettait d'affronter la concurrence internationale dans de bonnes conditions.

Si le gouvernement était sage et s'il avait le sens des responsabilités, il n'entraînerait pas notre économie dans une sorte de fuite en avant qui ne peut donner rien de bon.

J'ai dit que la situation économique était meilleure. Le budget de 1987, si nous étions restés au pouvoir, aurait pu être établi avec un déficit budgétaire que nous avions annoncé par rapport au PIB de 2%, soit environ 90 milliards, et pourquoi ? Parce que les recettes fiscales de 1986 sont meilleures que celles que nous avions nous-mêmes programmées dans nos chiffres. En effet, le redressement des comptes des entreprises fait que l'impôt sur les bénéfices des sociétés sera supérieur au moins de 6 milliards cette année à ce que nous avions prévu, et sans doute supérieur de 10 à 11 milliards en 1987.

Voilà en effet un héritage satisfaisant, et il nous faut souhaiter, chers camarades, dans l'intérêt de la France et des catégories sociales qui nous font confiance, que le gouvernement le plus réactionnaire que nous ayons connu ne dilapide pas les fruits de l'effort de notre gouvernement, mais surtout de tous les Français auxquels nous avons demandé de faire un effort pendant cinq ans et qui ont su répondre "présent" parce qu'en même temps que nous leur demandions un effort, nous disions que cet effort était équitablement réparti.

(Applaudissements)

Chers camarades, pour la sécurité sociale, on parle à nouveau d'un trou de 25 milliards pour cette année, 40 pour l'année prochaine. Méfiez-vous de ces prévisions extraordinairement pessimistes.

En 1983, 1984, 1985, avec une croissance économique inférieure, la sécurité sociale a dégagé des excédents.

Je ne dis pas qu'il ne faut pas des adaptations, et notamment le système des retraites exige une réflexion approfondie. Mais je dis que le gouvernement doit mettre toutes les cartes sur la table. On doit savoir quel est le chiffre exact de la trésorerie de la sécurité sociale.

On me dit : la trésorerie, cela va cela vient. C'est vrai, dans la trésorerie, il y a des encaissements, il y a des dépenses. Mais ce que je peux vous dire sans craindre d'être démenti, c'est que sur les premiers six mois de cette année la trésorerie journalière a été en moyenne supérieure d'au moins 7% à ce qu'elle était à la même époque l'an passé, ce qui signifie que la sécurité sociale se porte moins mal qu'on le dit.

Pourquoi ? On le dit parce que ou bien l'on veut transformer profondément, par une sécurité sociale à deux vitesses, le dispositif que nous avons mis en place,

ou bien l'on veut, en décidant des recettes supplémentaires dès maintenant, permettre des transferts de la sécurité sociale vers le budget de l'Etat lorsque la loi de finance pour 1987 va être élaborée. Autrement dit, le gouvernement essaiera de faire croire aux Français qu'il pratique une rigueur budgétaire juste, qu'il réalise des économies, qu'il réduit le déficit, en transférant à la sécurité sociale des dépenses qui sont aujourd'hui à la charge de l'Etat.
Il n'est pas trop tôt, chers camarades, pour dénoncer ce tour de passe-passe dont sont victimes les institutions de la sécurité sociale !
(Applaudissements)
J'aurais aimé, mais le temps me fait défaut, vous dire qu'entre l'économie des pays de l'Est où cela ne marche pas et le néo-libéralisme qui ne pèche pas par excès de liberté mais qui pèche tout simplement par excès de capitalisme sauvage, il y a place dans notre pays pour une troisième voie : économie de liberté, économie de responsabilité, économie de solidarité où le marché est irremplaçable, c'est vrai, mais où la règle du jeu doit être fixée par l'Etat, un état fort qui doit être capable de se faire obéir dès l'instant où il est le gardien de l'intérêt général, face aux égoïsmes et aux intérêts privés.
Chers amis, je crois que l'heure de la reconquête est venue, et que nous pouvons envisager notre retour au pouvoir. Permettez-moi à mon tour d'apporter une réflexion à propos des sondages, et qu'inspire aux Français la cohabitation.
Je crois en effet, comme Pierre Mauroy, qu'il va nous falloir réfléchir, au fonctionnement de nos institutions. Dès lors que le Président de la République est élu au suffrage universel, il y a en effet une double légitimité, celle du Président et celle du Parlement, et comme la constitution avait été faite pour renforcer le pouvoir de l'exécutif, on s'aperçoit que le Parlement avec l'application de l'article 49-3 et les ordonnances, se voit déposséder petit à petit de son pouvoir. Je crois donc que tant que l'élection du Président de la République au suffrage universel existera, il faudra trouver un nouvel équilibre des pouvoirs: un gouvernement responsable devant le Président, un Parlement qui ne peut pas être dissous et qui assure en effet la confection de lois.
Nous ne pouvons pas décider de cela avant 1988, mais il faut avoir dans l'esprit cette réforme institutionnelle de telle sorte que l'équilibre des pouvoirs, quel que soit le Président, et quel que soit le chef du gouvernement, soit enfin garantie dans notre pays,
Mais les sondages m'inspirent une autre réflexion ; François Mitterrand en effet bénéficie dans l'opinion d'une cote de plus en plus élevée, que M. Jacques Chirac est déjà atteint dans l'opinion : l'opinion défavorable augmente, l'opinion favorable diminue, et je crois tout simplement chers amis que cette constatation est due au bon sens de nos compatriotes. Nos compatriotes ont conclu que le Président de la République, qui avait assuré dans la paix civile et sociale l'alternance de 1981, qui a assuré après les élections de mars le fonctionnement régulier des institutions, le Président de la République, François Mitterrand a vocation et capacité à rassembler les Français.
(Applaudissements)
Alors que de l'autre coté, M. Jacques Chirac est à la tête d'un gouvernement de

revanche sociale, qu'il exprime les intérêts d'une partie minoritaire de la France contre celle du plus grand nombre des Français : c'est un gouvernement de division alors que le Président de la République est un Président de rassemblement.
(Applaudissements)
Je crois que les Français aspirent en effet à un plus large rassemblement, ils récusent le manichéisme, le discours de M. Chirac consistant à dire : tout allait mal avant nous et tout ira mieux dans cent jours... Encore que maintenant il ne se contente plus de 100 jours, il faudrait plus, beaucoup plus, de temps, neuf ans demande-t-il pour tenir ses engagements, ce qui est tout de même très différent de 100 jours promis.
Mais le pays sent bien, je crois, que ce gouvernement de Chirac, s'appuyant sur une minorité, tiraillé par ses contradictions internes, internes au gouvernement, mais internes aussi à la majorité de droite sur laquelle pèse l'hypothèque du Front National, n'est pas capable de répondre aux problèmes qui se posent à notre pays, que le gouvernement joue une partie de la France contre l'autre.
Nous, nous devons incarner la France du progrès, la France du monde du travail, nous devons appeler à la solidarité et au rassemblement des Français. Le Parti Socialiste peut à sa manière profiter du climat de la cohabitation en montrant qu'il est capable de rassembler en son sein d'abord, toute la richesse, toute la diversité des formes de pensée, qui animent le Parti Socialiste, mais qu'il peut aussi rassembler autour de lui des Communistes déçus, des réformistes qui n'acceptent pas la dérive réactionnaire du gouvernement actuel, et des Gaullistes qui pensent que la France a mieux à faire que d'épouser les orientations du gouvernement du président Reagan.
A tous ceux là nous devons offrir la concertation, pour ceux qui seront chez nous, cela sera simple, mais pour ceux qui ne sont pas encore Socialistes ou qui ne désirent pas adhérer au Socialisme, qui sont prêts cependant à faire un bout de chemin avec nous, pour que nous puissions disposer de la majorité nécessaire de 50%, tendons-leur la main, associons les à nos délibérations et pour cela, je crois, un parti fort et sûr de lui, un parti rassemblé autour de son Premier secrétaire, Lionel Jospin, un parti qui sache taire les divergences d'ambition, pour ne retenir que l'essentiel : la reconquête du pouvoir au service du pays et du monde du travail.
Voilà notre objectif, nous ne serons jamais trop nombreux pour y parvenir. Au travail camarades.
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci Pierre, la parole est à Jean-Yves Le Drian, puis à Lionel Jospin,

Jean-Yves Le Drian

Chers camarades, la modernisation du Parti Socialiste est-elle encore d'actualité ? Après tout notre Parti est devenu en nombre de voix le premier de France, l'image de ses principaux responsables est bonne dans l'opinion, pourquoi donc

faudrait-il changer, s'alarmer du rapport très décroissant des adhérents par rapport à nos électeurs et même regretter le déclin du militantisme ?
Les signes de nos propres mutations devraient suffire à convaincre les plus incrédules des Français du caractère résolument moderne de nos intentions. Et pourtant à notre avis jamais l'ouverture et la transparence n'ont paru aussi nécessaires. Car trois risques majeurs apparaissent aujourd'hui pour l'avenir du Parti.
D'abord il est minoritaire dans l'opinion et son système d'alliance a volé en éclats. Le Parti Communiste n'en veut plus, mais compte encore, le MRG en veut peut-être mais ne compte plus, bref à 32 et même à 40%, le Parti Socialiste avec le scrutin majoritaire peut demeurer seul un très bon parti, mais un très bon parti d'opposition, même si l'élection présidentielle peut "chambouler" cette arithmétique un peu sombre.
Le deuxième risque pour le Parti Socialiste tient aux menaces qui pèsent sur notre unité. Certes, aujourd'hui il y a beaucoup de points d'accord entre les Socialistes sur les tâches à mener. Les débats qui nous avaient jadis divisés, paraissent aujourd'hui un peu dépassés, désormais il est moderne à sa façon naturellement, à sa façon plutôt républicaine, la façon plutôt sociale démocrate, ailleurs plutôt culturelle, mais qu'importe, de nouveaux mots fleurissent, pour certains le contrat serait une solution, pour d'autres rien de mieux que l'autonomie et pour les autres une bonne louche de pragmatisme nappée des bonnes vieilles valeurs suffirait.
Ces convergences de modernisation sont heureuses, mais derrière elles risque de se cacher un parti morcelé, non pas simplement dans le système des courants, qui a sa justification, mais qui ne reflète plus aujourd'hui les réalités du Parti, mais par la floraison des chapelles plus ou moins ardentes, par la multiplication sous ces casquettes officielles des sensibilités de sous-courants, de zones d'influence. Paradoxalement, au moment où on ne distingue plus précisément ce qui fonde l'identité de chaque courant, le Parti est confronté à des forces centrifuges.
Enfin, le Parti Socialiste souffre peut-être comme toute organisation d'une certaine crise de militantisme. Ayons la lucidité de reconnaître que dans les sections, hors période électorale et les débats de Congrès, il arrive qu'on s'ennuie, convenons que nos formes de débats, nos modes de communication, notre système de dialogue avec la population, qui ont eu un temps leur rôle, sont maintenant inadaptées, admettons qu'on ne peut demander la même participation qu'il y a dix ans à nos adhérents, enfin avouons que notre langage souvent ésotérique peut constituer pour beaucoup un code relativement indéchiffrable.
Quels sont les quelques handicaps de départ qui justifient l'exigence de modernisation ? Nous avons entendu un certain nombre de propositions intéressantes, qui à elles seules ne nous paraissent pas suffisantes, mais qui méritent l'intérêt. D'un côté on envisage une réécriture de la déclaration de principe, l'exercice n'est pas vain, car les mots comme les hommes qui les écrivent, peuvent vieillir, mais la rédaction soignée d'un texte ne constitue pas

Fondation Jean Jaurès

en soi le gage d'une modernisation réussie, si elle reste sans traduction sur le mode de fonctionnement de notre Parti, car seule compte la force des habitudes, des comportements, le toilettage de quelques principes ne dispensera donc pas d'une bonne lessive de notre fonctionnement, car il ne s'agit pas seulement de penser vrai, mais d'agir plus.

D'autres suggèrent de s'en tenir à un meilleur accueil des sympathisants, ainsi pourraient apparaître à côté de chaque fédération des associations d'amis du Parti Socialiste, cette formule a le mérite de tenir compte d'un fait, la difficulté pour beaucoup de nos amis d'adhérer à un parti.

Elle présente cependant une limite, d'abord cette méthode est la meilleure pour nous inciter à ne rien changer dans notre propre fonctionnement, car elle transfère le problème à côté. Enfin, elle revient à perpétuer deux catégories de Socialistes, les uns avec plein droit, et les autres avec un ticket modérateur, bref un parti qui risque de devenir dual, ou alors il faudrait accepter que ces sympathisants puissent participer à la désignation des candidats, mais j'ai le sentiment que nous n'en sommes pas là.

Alors, faut-il renoncer à entreprendre des formes de modernisation de notre fonctionnement ? Nous ne le pensons pas, car pour nous Socialistes et à quelque courant que nous appartenions, le Parti doit être l'expression ramassée de la culture politique, que nous voulons diffuser, et être à l'image de la société que nous entendons promouvoir, décentralisée, transparente, et solidaire.

C'est pourquoi, nous soumettons à la Convention quatre propositions courtes.

La première concernant le système des courants : nous reconnaissons que c'est une nécessité de la vie démocratique du Parti Socialiste, mais convenons de leur ossification, conjuguée parfois à leur perte d'identité politique, cela exige une remise en cause, ne serait-ce que partielle de leur monopole de représentation politique, en particulier lors des Congrès. Si on adhère au Parti Socialise, on peut avoir le droit, au moins jusqu'au prochain Congrès de ne point se ranger derrière un courant, et s'il existe des trans-courants, il peut au moins apparaître des sans courant, de là découle une deuxième proposition sur le choix des dirigeants.

Ne conviendrait-il pas de réserver une fraction, même modeste des membres du Comité directeur, à des camarades qui seraient élus sur une liste non proportionnelle, désignée suivant des modalités originales.

Enfin, si nous entendons être le Parti de la décentralisation, il faut la mettre en œuvre, en notre propre sein, trop souvent nos fédérations sont de simples décalcomanies du jeu des motions nationales, et non pas des instances d'animation et d'action. Proposons un autre mode d'organisation du scrutin fédéral afin de renforcer l'identité propre des équipes départementales,

Enfin, et pour terminer, pour symboliser notre volonté d'ouverture, nous proposons qu'à l'automne prochain le Parti manifeste son souci d'élargissement en organisant à l'exemple de ce qui fut en 1974, avec les assises du Socialisme, des assises de l'alternance, sans que cela corresponde à une fondation du Parti Socialiste, des assises départementales, puis nationales permettraient, sur la base de quelques principes, et autour de quelques thèmes, précis, comme le progrès

social, la solidarité, par exemple, délivrer à l'opinion notre meilleure image et ainsi de capter comme en 1974 de nouvelles énergies.
Etre ouvert suppose d'abord d'être présent et transparent, et pour le montrer les assises de l'alternance pourraient y contribuer.
Je conclurai, pour lever toutes les suspicions, en disant que si certains d'entre nous peuvent se déclarer trans-courants, c'est qu'ils croient d'abord et avant tout à l'unité du Parti et à son caractère irremplaçable. Encore faut-il l'adapter tous ensemble au temps qui court, et qui court très vite.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au Premier secrétaire, Lionel Jospin.
(Applaudissements)

Lionel Jospin

Chers camarades, je voudrais d'abord remercier Marcel Debarge, le maire de cette ville, et les militants du Pré Saint-Gervais de nous avoir accueillis dans leur cité et de nous avoir offert, dans des conditions particulières de canicule, cette belle Convention.
(Applaudissements)
Je voudrais également remercier le secteur organisation-administration du Parti qui, comme à l'habitude, a rempli sa mission.
Cette Convention nationale statutaire avait, au fond, trois objets.

- Analyser la période politique depuis le 16 mars et en tirer des conclusions pour l'action.
- Amorcer la réflexion sur l'évolution du Parti Socialiste et prendre quelques décisions immédiates.
- Se fixer des objectifs et des moyens pour la reconquête politique qui est devant nous.

En somme, des sujets importants pour une Convention ordinaire.
Cette Convention a été préparée très sérieusement. Toutes les sections ont débattu du questionnaire envoyé par la direction du Parti, près de 1200 ont même tenu à adresser par écrit le résultat de leurs travaux, deux groupes de travail ont été créés, l'un sur les élections, l'autre sur les structures, deux rapports nous ont été soumis, l'un et l'autre - on l'a déjà dit abondamment - riches et intéressants.
Le débat a eu lieu dans la Convention, toute la journée d'hier et encore un peu ce matin. Pour le laisser pleinement se développer, j'avais décidé de n'intervenir qu'aujourd'hui et en fin de débat.
La richesse de cette discussion, son caractère fraternel et franc, facilitent véritablement ma propre intervention, et si je devais exprimer ici un seul regret pour nos discussions, c'est qu'une fois de plus nous n'avons pas fait de la Convention ce qu'elle doit être normalement : d'abord l'expression des délégués des fédérations du Parti.
(Applaudissements)
Pourtant, plusieurs d'entre eux, cette fois, et même de nombreux d'entre eux,

Fondation Jean Jaurès

s'étaient inscrits et j'avais demandé hier, à l'heure du déjeuner, que dans le débat de l'après-midi on veille à ce qu'ils puissent intervenir... Mais j'ai constaté que, collectivement, et en même temps dans nos diverses individualités collectives, nous avions préféré donner la parole, comme d'habitude, à nos leaders.

Je ne vais pas faire, sur ce plan, de démagogie, ayant moi-même, dans cette Convention, comme à l'habitude, l'occasion de parler très longuement, mais je veux dire que, pour la prochaine Convention ordinaire du Parti, je demanderai qu'elle soit préparée de façon que soient entendus et, s'il le faut, entendus d'abord, les délégués des fédérations, sinon ces Conventions ne correspondent pas à ce qu'elles devraient être.

(Vifs applaudissements)

Mon propos de ce matin sera double.

- Donner ma part d'analyse de la situation, faire mes propres suggestions.
- Et puis, tirer certaines conclusions du débat qui est intervenu.

J'adresserai ma première réflexion, comme je l'indiquais tout à l'heure, au bilan des trois mois écoulés depuis le 16 mars, et j'essayerai d'en tirer quelques guides pour l'action.

Si l'on analyse la situation politique, on constate que le pouvoir est à Matignon, en tout cas pour ce qui concerne la politique intérieure, en tout cas tant que le Premier Ministre conservateur disposera d'une majorité à l'Assemblée Nationale. Cela peut changer et nous le verrons d'ailleurs dans les prochains mois.

Mais, si le pouvoir est à Matignon, le symbole de l'Etat et de la nation est à l'Elysée, non seulement parce que la Constitution en dispose ainsi, mais aussi parce que François Mitterrand a veillé constamment depuis le 16 mars, par son comportement, à cette incarnation précise dans l'opinion. Ainsi s'explique, je crois, pour l'essentiel, la montée de François Mitterrand, dans les sondages, mais si c'est un phénomène très positif, il serait sans doute imprudent de l'interpréter dès maintenant comme un retournement de l'opinion en faveur de la Gauche.

Il y a, nous le savons tous, et plusieurs délégués l'ont abordé hier, dans cette situation, d'indiscutables éléments de contradiction et nous savons bien que cette situation est transitoire, même s'il serait trop simple – je vous demande d'y réfléchir - d'affirmer dès maintenant que 1988 en sera le terme, car après tout notre vocation est de nous battre pour avoir à nouveau un Président Socialiste, et que se passera-t-il ensuite ? Il est bien trop tôt pour le dire.

Mais il ne serait pas sage, même si nous mesurons les éléments contradictoires, la dimension d'instabilité de cette situation politique, de vouloir en précipiter les rythmes.

Pour des raisons de principe d'abord : je ne crois pas que les Socialistes aient à choisir l'instabilité institutionnelle.

Pour des raisons de politique pratique également : il y a peu de raisons de penser, malgré la chute dans l'opinion de la popularité de M. Chirac et de son gouvernement, que l'opinion se soit déjà retournée en notre faveur. Il faudra, je

Fondation Jean Jaurès

pense, qu'elle fasse pleinement l'expérience de la politique de la Droite au pouvoir et que nous ayons nous-mêmes le temps et la capacité de la convaincre que notre retour aux responsabilités est la meilleure solution pour le pays.
Naturellement, personne n'attendra passivement le rendez-vous de 1988. La Droite, en particulier, n'a pas l'intention de rester les deux pieds dans le même sabot et il est clair qu'elle consacre de nombreux efforts pour mettre en place des mécanismes destinés à lui assurer un rapport de forces favorable.
C'est clair sur le terrain électoral avec la mise en place d'un découpage taillé à la mesure des appétits des partis conservateurs.
C'est clair sur le terrain de la communication - et je devrais d'ailleurs parler davantage de propagande politique - avec la volonté de prendre le contrôle de TF1 par les intérêts privés amis et la volonté de faire d'Antenne 2 une chaîne officielle.
A cet égard, je voudrais dire que je commence d'ailleurs à m'inquiéter du déséquilibre qui, sous nos yeux, s'instaure à la télévision entre le gouvernement et la majorité, d'une part, et l'opposition, d'autre part, dans les temps d'antenne, et j'ai l'intention d'écrire dès les tout prochains jours à la présidente de la Haute Autorité pour lui demander que celle-ci se préoccupe de cette situation.
(Applaudissements)
Cette volonté de créer un rapport de forces favorable à la Droite est également claire sur le terrain du contact avec l'opinion, dans la façon dont le gouvernement tente de développer sur la sécurité un discours flatteur, satisfait et en même temps dangereux, que les résultats obtenus dans la pratique ne justifient pourtant en rien !
Nous ne devons pas négliger le sens et les moyens de cette offensive menée par la Droite, mais en même temps nous ne devons pas croire qu'elle sera automatiquement victorieuse.
C'est un fait politique maintenant constaté par tous que Jacques Chirac n'a pas su créer le choc, enclencher la dynamique dont il avait besoin sur le plan économique comme sur le plan politique pour utiliser à son profit le temps bref qui lui est laissé. A nous donc de montrer clairement à l'opinion cette politique telle qu'elle est, de montrer qu'elle est destinée à servir immédiatement et ouvertement un certain nombre d'intérêts privés, ceux des spéculateurs, des propriétaires, des détenteurs de grandes fortunes, du patronat rétrograde, par une politique qu'il faut bien appeler de classe, de montrer qu'elle n'est en rien centrée, cette politique, sur son objectif officiel, proclamé partout, la création de l'emploi, car seul dans les mesures récentes du gouvernement le plan sur l'emploi des jeunes va dans ce sens, le reste n'ayant pas de rapport avec cet objectif - c'est le cas des lois de privatisation, des lois Chalandon, de la loi électorale - ou au contraire lui tournant carrément le dos, c'est le cas de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.
Il faut montrer que cette politique est destinée à sacrifier les intérêts à long terme du pays. C'est ce que montrent les coupes sombres dans la recherche, la dérégulation opérée dans les secteurs de pointe, par exemple à la DGT.
C'est le rôle que nous jouons à l'Assemblée Nationale et au Sénat, c'est le rôle

que, dans les mois qui viennent, nous jouerons dans tout le pays.
A partir de cette analyse qui ne fait que prolonger celle qui a été menée dans cette Convention, je crois qu'on peut peut-être tirer quelques guides pour l'action.
La situation politique dans laquelle nous évoluons est complexe et même, à beaucoup d'égards, subtile. C'est dire que nous devons jouer cette partie qui est devant nous avec des nerfs, avec de la finesse et le sens du temps. Les choses, chers amis, se joueront en deux ans, pas en deux mois.
Cela ne signifie pas naturellement qu'il faille être passif face à la politique de la Droite. L'attitude d'opposition résolue qui est la nôtre, la bataille parlementaire conduite par le groupe, constituent la bonne approche. M. Chirac et ses lieutenants du gouvernement doivent apprendre que, sur la ligne politique rétrograde et réactionnaire qui est la leur, ils n'obtiendront rien aisément du Parlement. Leur politique, nous la combattrons, nous la freinerons, nous la compliquerons autant qu'il nous sera possible dans le cadre des droits qui sont ceux de l'opposition.
(Applaudissements)
Et qu'on ne parle pas d'obstruction., ou alors, que signifient les 120 amendements déposés par la majorité elle-même au Sénat, pour réparer les bévues de M. Léotard ?
(Applaudissements)
Que signifient encore les injonctions en forme de réserves extrêmes imposées au gouvernement par le Conseil constitutionnel sur les ordonnances économiques et sociales ?
Non seulement le gouvernement de M. Chirac travaille sur une orientation qui nous parait tout à fait négative, mais en outre, il travaille mal, en proposant des textes le plus souvent hâtivement conçus et imparfaits.
L'idée que la Droite française avait, elle seule, par grâce ou prédestination, l'art de gouverner durablement, et dans l'esprit des gens, controversée non seulement par la capacité de gestion que nous avons acquise pendant les années de gouvernement, mais aussi par la démonstration que M.M. Chirac et Léotard sont en train d'opérer sur nos yeux.
Jouer pleinement notre parti., qui est d'opposition d'abord, puis progressivement et de plus en plus de propositions, jouer cette partie, au nom des Socialistes, au Parlement et dans le pays, ne doit pas nous conduire, à ce qui serait, selon moi, une autre politique, c'est-à-dire s'exprimer à la place, du Président de la République.
Il faut laisser le Président exercer sa fonction, jouer son rôle, jouer sa propre partie.
Nous n'avons pas à l'engager, à parler à sa place, à annoncer à l'avance ce qu'il va dire ou ne pas dire, ce qu'il va faire ou ne pas faire...
Agir ainsi, ce serait confondre les fonctions - celles du Parti des Socialistes et celle du Président des Français. Et ce serait aussi nous interdire d'utiliser l'ensemble du champ politique avec la souplesse nécessaire.
De même, ne me parait-il pas souhaitable d'évoquer tous les 8 jour l'éventuelle

Collection Jean Jaurès

candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle.
Quand on a un Président, et un Président écouté, on ne s'empresse pas de le réduire à la dimension d'un candidat.
(Applaudissements)
Nous n'avons pas à instrumentaliser le Président de la République pour prouver qu'il est des nôtres, ni à nous montrer timides dans notre opposition au gouvernement, pour démonter que nous restons proches du Président.
L'intuition politique, la confiance mutuelle, sont entre nous assez grandes pour que chacun fasse en conscience ce qu'il croit nécessaire et juste à la place ou il est.
Voilà ce que me suggère non pas le sentiment de référence qui n'est pas ma nature, mais l'intelligence exacte de ce qu'exige la situation.
C'est avec la même, intelligence de la situation de l'évolution, que. nous devons aborder et poursuivre la réflexion sur l'évolution du Parti Socialiste, qui représentera le deuxième, thème, de mon intervention.
Comment faire évoluer et grandir le. Parti Socialiste, et en faire la grande force d'alternance à gauche ?
Telle est la réflexion entamée au Congrès de Toulouse, et que nous avons poursuivi dans cette Convention.
D'une façon, je dois le dire, qui ne m'a pas surpris, déjà dans les réponses des sections aux questionnaires et dans le rapport de Marcel Debarge, j'avais été frappé par la parallélisme des approches de la question des valeurs et de la question des structures.
Dans les deux cas, je trouvais le même balancement entre le respect de la tradition et la volonté d'ouverture et d'évolution. Comme si, au fond, il s'agissait de concilier les fins, liées aux malheurs, et les moyens concrétisés dans les structures.
Le débat, en Convention, que je n'ai pas voulu gêner ou freiner ou cadrer à l'excès, par une intervention prématurée, a tout à fait correspondu à ce que j'attendais. Volonté de bouger, d'innover, et en même temps sagesse de la démarche, réalisme du propos.
A ceux, chez les observateurs qui attendaient de cette Convention une mutation brusque, force est de leur dire que Darwin, une fois de plus, l'a emporté.
(Applaudissements)
Parlons d'abord des valeurs du Socialisme.
Sur cette question des valeurs, et à ce stade de la discussion, il me semble que j'ai constaté entre nous des nuances, et qu'il sera besoin d'aller plus loin dans ce débat.
Au républicanisme de Jean-Pierre Chevènement – car si le Socialisme peut être la République poussée jusqu'au bout, c'est vrai, nul n'a oublié que la République a été peut-être, sous nos yeux, conservatrice… (applaudissements)… - à ce que j'appellerai la démocratie de Michel Rocard avec ses 6 valeurs de référence, liberté, démocratie, solidarité, primauté des droits, décentralisation, maîtrise du progrès technique, je serais tenté moi-même d'ajouter une vision un peu plus substantielle, un peu plus spécifique du

Fondation Jean-Jaurès

Socialisme, mais j'y viendrai plus tard.
En tout cas, nul ne nie dans nos débat que la défense de nos valeurs soit au cœur désormais de l'action politique.
La force des enracinements sociaux ne s'est pas naturellement totalement épuisée.
Nous savons bien qu'ils continuent à jouer dans les choix entre la Gauche et la Droite, dans les intentions de vote, un grand rôle.
Il suffit aussi de voir quels sont les gens qui viennent dans nos réunions publiques, dans nos fêtes populaires, pour savoir intimement, concrètement, quelle est la partie de la société dans laquelle s'insère notre Parti.
Mais il est vrai aussi que les déterminismes sociaux sont moins forts : la croissance économique, les conquêtes sociales, l'évolution du salariat, l'uniformisation partielle des modes de vie, la communication de masse, sont passés par là, rabotant les différences. Et si la dimension économique et sociale du vote et de l'engagement politique est moins forte, alors la dimension culturelle de cet engagement s'accroît.
En somme, poursuivant le débat avec quelqu'un qui n'est plus pour le mener avec nous, il ne suffirait peut-être pas à la Gauche d'être sociologiquement majoritaire avec après tout, un salariat qui représente plus de 80% de la population active.
Pour l'emporter, il lui faut peut-être aussi être culturellement majoritaire, ce qui suppose une lutte hâtive sur les terrains des valeurs.
(Applaudissements)
De ce point de vue, je ne résiste pas au désir de rappeler ici, à partir de ma perception des choses, quelques-unes des valeurs qui me paraissent caractériser le Socialisme : lutte contre l'exploitation et les injustices à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, limitation apportée aux excès des intérêts privés, directement par la nationalisation ou indirectement par l'imposition de règles générales, développement des droits et libertés collectives aux côtés des droits individuels, organisation ou régulation des marchés par exemple dans l'agriculture, directement par le plan ou encore par d'autres méthodes, laïcité de l'école et de l'Etat contre les fanatismes et les intolérances.
(Applaudissements)
… L'égalité sentie, vécue, concrétisée comme moyen de faire vivre la liberté pour chacun et non pas pour quelques-uns, mécanismes de redistribution des revenus, sécurité sociale, fiscalité, philosophie moins hiérarchique et plus libérale des rapports entre les hommes dans la société, en un mot : transformation progressive de la société.
Mais ce que je crois surtout, chers camarades, c'est que nos valeurs doivent être fondées davantage dans la réalité. Sinon, elles risqueraient bien de se réduire à une idéologie, c'est-à-dire à une vision abstraite et déformée du monde.
Quand j'ai écrit, dans certains articles : "parlons un peu moins de l'essence du Socialisme et un peu plus de l'existence des gens", c'est cette volonté d'enraciner nos valeurs dans les besoins réels et immédiats des gens, que je voulais rappeler.

Fondation Jean Jaurès

Le rapport de Jean Poperen nous a montré qu'il y avait, dans l'électorat de gauche, un abstentionnisme de déception. Mais plus grave encore, un vote de la fascination et de la frustration en faveur de l'extrême droite.
Si ces tendances devaient être durables, ce serait un grave danger pour nous.
Le Socialisme, chers camarades, ne peut pas être aristocratique. Il ne doit pas laisser aux démagogues de droite ou d'extrême droite des fractions entières des milieux populaires auxquels nous ne saurions plus parler, auxquels nous ne saurions plus offrir de perspectives.
(Applaudissements)
… Logement, sécurité, cadre de vie, immigration. Nous devons, sur ces terrains concrets, apporter dans les mois qui viennent des réponses convaincantes, montrer ce que valent nos valeurs.
Ces valeurs doivent-elle changer ?
Moi, mon impression, c'est que les valeurs du Socialisme ont une certaine permanence. Sinon, nous ne serions qu'un mouvement passager et local. Et nous sommes, au contraire, un mouvement historique et international. Mais je crois, par contre, que les instruments d'action au service de ces valeurs, les moyens de la politique gouvernementale - quand nous sommes au gouvernement - doivent et peuvent changer.
De même qu'il ne faut pas craindre de changer les mots quand ils sont usés, et qu'ils ont perdu leur force de communication auprès des citoyens.
Si j'en viens maintenant aux problèmes de structures, je crois que chacun a compris ici, dans ces débats, que les structures du Parti Socialiste, notamment à sa périphérie, n'étaient pas faites pour l'enserrer, pour l'étouffer comme un corset.
En même temps, tout mouvement a besoin de règles, et un corps vivant ne se développe pas sans ossature.
Alors beaucoup de propositions qui émanent du groupe structures me paraissent pertinents et devraient être retenues à l'issue de cette Convention, particulièrement quand elles ont pour objet d'ouvrir largement les portes et les fenêtres pour qu'elles y entrent plus librement : multiplier les formes festives, comme on dit, de l'action politique, faire se rencontrer plus souvent militants et sympathisants, faire vivre des formes du regroupement du type : "amis du Parti Socialiste", revoir les cotisations pour les bas revenus, renforcer les liens avec le mouvement associatif, ouvrir le Comité directeur aux journalistes à condition, chers camarades, qu'on réserve - mais ça ne doit pas être obligatoire - des échanges encore plus nourris et intimes à des Comité directeurs mettons de caractère thématique.
Tout cela me paraît excellent.
C'est vrai que le Parti Socialiste doit être un lieu de rencontre s'il veut être plus efficacement un instrument d'action. J'y ajouterai à l'ensemble de ces propositions une proposition personnelle : je me demande s'il ne serait pas souhaitable de reconstituer le Bureau national des adhésions ou à tout le moins de revoir le mécanisme d'adhésion afin d'éviter les lenteurs, les découragements, et parfois même les rétentions qui se produisent trop souvent...

Collection Jean Jaurès

(Applaudissements)
Je voudrais au moins qu'un petit groupe travaille sur ces questions et fasse pour bientôt des propositions.
Je n'ajouterai finalement à cette partie structures de mon intervention que deux réflexions dont l'une touche l'extérieur du Parti et l'autre l'intérieur.
Ma première réflexion concerne le syndicalisme. Chacun a remarqué - il faudrait être myope pour ne pas l'avoir constaté - que dans les pays où le syndicalisme est fort, le plus souvent uni et en tout cas très proche du Parti politique de gauche, généralement d'ailleurs, c'est vrai; social-démocrate, le Parti politique est un parti de masse.
De là à penser qu'on a trouvé la solution miracle pour faire le grand Parti Socialiste ou social-démocrate de masse en France, il y a un pas que certains semblent franchir, du moins dans leurs déclarations.
Mais, chers camarades, entre ce rêve tout à fait légitime et sa réalisation, il y a, faut-il le rappeler, la réalité syndicale et politique française et 100 ans de tradition d'indépendance du syndicat, car, vous le savez bien, cela a commencé avant la charte d'Amiens.
On me dit qu'il y a des évolutions, peut être, même des recompositions syndicales en germe ; si elles se produisent, nous devons les suivre avec beaucoup d'intérêt, mais je demande au Parti et à ses dirigeants de ne pas s'en mêler.
(Applaudissements)
Il n'a ni à freiner, ni à favoriser telle ou telle évolution qui concerne le champ syndical : à le faire inconsidérément, il se brûlerait les doigts.
L'autre réflexion, chers camarades, concerne les courants.
Parti de débat, et nous l'avons encore montré ces deux jours, Parti non centralisé, nous sommes potentiellement un parti à courants. En outre l'histoire et la géographie du Socialisme depuis vingt ans nous ont légué, je le constate, quelques courants permanents.
Je n'ai pas en ce domaine de religion particulière et, comme Premier secrétaire, je suis forcément à la fois dans un courant, en tout cas quand vient le Congrès, et d'une certaine façon, le premier ou le seul trans-courant.
(Applaudissements)
J'ai travaillé depuis cinq ans et demi et même avant sans esprit de chapelle, mais sur cette question des courants, chers camarades, je préfère être réaliste.
Je suis d'accord que les courants devraient être d'abord courants de pensée, mais je constate que parfois, quand la pensée change, le courant reste… (rires et applaudissements)… et il ne suffit pas toujours de changer de drapeau pour changer de territoire.
Le courant, chers camarades, réfléchissez y bien, c'est aussi un moyen de transport vers le secrétariat fédéral, vers le Comité directeur, vers la législative proche ou la sénatoriale immédiate et je dirai même, chers camarades, oserai-je vers quoi encore ?
Tant qu'il en sera ainsi, je préférerais, je vous le dis très simplement, que pour l'harmonie du Parti, les courants au grand jour aux rivières souterraines...

Fondation Jean Jaurès

(applaudissements)… mais, soyez en surs, je ne ferai rien, bien sûr, en ce qui me concerne, pour ossifier ou fossiliser ceux qui auraient décidé de changer ou de disparaître.
Chers camarades, j'en termine maintenant plus brièvement avec mon dernier thème : que peut on faire pour préparer la reconquête ? Avec quel rendez-vous peut on baliser l'avenir ?
Les Français nous ont, par leur vote, il y a trois mois, ôté le pouvoir gouvernemental. Ils n'attendent pas de nous que nous soyons dès maintenant prêts à l'exercer. Mais les difficultés que rencontre M. Chirac, celles qui viendront de surcroît de sa propre majorité, à partir de l'automne… ou faudra-t-il attendre le début de l'année prochaine, les mécontentements que peut entraîner sa politique, tout cela justifie que nous nous préparions dans l'ordre.
C'est pourquoi il est temps de commencer, je crois à baliser le temps qui vient d'ici 1988.
Tout, naturellement, ne peut être préparé à l'avance, et surtout pas l'imprévu, mais un certain nombre d'étapes peuvent être prévues et des décisions s'imposent.
J'en proposerai ou j'en reprendrai ici quelques-unes.
Il est temps d'abord de donner une forme concrète, une traduction à la fois politique et symbolique, au rassemblement de la Gauche autour du Parti Socialiste qui est notre objectif commun.
Il est temps aussi d'apporter une réponse dont ils discuteront, aux interrogations formulées par un certain nombre de nos partenaires.
C'est pourquoi je propose la constitution d'un Conseil national de la Gauche qui pourra réunir aux cotés de responsables Socialistes, des Communistes unitaires, des radicaux de gauche, des personnalités de centre gauche, des personnalités écologiques ou d'autres courants de la Gauche.
Ainsi, dans le cadre de cette structure souple, se réunissant régulièrement, certains de nos amis Communistes ou radicaux pourront-ils débattre avec nous et préparer leurs décisions d'engagement ultérieur.
(Applaudissements)
Pour poursuivre notre dialogue avec la société française, je propose ensuite que le Parti Socialiste engage dans les huit mois suivant la fin de l'été, une série de rencontres avec les représentants des différentes catégories socioprofessionnelles dans le pays, pour les écouter et pour commencer à leur faire nos propositions.
(Applaudissements)
Pour approfondir notre réflexion sur quelques grands problèmes de la société contemporaine, je propose que le Parti Socialiste traite un certain nombre de grandes questions dans des Conventions, dans des Comités directeurs spécialisés ou dans des colloques.
Comme l'a proposé Laurent Fabius, je crois qu'une Convention pourrait se tenir à la fin de cette année puisque nous aurons une deuxième Convention ordinaire sur les problèmes de l'emploi.
D'autres sujets devraient être abordés dans d'autres réunions, par exemple le problème des entreprises françaises et de leur compétitivité, car nous sentons

Fondation Jean Jaurès

bien que ce problème central est posé et pour la Gauche et pour la Droite. Celui de nos propositions en direction du tiers-monde, celui des systèmes de protection sociale, de leur évolution, de leur finalité, de leur conception, de leur philosophie et de leur financement, celui de la construction européenne, à laquelle François Mitterrand consacre tant d'efforts,

Pour faire face à la recommandation du Congrès de Toulouse de revoir, en tout cas d'examiner - on décidera s'il faut revoir ou pas après coup - la déclaration de principe du Parti Socialiste, adoptée à Epinay, c'est-à-dire la charte de notre conception commune du Socialisme, je propose la constitution d'un groupe de travail chargé de préparer cette rédaction ou en tout cas de discuter cette déclaration de principe.

Ce processus devra être conclu, conformément à l'obligation impérative de nos statuts, à notre prochain Congrès, c'est-à-dire en octobre 1987.

Enfin, pour préparer les grandes orientations de gouvernement qui seront les nôtres, je propose de nous fixer comme un premier terme une Convention qui pourrait se tenir au printemps de 1987. C'est la réponse, je crois, qu'il faut donner à la proposition de Jean Pierre Chevènement, d'élaborer un projet ; telle que je la formule, elle me semble peut être mieux adaptée aux grandes orientations de gouvernement : que ferions nous si l'on nous confiait à nouveau les responsabilités, qu'est-ce que l'opinion attend de nous ? Jean Pierre constatera que je l'ai avancée.

Pour anticiper sur ce travail de proposition, j'ai demandé, vous le savez, aux Commissions d'études et aux délégués du Parti de se remettre activement au travail ; j'ai également réactivé le groupe des experts qui est maintenant en pleine action.

Les réflexions et les propositions des uns et des autres seront disponibles au moment opportun et jugées sur leur mérite par les instances politiques du Parti.

Le prochain Comité directeur, en septembre, pourrait sans doute décider comment notre travail sur les orientations gouvernementales sera précisément conduit.

Chers camarades, je conclus en disant que je suis heureux personnellement des débats et des décisions que nous nous apprêtons à prendre dans cette Convention.

Nous avons travaillé fraternellement, positivement, en réfléchissant à la fois sur le monde extérieur et sur nous-mêmes et cela sans crainte.

Effectivement, chers camarades, n'ayons pas peur de l'avenir. Dans tous les pays d'Europe, dans presque toutes les démocraties, il existe un courant politique conservateur et un courant politique progressiste.

Le Parti Socialiste, par ses valeurs, par son travail, par ses militants, à toutes les places du Parti, par sa capacité d'adaptation et en raison de l'impasse Communiste, a tout pour incarner en France ce grand courant politique progressiste.

Si nous gardons la méthode qui est actuellement la notre, l'état d'esprit qui nous anime, si nous restons ensemble, camarades, l'avenir nous appartient.

(Très vifs applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Mes camarades, nous sommes devant le fait suivant : j'ai une liste de demandes de prise de parole qui totalise plus d'un heure trente. Il est près de midi. Et nous avons par ailleurs à entendre les rapports de la Commission des résolutions par Queyranne sur le fonctionnement et la vie du Parti, et par Poperen sur le problème sénatorial.
Je demande à la Convention quel ordre du jour elle entend suivre.

L'assemblée - Les rapports !

Le président - Je crois donc que nous allons écouter le rapport de Jean-Jack Queyranne sur le fonctionnement et la vie du Parti, les interventions que certains pourront demander sur ce rapport, puis le rapport de Jean Poperen. Et nous avons aussi quelques questions de contentieux qu'il faudra régler à ce moment-là ; puis, si la matinée nous en laissé encore le temps et si certains demandent encore la parole dans la suite du débat général, j'aurai bien-sûr à cœur de la leur donner.
Si tu veux bien, Queyranne, prendre la parole, nous t'écoutons.

Jean-Jack Queyranne (Rapport de la Commission des résolutions)

Chers camarades, le rapport de la Commission des résolutions va vous être donné dans quelques minutes ; il est actuellement au tirage.
Ce rapport porte non seulement sur les questions de structures et de fonctionnement du Parti, mais aussi, dans sa première partie, il analyse de façon critique la politique qui a été menée par la Droite depuis trois mois.
Je vais commencer à vous donner lecture de ce texte qui a été enrichi par les propositions formulées, dans son intervention, par Lionel Jospin.
Le projet de résolution se présente donc ainsi :

Convention nationale - 28-29 juin 1986. Projet de résolution

Le gouvernement de droite issu des élections du 16 mars applique le programme de revanche sociale de la plateforme RPR-UDF. Bénéficiant sur la plupart de ses projets du soutien de l'extrême droite, il s'emploie à restaurer les privilèges d'une minorité : suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, réduction pour les tranches supérieures de l'impôt sur le revenu, amnistie pour les fraudeurs et les spéculateurs. Les revenus des catégories modestes sont déjà touchés par cette politique qui aggrave les inégalités : stagnation des rémunérations, pénalisation de l'épargne populaire, suppression de l'augmentation des pensions retraite, au 1er juillet, hausse prochaine des loyers et des charges. Mais ni l'investissement, ni l'embauche que la Droite prétendait favoriser ne connaissent la reprise annoncée.
Sur le plan social, le gouvernement s'est soumis aux injonctions du CNPF en supprimant l'autorisation administrative de licenciement et en abrogeant de nombreuses dispositions du Code du Travail. Cette politique est lourde de conséquences pour les entreprises et l'emploi. Elle va à contre-courant de

l'évolution sociale de ces cinquante dernières années.
On ne peut construire le progrès économique sur les décombres du droit social et le refus de la négociation collective.
La fermeture des chantiers navals Normed, les suppressions d'emplois dans de nombreuses entreprises sont envisagées de façon autoritaire sans prendre en compte les perspectives de développement de ces secteurs ou les nécessaires reconversions techniques et humaines. Les projets de dénationalisations livreront aux intérêts privés et aux capitaux étrangers des activités stratégiques pour le devenir industriel, commercial et financier de notre pays. Les réductions des crédits consacrés à la recherche, à la formation, à la culture montrent que ce gouvernement sacrifie l'avenir.
Le libéralisme qu'il affiche est une idéologie rétrograde qui s'oppose à l'épanouissement des libertés. Le projet de privatisation de TF1 et le démantèlement de l'audiovisuel expriment clairement sa volonté de contrôle politique et de prise en mains par des groupes privés qui lui sont proches. La réforme de l'enseignement supérieur consacre l'éclatement de l'université et aggrave la ségrégation. La remise en cause des réformes engagées en Nouvelle-Calédonie risque de bloquer le processus d'évolution pacifique du territoire. Les projets de loi relatifs à la sécurité contiennent une dérive dangereuse par rapport aux principes de l'Etat de droit. La nouvelle législation sur les étrangers va accroître l'insécurité de leur situation notamment des jeunes ; elle risque de conduire à leur marginalisation au lieu de favoriser leur intégration.
Le gouvernement conjugue ainsi autoritarisme et affairisme, injustice et intolérance. Il n'obtient pas de bons résultats sur le plan économique et social. Il s'était donné cent jours pour obtenir la confiance. Il n'est parvenu qu'à provoquer la colère ou l'incompréhension d'un nombre croissant de citoyens et à susciter la méfiance chez ses propres partisans. Il divise ainsi les Français. Ceux-ci reconnaissent par contre le rôle joué par le Président de la République et approuvent la façon dont il assume le rôle de chef de l'Etat, garant de la stabilité des institutions de l'indépendance nationale, attaché aux libertés et aux acquis sociaux.
Le Parti Socialiste représente face à la Droite, la force qui peut permettre l'alternance et le retour à une politique de progrès, de justice et de liberté. L'expérience acquise dans la période 1981-1986, l'ampleur des réformes engagées, les résultats obtenus notamment sur le plan économique, montrent qu'il faut assurer à nouveau les responsabilités gouvernementales dans l'intérêt national.
A l'Assemblée Nationale et au Sénat, les parlementaires Socialistes continueront à mener une opposition vigoureuse face aux projets gouvernementaux en soulignant leur caractère bâclé et leurs effets nocifs. Ils dénonceront l'utilisation abusive des procédures qui visent à restreindre les débats et à abaisser les droits du Parlement.
Dans tout le pays, les Socialistes entendent contribuer à la mobilisation de l'opinion. Ils apporteront leur soutien actif aux campagnes engagées pour la défense du service public de l'audiovisuel. Ils soulignent leur volonté d'ouvrir le

dialogue avec le mouvement syndical pour élaborer en commun les moyens de faire échec à la politique antisociale de la Droite.
La Convention nationale a affirmé le souci d'élargir l'influence du Parti Socialiste. Elle appelle ses fédérations départementales et ses sections à un effort particulier d'ouverture en faisant participer plus largement les sympathisants à leurs réunions et à leurs activités. Elles devront apporter une attention soutenue à l'accueil et à la formation des nouveaux adhérents. Elles développeront leurs contacts avec les organisations locales pour mieux intervenir sur les problèmes concrets de la vie quotidienne.
Le groupe de travail sur les structures et le fonctionnement du Parti poursuivra sa tâche pour approfondir les suggestions qui ont été présentées lors de cette Convention.
Sur le plan national, le Parti Socialiste veillera, lors de l'élaboration de ses propositions, à consulter les forces syndicales, associatives, mutualistes et coopératives.
Parallèlement à cet élargissement de son influence et à ce dialogue renouvelé avec le monde associatif et les forces sociales, le Parti Socialiste rassemblera autour de lui tous ceux qui refusent la politique de la Droite et préparent les conditions d'une prochaine victoire. Des hommes et des femmes de secteurs très divers de l'opinion de gauche, et au-delà de la Gauche, souhaitent agir avec les Socialistes. Un Conseil national de la Gauche pourra réunir aux côtés des responsables Socialistes les personnalités des diverses sensibilités : Communistes unitaires, radicaux de gauche, gaullistes de progrès, écologistes et régionalistes, démocrates de centre-gauche.
Conformément aux recommandations du Congrès de Toulouse, l'examen de la rédaction de la déclaration de principes qui avait été adoptée à Epinay en 1971 sera soumise au prochain Congrès. Le Bureau exécutif est chargé de mettre en place une Commission pour étudier ce document.
Pour élaborer les grandes orientations de gouvernement qu'il soumettra aux Français, le Parti Socialiste tiendra une Convention au printemps 1987. Préalablement, la prochaine Convention statutaire sera plus particulièrement consacrée au travail et à l'emploi.
Le Parti Socialiste représente aujourd'hui la chance pour la France. En trois mois, la Droite a gaspillé de nombreux atouts pour notre pays. Nous devons dès à présent préparer la relève pour assurer l'avenir.
Voilà la proposition de résolution qui, je crois, est en train de vous être distribuée et qui est soumise à votre approbation.
Merci, chers camarades.
(Applaudissements)

Le président - Mes Chers camarades, je vous demande de ne pas vous disperser, nous avons à voter sur cette résolution et nous aurons tout à l'heure à voter sur le rapport de Jean Poperen concernant les sénatoriales.
J'ai, sur le rapport que vient de faire Queyranne, deux demandes de parole: un mot de Marcel Debarge, puis Didier Motchane.

Marcel Debarge

Chers camarades... Vous n'avez pas encore le texte de la résolution... Je vous rappelle la phrase :
"Ils soulignent leur volonté d'ouvrir le dialogue avec le mouvement syndical pour élaborer "en commun"...
Je ne pense pas que le "en commun" puisse figurer dans une résolution, cela poserait toute une série de problèmes, car ce serait vraiment un débat beaucoup plus fondamental. Moi je souhaite que l'on dise : "avec le mouvement syndical pour élaborer avec le Parti Socialiste les moyens de faire échec à la politique antisociale de la Droite". C'est une simple rectification, mais relativement importante.

Le président - La parole est à Didier Motchane.

Didier Motchane

Mes chers camarades, tel qu'il est et avec l'éclairage que vient de lui donner l'intervention du Premier secrétaire, le projet de résolution me parait correspondre à la volonté, à l'ambition et à la situation du Parti.
Je me bornerai donc à appeler votre attention sur cette exigence que Lionel Jospin a rappelée, de fonder nos valeurs sur la réalité, sur les exigences, les problèmes, les conflits de notre société.
C'est la raison pour laquelle nous avons, je crois, toujours su jusqu'à présent lier le débat sur les principes et la détermination de l'action.
C'est pourquoi le débat dont il est question et qui aura lieu sur la déclaration de principe ne peut trouver son sens qu'à travers le débat et l'action autour de notre projet.
Je crois qu'on peut dire que c'est grâce à notre Parti, grâce à vous, grâce à nous que jusqu'à présent jamais en France on n'a pu dire, comme le disait Chateaubriand, qu'il ne manque aujourd'hui à notre présent que le passé. C'est peu de chose... Comme si les siècles ne se servaient pas de base les uns aux autres et que le dernier arrivé pût tenir en l'air !
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je n'ai plus d'autre demande de parole.
Je mets donc aux voix le rapport que nous a présenté Jean-Jack Queyranne.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter veuillent bien lever la main.
…
Que ceux qui sont d'avis de voter contre veuillent bien lever la main.
…
Que ceux qui veulent s'abstenir lèvent la main.
…
Le rapport et la résolution sont adoptés à l'unanimité.
Je vous remercie.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)
Je donne la parole à Jean Poperen pour le rapport de la Commission des résolutions sur les élections sénatoriales.

Jean Poperen (rapport de la Commission des résolutions sur les élections sénatoriales)

Chers camarades, voilà donc le point où nous en sommes après les travaux de la Commission des résolutions sur ce sujet.
D'abord un certain nombre de fédérations, pour des raisons diverses, ont trouvé que notre calendrier était trop serré et donc nous demandent un délai de mise au point de leurs propositions.
Que pouvons-nous faire d'autre que vous demander, pour ces fédérations là, de donner mandat au Bureau exécutif de procéder en notre nom à la ratification le plus tôt possible des listes, dès lors qu'elles seront définitivement élaborées par ces fédérations ?
Il s'agit du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Savoie, de la Haute-Savoie, du Tarn-et-Garonne, du Var, et le délégué général m'indique - ce n'était pas mis sur la liste et j'en avais moi-même perdu le souvenir - qu'il y a également la fédération de l'Yonne.
Par ailleurs nous avons entendu le camarade de la Guadeloupe. Nous sommes devant une contestation des opérations de vote qui nous parait nécessiter dans les meilleurs délais, 48 heures, une information plus complète. La Commission a été unanime à considérer que dès lors qu'elle aurait cette information, là encore le Bureau exécutif de mercredi prochain devrait être en mesure de prendre une décision.
Enfin un certain nombre de consultations ont été nécessaires et se poursuivent, et je crois pouvoir le dire, avec les meilleures chances d'aboutir, ce qui nous amène à demander que ce soit le Bureau exécutif de mercredi prochain qui arrête définitivement, à la suite des travaux de la Convention fédérale, la liste-pour le département des Hauts-de-Seine.
Pour le reste, voilà donc ce que sont désormais nos candidats pour cette élection sénatoriale de septembre prochain...
(Lecture de la liste)

Le président - Est-ce qu'il y a des demandes de parole sur le rapport que vient de faire Jean Poperen ?
Il n'y en a pas ?
Je vais demander à la Convention d'approuver ce rapport y compris le renvoi d'un certain nombre de problèmes évoqués au Bureau exécutif de mercredi prochain.
Que ceux qui veulent bien approuver ce rapport lèvent la main ?
…
Ceux qui sont contre ?
…

Fondation Jean-Jaurès

Ceux qui s'abstiennent veulent bien le manifester en lever la main ?
…
Très bien.
Le rapport, la liste qu'il contient et le renvoi des problèmes en suspend au Bureau exécutif sont entrepris.
Mes chers camarades, il nous reste un point qui a trait aux questions de contentieux. Il faut toujours en finir par en venir là.
La parole est à Daniel Vaillant.

Daniel Vaillant (Rapport sur les contentieux)

Chers camarades, je vais être très rapide puisque la Commission des résolutions est unanime sur les quelques points qui sont à traiter par la Convention.
Il n'y a pas d'exclusion mais il y a des demandes de réintégrations. Elles sont toutes dans le cadre des dispositions statutaires de notre Parti puisque l'exclusion relative à la demande réintégration est toujours antérieure à deux ans.
Une demande a été formulée pour la Seine Saint-Denis par rapport à des camarades de Noisy-le-Grand. L'avis de la fédération n'ayant pu être requis, il est proposé que la fédération émette cet avis et qu'éventuellement la prochaine Convention ou l'instance qualifiée du Parti soit amenée à se prononcer sur ces problèmes de réintégrations.
En Dordogne, il est proposé la réintégration d'André Delage.
Dans la Somme, il est proposé la réintégration du camarade Couchart (?), section de Mers-les-bains.
En Seine-Maritime, deux demandes de réintégrations : l'une concernant les camarades Gérard de Notre Dame de Monteville (?) après avis positif de la fédération, accord unanime de la Commission. Il est proposé la réintégration.
En revanche, concernant une demande de 13 camarades exclus au moment des municipales de la section de Canteleu, pour des raisons propres à la fédération qui ont fait l'objet d'une délibération de leur Commission exécutive fédérale, la Commission estime que le moment n'est pas venu de réintégrer ces camarades.
Dans le Gard, section de Vauvert, nous réintégrons - avis positif de la Commission des résolutions - les camarades Farjon, Guigou, Martin, Pages, Pascal, Delattre et Vilaine (?).
Dans les Yvelines, demande de réintégration, section de Poissy. Après avis défavorable unanime de la fédération, la Commission des résolutions estime qu'il n'est pas possible, en l'état, de réintégrer les personnes.
Enfin, réintégration individuelle d'un camarade qui était dans l'Aube, qui veut adhérer dans le Val d'Oise. Accord favorable des deux fédérations. Il est proposé la réintégration du camarade Peyre (?).
Voilà pour les problèmes de réintégrations.
Je vais poursuivre. Si les camarades veulent intervenir négativement, ils pourront le faire ensuite.
Comme nos règles nous y invitent, nous devons nous prononcer sur deux propositions de dissolution de sections par des fédérations.

Fondation Jean Jaurès

Il s'agit, pour la Haute-Savoie, de la section d'Annemasse. Je ne reviens pas sur l'histoire récente, électorale, dans ce département et, notamment, dans la ville d'Annemasse proprement dite.
Sur avis unanime de la fédération, il est proposé de donner acte à la fédération de la dissolution de la section en vue d'une reconstitution la plus rapide possible.
De la même façon, dans le Bas-Rhin, section de Sourchy-Turckheim (?), avis unanime de la fédération : il est proposé de ratifier la dissolution de cette section en espérant que les Socialistes sauront retrouver le chemin positif.
Deux fédérations nous ont saisis d'un contentieux et, là encore, nos règles impliquent que cela passe devant vous
Il s'agit de partition de sections. Dans les deux cas, la fédération a émis un avis positif et la Commission des résolutions pense que la Convention pourrait donner acte à ces deux fédérations pour permettre la partition des sections
Il s'agit de la section de Doullens, dans la fédération de la Somme, et il s'agit de la section de Villars St-Pancrace, dans la fédération des Hautes-Alpes.
Là encore, la Commission souhaite que la Convention ratifie les décisions fédérales.
Enfin, une demande de modifications de statuts fédéraux qui doivent, aux termes de nos règles, passer devant une instance qualifiée du Parti, émane de la fédération du Rhône.
En l'état actuel des choses, sans se prononcer sur le fond, il est demandé à la fédération du Rhône, en relation avec le secteur national au contentieux, de réécrire la nouvelle formulation afin qu'une instance du Parti - je pense que la Convention pourrait mandater un prochain Comité directeur - puisse statuer sur quelque chose de plus conforme aux règles nationales du Parti.
Chers camarades, j'en ai terminé pour ce rapport, en espérant que vous l'accepterez.
(Applaudissements)

Le président - Qui demande la parole sur le rapport de Daniel Vaillant ?

Alain Noël (Premier secrétaire fédéral des Hautes-Alpes)

A propos de la section de Villars St-Pancrace, la fédération avait saisi le national pour une demande de précision sur l'interprétation des statuts. Donc, le rapport qui a été fait par Daniel Vaillant contient une erreur : le national n'a pas été saisi par la fédération pour une partition de section.
D'autre part, la Commission exécutive fédérale n'a pas encore statué sur ce problème.
Donc, je demande à la Convention de ne pas adopter cette partie du rapport de Daniel Vaillant, qui ne correspond pas à la réalité.

Daniel Vaillant

Il a été proposé, je le dis ici, de donner acte de la décision de la fédération. A partir de là, la fédération doit se sentir mandatée pour agir comme elle l'entend

Fondation Jean Jaurès

sur le problème de l'interprétation.
Je vous rappelle qu'il s'agit quand même de savoir si une section où il y a deux cantons peut devenir deux sections cantonales.
Chers camarades, à l'heure qu'il est, je ne crois pas que la Convention puisse aller beaucoup plus loin qu'un donner acte à la fédération.
(Applaudissements)

Le président - Y a-t-il une autre demande de parole ?

Un délégué des Hautes-Alpes - Je voudrais dire à notre camarade Vaillant que l'intervention de notre Premier secrétaire fédéral est d'une grande clarté. Il n'y a ni décision de la section concernée ni décision de la fédération concernée. Par conséquent prendre quelque position que ce soit serait totalement prématuré.

Le président - Je crois que sur ce point, la position est claire. Puisque Daniel Vaillant proposait de laisser la fédération libre de faire des propositions.
Y-a t-il d'autres demandes de parole ?
Je mets aux voix le rapport de Daniel Vaillant.
Que ceux qui seraient partisans de l'adopter lèvent la main ?
…
Que ceux qui ne veulent pas l'adopter lèvent la main ?
…
Que ceux qui veulent s'abstenir lèvent la main ?
…
Le rapport est adopté à l'unanimité.
(Applaudissements)
Mes camarades, est-ce que je me fais un correct interprète de la Convention en pensant que tous ceux qui avaient demandé la parole dans le débat général estiment qu'il est opportun de reporter leurs réservations à la prochaine Convention ?
Dans ces conditions, il nous reste à remercier Marcel Debarge et nos camarades qui nous ont si chaudement reçu au Pré St Gervais.
(Applaudissements)
Je déclare close notre Convention des 28 et 29 juin 1986.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès